



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13046 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 8 JANVIER 1987

La conscience de la Tchécoslovaquie

Contre vents et marées, face à un pouvoir crispé sur des certitudes dogmatiques et à une société qui choisit majoritairement le repli individualiste, la Charte 77 reste la conscience d'une Tchécoslovaquie où le temps semble s'être arrêté le 21 août 1968, avec l'entrée des chars soviétiques à Prague.

A l'occasion du dixième anniversaire de sa création, cette organisation clandestine a lancé un appel exhortant Tchèques et Slovaques à « sortir de leur apathie et à surmonter leur peur », et à dénoncer « le désordre dans la production, le commerce intérieur, les services, la bureaucratie paralysante ».

Empêchée par la police de présenter publiquement son appel, interpellée quelques heures, les porte-parole de la Charte vont néanmoins le faire connaître en utilisant les canaux mis en place patiemment depuis dix ans : chacun des mille signataires est un relais, dans la capitale et en province, de cette voix persistante de la liberté et de la démocratie.

Mais ont-ils des chances d'être entendus, à l'instar du syndicat clandestin polonois Solidarność, ou bien des dogmatistes hongrois, dont les gouvernements sont contrainte de tenir compte ? Les principaux animateurs de la Charte ne se font eux-mêmes guère d'illusions sur la portée immédiate de leur action.

Mouvement limité par des intellectuels, comme le dramaturge Vaclav Havel, ou d'anciens dignitaires du régime, comme M. Jiri Hájek, qui fut ministre des affaires étrangères, il n'a que peu pénétré dans les couches profondes de la société. Ses animateurs entendent bien profiter de l'attitude nouvelle de M. Mikhail Gorbatchev envers les dissidents soviétiques pour contraindre la direction du parti à sortir de son immobilisme et inciter les citoyens à dire haut et fort les critiques sans cesse formulées en privé.

En préant la « réconciliation nationale », le renouveau de la démocratie démocratique, jadis fort vivante dans le pays, la Charte 77 souligne le retard pris par la Tchécoslovaquie sur ses voisins membres du pacte de Varsovie : une amnistie à la polonoise qui rendrait à la liberté les prisonniers politiques, comme les membres de la section de jazz de Prague encore emprisonnés, lui permettrait de ne plus être le « fossile bréjnévien » du camp socialiste.

M. Gustav Husak, qui des rumeurs persistantes donnent comme partant pour raison de santé, ou ses éventuels successeurs auraient tort de miser sur la faiblesse apparente des mouvements d'opposition. L'histoire de la Tchécoslovaquie a suffisamment montré qu'après de longues périodes de passivité et de fatalisme le peuple de ce pays s'est réveillé, montrant une incroyable capacité à contourner les obstacles et à faire valoir ses aspirations nationales et sociales.

Le gouvernement issu de l'intervention soviétique d'août 1968 a échoué, au fil des ans, une relative tranquillité de la société contre un bien-être matériel qui a peu d'équivalent dans les pays comparables.

Pays ouvert au monde, dont la capitale voit affluer chaque année des centaines de milliers de touristes, la Tchécoslovaquie n'oublie pas son occidentisme géographique et spirituelle. La Charte 77, relayée à l'étranger par des immigrés de talent comme l'écrivain Milan Kundera, rappelle ce pays au bon souvenir de l'Europe de l'Ouest. Il serait dommageable que ce signal restât sans résonance.

Des centaines de soldats chinois tués selon Hanoï

De nouveaux combats ont eu lieu à la frontière sino-vietnamienne

Malgré les appels de Moscou à une normalisation, la tension est de nouveau montée entre la Chine et le Vietnam à la suite de combats sur la frontière entre les deux pays. Les deux capitales ont donné des versions contradictoires, chacune attribuant à l'autre la responsabilité d'avoir attaqué la première.

Selon Hanoï, plus de cinq cents soldats chinois auraient été tués, le lundi 5 janvier, leurs attaques ayant été repoussées à « trois reprises » par les troupes vietnamiennes dans le district de Vi-Xuyen (province de Ha-Tuyen).

Si tel était le cas, il s'agirait des combats les plus importants, sur cette frontière, depuis 1979. A l'époque, pour « punir » le Vietnam d'avoir occupé militairement le Cambodge, l'armée chinoise avait brièvement occupé, au prix de pertes importantes, une portion du territoire vietnamien sur la frontière.

Selon Pékin, l'armée chinoise a « contre-attaqué », cette fois-ci, le long de sa frontière avec le Vietnam. Réagissant tardivement à l'annonce de combats par Hanoï, un porte-parole chinois a démenti, mercredi à Pékin, le bilan avancé par les Vietnamiens, les accusant de « se vanter ». Il n'a toutefois donné aucune précision sur le bilan chinois des combats. Il ne s'agit pas des incidents les plus graves sur cette frontière depuis 1979, s'est-il contenté d'ajouter.

(Lire page 28)
Article de JEAN-CLAUDE POMONTI

Un sondage Sofres pour «le Monde» et RTL

Le partage du pouvoir issu de la cohabitation est approuvé par une majorité de Français

La grève se poursuivait, le mercredi 7 janvier, à la SNCF, dans les transports parisiens et à EDF. A Paris, le mark a atteint son cours plafond de 3.303 francs.

Interrogé à Europe 1, mardi, M. Chirac a critiqué l'attitude de M. Mitterrand et évoqué l'hypothèse d'une crise tout en affirmant qu'il ne la souhaitait pas. Une majorité de Français approuvent d'ailleurs le partage du pouvoir issu de la cohabitation comme en témoigne un sondage réalisé par la Sofres pour «le Monde» et RTL. Adversaire de cette cohabitation, M. Barre devait s'exprimer, mercredi, à «L'heure de vérité» d'Antenne 2.



Lire nos informations page 8

Les déclarations de M. Chirac sur les grèves

Gouverner, c'est gérer

Un peu plus de trois mois après avoir bénéficié d'un accord général des forces politiques face au terrorisme, M. Jacques Chirac cherche à tirer parti d'une conjoncture comparable devant les revendications salariales qui s'expriment dans le secteur public. S'il y parvenait, le premier ministre pourrait estimer que le recentrage de l'action du gouvernement sur sa politique économique, voulu depuis l'échec de la réforme des universités, aurait réussi.

La rigueur n'est contestée par personne à droite. Elle ne peut l'être, non plus, par les socialistes, qui ont peiné, pendant trois ans, pour la faire admettre à leurs militants et à leurs électeurs. M. Chirac a observé, le mardi 6 janvier, sur Europe 1, que les communistes, qu'il accuse de « politiser » les grèves, avaient attaqué les orientations économiques des gouvernements précédents de la même façon qu'ils critiquent celles de son gouvernement. Comment les socialistes pourraient-ils, aujourd'hui, approuver ceux qui les combattaient hier et qui combattent, d'ailleurs, aujourd'hui ?

Est-ce M. Chirac qui tirera le profit de la conversion économique des socialistes en 1983 ? Souvent contestée lorsqu'il s'agit de morale, de culture, de projet social, la droite est « naturellement » plus forte lorsqu'il est question de gérer l'économie. A condition d'évaluer les aspects trop « libéraux » de son action, le gouvernement peut espérer occuper, sur ce terrain, une position imprenable.

Cette amputation idéologique a été rondement menée dans l'affaire de la SNCF. La leçon du projet Devaquet a porté. Après avoir soutenu M. Jacques Douffaigne, ministre délégué aux transports, dans sa bataille pour la réforme des critères d'avancement des cheminots, le premier ministre a décliné que cette question ne concernait en rien le gouvernement, mais uniquement les dirigeants de la SNCF. La responsabilité politique ne devait être engagée que sur les directives salariales.

Réduite à ses seuls axiomes économiques, la position du gouvernement, expliquée depuis la fin de la semaine dernière par M. Chirac, est moins aisée à attaquer.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 6.)

L'économie avant le social

Nul n'attendait de M. Jacques Chirac qu'il réponde à des revendications catégoriques autrement que par les propos de politique économique générale. La situation de la France et du franc, mais aussi les succès successifs du premier ministre face aux étudiants, l'obligent - question d'image - à « tenir » face aux revendications des cheminots, des agents de la RATP, des électriciens et gaziers, des postiers. En outre, son peu de goût pour le psychologique, le spontané et l'irrationnel - trois des composantes des mouvements actuels - le poussent à réduire les conflits à ce qu'il connaît : une concertation qui relève des seules directions d'entreprise et une politisation qui est le fait des seuls communistes, par CGT interposée.

Plus sérieusement, il a été dit et répété ces jours derniers, à juste titre, que le social était en partie symbolique, que les mesures prises récemment en faveur des agriculteurs et des médecins, il y a quelques mois au bénéfice des plus favorisés (suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, abaissement de la tranche supérieure de l'impôt) - quelles que soient leurs justifications économiques - rendent plus difficile l'acceptation de la rigueur.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 6 et nos informations sur les conflits sociaux pages 24 à 26.)

Le sous-développement des universités françaises

Le coût du redressement

Les cheminots ayant remplacé les étudiants à la une de l'actualité, la rentrée universitaire s'est effectuée dans la discrétion des amies ordinaires. La parenthèse de la contestation refermée, tout est rentré dans l'ordre. Mais quel ordre ? Rien ne serait plus illusoire que d'imaginer que la vie universitaire puisse reprendre, comme si rien ne s'était passé. Car les causes profondes du malaise qui s'est exprimé à l'occasion du débat sur la loi Devaquet demeurent.

Ce malaise tient d'abord à la condition qui est celle des étudiants à l'université : inquiétude sur l'avenir et les débouchés professionnels, mais aussi lassitude devant le trop fréquent échec de l'enseignement, la médiocrité des équipements et des bibliothèques, les mauvaises conditions de vie et d'accueil, la dégradation des locaux. Bref, devant le sous-développement généralisé des universités françaises, particulièrement sensible lorsqu'on compare celles-ci aux grandes écoles.

Cette réalité-là n'a pas changé. Et elle est explosive. Elle provoquera d'autres réactions violentes, si un effort collectif d'envergure n'est pas entrepris, dès à présent, pour la redresser. Cet effort ne se justifie pas seulement par le souci d'éviter de nouvelles tensions sociales. Il est indispensable pour que la France dispose du potentiel humain lui permettant d'affronter la crise économique et la révolution technologique.

La France est l'un des pays développés qui ont le moins investi dans l'enseignement supérieur depuis quinze ans. Si elle veut à la fois rattraper son retard et augmenter le nombre des étudiants, comme le souhaitent les grands partis politi-

ques, c'est un doublement du budget de l'enseignement supérieur (actuellement de 21,7 milliards) qui doit être envisagé d'ici à l'an 2000. Objectif particulièrement ambitieux, qui nécessiterait l'adoption, dès à présent, d'une loi de programmation pour en fixer les étapes.

Mais les difficultés ne sont pas seulement budgétaires. D'autres problèmes se posent : le développement et le réajustement des aides aux étudiants, pour favoriser la démocratisation de l'enseignement ; la planification du recrutement des enseignants, et la redéfinition de leurs missions, pour augmenter le rendement des études ; l'aménagement des premiers cycles, pour accueillir tous les bacheliers, en réduisant le nombre des échecs.

F. G.

(Lire page 12)
Article de FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Dirigeants prêts à changer d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 10 ans, plus de 3000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution de carrière par les consultants de Forgeot, Weeks.

L'une des clés de leur succès ? Vous aider aussi à prospecter la face cachée du marché qui offre un grand nombre d'opportunités de qualité.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

INTERNATIONAL CAREER CONSULTANTS

Paris 75017, 50 rue St Ferdinand. Tél. (1) 45.74.24.24
Genève 1227, 9 route des Jumes. Tél. 022.42.52.49

LN 7/1/87

Débats

CHOMAGE

A force d'analyser le fléau, on voit se dessiner des pistes. Dominique Taddei sait ce qu'il ne faut pas faire : imposer des modèles « globalistes ». Pour Gérard Savatier, son témoignage de chômeur ayant créé un emploi le pousse à plaider pour des actions multipliées sur le terrain local.

Pour l'emploi, seules les politiques sélectives...

Le remède ne doit pas être recherché dans les idéologies faciles mais dangereuses.

DEPUIS plus de dix ans, les politiques économiques s'avèrent incapables de créer un nombre d'emplois satisfaisant, dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Les États-Unis et le Japon ont eux-mêmes une situation bien plus mauvaise qu'il y a quinze ans et l'on voit de menaces à venir.

Devant cet échec quasi général, les responsables politiques oscillent entre volontarisme, quand ils sont dans l'opposition, et fatalisme, une fois revenus au pouvoir. Certes, quelques évidences les rassemblent : Tout d'abord, il vaut mieux un environnement favorable plutôt que défavorable !

Il faut donc souhaiter une coopération au moins européenne, si possible mondiale (on se contentera « en pratique » d'un éventuel consensus entre les Cinq (Etats-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne). Mais chacun sent bien qu'il serait imprudent d'attendre la solution de tous nos maux. D'où une seconde évidence :

Il vaut mieux une croissance forte que faible et en effet plus de production entraîne généralement plus d'emploi. L'ennui est que cette seconde évidence n'a pas davantage un caractère opérationnel tant qu'on ne précise pas ce qui empêche une production plus forte et quelles mesures concrètes on propose.

C'est ici que les responsables politiques commencent à se disperser (dans tous les sens du terme). Abandonnons (ils abandonnent en fait d'eux-mêmes !) ceux qui s'avèrent incapables de préciser les voies et moyens d'une croissance de la production (et de l'emploi) plus forte. Il reste alors deux grandes familles, dont le clivage recoupe largement (mais pas totalement), celui de la gauche et de la droite et qui professent des théories, et donc des thérapies, opposées, du moins en première analyse.

Pour la première, la crise et donc le chômage proviennent d'une insuffisance de la demande (solvable), c'est-à-dire d'un manque général de débouchés. Qu'elle revendique ou non l'héritage intellectuel de Marx, cette proposition est plus simplement keynésienne ; il n'y a qu'à relancer la demande globale (par les dépenses publiques, les réductions

par DOMINIQUE TADDEI (*) d'impôts sur les revenus ou en encourageant la consommation, notamment par la hausse des salaires et des prestations sociales).

La seconde insiste sur le manque de capacité rentable, idée inverse de la précédente. C'est l'offre qui est le facteur limitant de la croissance et de l'emploi et qu'il convient donc de stimuler. Dans le long terme, il en sera ainsi grâce à la relance de l'investissement. D'ici là, il convient d'améliorer la rentabilité des entreprises. Cela suppose une baisse de leurs impôts, des cotisations sociales, des taux d'intérêt, et/ou un freinage des salaires. Prétendument libérale, cette politique est le plus souvent conservatrice, quand ce n'est pas franchement réactionnaire.

Trop loin de la réalité

Il y a là, au total, deux visions et éventuellement deux stratégies cohérentes parfaitement bien étudées (1). Disons brutalement que les unes et les autres ont globalement échoué. Ce fut le cas, en France, des relances de Jacques Chirac ou de Pierre Mauroy comme en Angleterre, du monétarisme de M^{re} Thatcher, pour ne prendre que des exemples bien connus et quelque peu symboliques. Derrière leurs conceptions opposées, ces politiques ont en commun non seulement d'avoir échoué sur l'essentiel, qui était l'amélioration de l'emploi, mais encore d'avoir échoué pour les mêmes raisons. Leurs visions globalistes, réductrices, de la situation économique ont pu, certes, flatter superficiellement telle idéologie, fournir par là-même des possibilités de mobilisation politique relativement faciles, du moins pendant un temps, aujourd'hui dépassées.

Mais ces conceptions se sont avérées trop éloignées de la réalité. La simple observation comme les calculs les plus savants permettent de le constater. Il n'y a, dans nos économies européennes, aujourd'hui, ni une crise générale des débouchés ni une crise générale de la rentabilité.

(*) Professeur d'Université. Ancien secrétaire national du PS.

mais une coexistence durable des deux types de déséquilibre dans des secteurs et sur des marchés différents.

Nous proposons d'appeler cette situation : *chômage mixte*.

Dès lors, on comprend l'échec commun des deux formes de politique globaliste : à lutter contre un type de chômage, elles aggravent l'autre... et réciproquement. Prenons l'exemple évident du niveau général des salaires : l'abaisser réduit sûrement le chômage classique, mais aggrave non moins sûrement le chômage keynésien, l'élever aura les vertus et les vices opposés.

Il faut donc pour l'emploi, comme dans bien d'autres domaines, sortir des idéologies faciles, mais dangereuses.

Il n'y a pas, surtout à court terme, de politique miracle. Il y a, par contre, la possibilité de politiques sectorielles efficaces s'appuyant sur les enseignements connus de la théorie économique, qu'il faut seulement se garder de vouloir généraliser. Ainsi, à titre d'exemple, un secteur souffrant manifestement d'une insuffisance de débouchés, tel que le bâtiment et les travaux publics, devrait bénéficier de commandes de l'Etat ou des collectivités décentralisées. Dans d'autres secteurs, où au contraire les capacités rentables sont insuffisantes, il faut privilégier l'allongement de la durée des équipements et une réduction de la durée du travail, favorisée par une baisse sélective d'impôts et de cotisations sociales (2). A l'« chômage mixte », politique sélective !

(1) Edmond Malinvaud a proposé de les désigner respectivement comme situations de chômage keynésien et de chômage classique.

(2) « Des machines et des hommes », D. Taddei, Paris. Documentation française (1986).

« Polémique constitutionnelle »

A propos de l'article « Le troisième mandat » (le Monde du 1^{er} janvier) publié dans la page « Débats », son auteur, Maurice Duverger, demande que l'on rétablisse l'intégralité du dernier paragraphe qui avait été coupé. Le voici :

« Bien qu'elle paraisse évidente, cette conclusion n'est pas acceptée par tous les juristes. Certains invoquent contre elle le décret du Conseil constitutionnel du 23 août 1985 déclarant que la contestation est l'une des conditions de la demande d'une nouvelle délibération. Mais il est une condition identique de la promulgation dont la même décision précise que, par elle, le président « atteste que la loi a été régulièrement délibérée et votée ». Ce dernier a donc le droit de ne pas

promulguer une loi dont il estime irrégulière le vote ou la délibération. Mais il ne peut le faire que par la demande d'une nouvelle lecture, le Parlement tranchant en dernier ressort. L'article 49 ne faisant aucune différence entre les deux paragraphes de l'article 6, en ce qui concerne le contreseing celui-ci est obligatoire pour chacun. S'il était refusé pour l'un et l'autre, la promulgation serait bloquée par le volontarisme du premier ministre que l'Assemblée nationale, seule, pourrait sanctionner par un vote de censure.

En outre, dans le quatrième paragraphe, in fine au lieu de « que trois députés de l'UDF s'abstiennent », il faudrait lire : « que trois députés de l'UDF le soutiennent ou que six s'abstiennent... »

COURRIER DES LECTEURS

La volonté de servir

Ne dirait-on pas, à en croire ce lecteur de la Bibliothèque nationale dont le Monde du 30 décembre 1986 a publié la lettre, que le département des manuscrits de cette maison se compose de conservateurs dont les uns sont absents et les autres occupés à fermer les yeux sur des lecteurs annotant, au stylo, des documents précieux ?

Les choses, à la vérité, sont plus simples. Lorsqu'un manuscrit se trouve à l'atelier de restauration (et non à la réserve, comme l'affirme ce lecteur), le personnel responsable propose un microfilm de consultation (et, en outre, pour le document en question, un jeu complet d'épreuves de planches) et s'offre même à laisser examiner le document à l'atelier : encore faut-il alors justifier de la nécessité et de l'urgence de la consultation de l'ori-

ginal, ce qui n'a pas été le cas. Pour le reste, tous les habitués du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale savent que l'usage du crayon à papier est seul autorisé à la table de la réserve des manuscrits.

La Bibliothèque nationale, trop souvent désignée du doigt pour ne pas remplir ses missions, s'honore aussi, en fait, de nombreux témoignages de satisfaction. Ceux-ci font du bien, au plein sens du terme. Sans doute tout n'est-il pas parfait dans l'institution... Surtout la volonté de servir : ses habitués savent qu'ils peuvent l'attendre de notre part. Mais la Bibliothèque nationale est aussi en droit d'attendre, elle, un minimum de compréhension devant telle ou telle difficulté qui peut surgir, et dont la solution est l'affaire de tous.

André MIQUEL, professeur au Collège de France, administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Faire d'un drame une chance

Grâce à une gestion très décentralisée, des millions d'initiatives individuelles et collectives pourraient voir le jour

par GÉRARD SAVATIER (*)

crit à l'ANPE, on vous demande votre numéro. Personne ne se soucie du coût social d'une telle attitude. Personne ne mesure l'irritation de ceux qui cotisent et ont le sentiment « d'entretenir des fainéants » (comme une propagande le souligne habilement). Il ne s'agit pas de rejeter la faute sur les travailleurs sociaux, qui s'acquittent de leur tâche avec les difficultés que l'on connaît.

Il n'est pas question non plus de laisser « crever de faim » ceux qui n'ont pas de travail. En moralisant ceux qui sont indemnisés à travailler et à se former, il est possible de fournir de quoi vivre décemment à tous tout en utilisant les sommes collectées par l'UNEDIC pour lutter contre le chômage, alors qu'aujourd'hui elles aggravent la situation.

Une expérience de dix ans dans une petite ville (Chambéry) dans les domaines de l'action sociale et de la formation conduit à proposer une démarche en deux temps fondée sur les comités locaux pour l'emploi (CLE) ou une autre structure pluraliste et décentralisée. Les CLE existent dans tous les bassins d'emploi (petites villes ou quartiers de grandes villes). Ils regroupent, autour d'un élu local (maire ou adjoint chargé des affaires économiques), l'administration (direction du travail, ANPE) et les syndicats salariés et patronaux. Ils peuvent être un outil efficace, au centre d'un processus simple.

Deux avantages majeurs

Premier temps de la démarche : les entreprises, les collectivités (de toute taille et de toute nature juridique) qui ont l'intention d'accueillir un chômeur demandent un agrément au CLE. Celui-ci l'accorde au vu d'un dossier : perspectives d'embauche à l'issue du stage, niveau de la formation assurée (au sein de l'entreprise et à l'extérieur). L'entreprise est-elle sur un créneau porteur ou prioritaire ? En la renforçant momentanément, peut-on la sortir d'une situation difficile, lui permettre d'attaquer de nouveaux marchés ? Y a-t-il un besoin urgent que la collectivité locale n'a pas les moyens de satisfaire autrement ?

Il résulte de l'examen des dossiers une liste sérieuse de structures (*) Ingénieur agronome.

d'accueil qui sera proposée à tous les chômeurs. C'est le deuxième temps de la démarche. Ils devront choisir une affectation et ils subiront à l'entrée un entretien comme pour une embauche. Leur parcours (travail et formation) sera suivi par les agents de l'ANPE, les divers intervenants sociaux, qui feront des rapports au CLE. Celui-ci pourra éventuellement acquiescer lui-même, modifier le contrat, le renouveler, le rompre en cas d'abus. L'entreprise pourra verser au chômeur une prime, en plus des remboursements de frais auxquels ont droit les autres salariés.

La rémunération du chômeur stagiaire sera donc assurée conjointement par l'entreprise et par les ASSEDIC, à un niveau fixé par le CLE. Peu à peu, selon un calendrier adaptable en fonction du gain de rentabilité de la personne, la part des ASSEDIC diminuera, pour arriver à une embauche à 100 % par l'entreprise. En comptant tout : la rémunération, les charges, la formation interne et externe à l'entreprise, les ASSEDIC ne devraient pas dépenser plus qu'aujourd'hui, et les organismes de formation des adultes devraient réaliser des stages qui colent beaucoup plus aux besoins du terrain.

La rotation des chômeurs sera accélérée. On sait que la durée du chômage a tendance à augmenter, ce qui est logique car les chômeurs ne sont plus au contact de la vie professionnelle, des opportunités d'embauche. Deuxièmement, ce système met les décideurs en face de leurs responsabilités. Aujourd'hui, qui gère concrètement, au jour le jour, ces drames humains que sont les fins de droits, les refus d'entrée en stage ? Qui octroie tous les jours les chômeurs, qui examine les dossiers ? Ce sont les secrétaires des guichets de l'ANPE ou de la direction du travail ! Les hommes politiques, les syndicalistes, émettent de beaux jugements généraux, mais ils ne sont pas directement impliqués. Ils seraient donc moins prompts dans leurs affirmations s'ils mesuraient vraiment la lourdeur des procédures, l'absence de formation et de motivation de certains chômeurs, leur désarroi en face des dossiers à remplir.

Il n'existe pas une solution, il faut ajouter des millions d'initiatives individuelles et collectives en faisant jouer toutes les complémentarités. Seule une gestion très décentralisée peut créer une telle dynamique.

GRAND CONCOURS

MERCREDI 14 JANVIER

Le Monde donne la parole aux étudiants



ACHETEZ *Le Monde* et son supplément CAMPUS Mercredi 14 janvier 1987 (numéro daté du 15 janvier)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69672 F
Télécopieur : (1) 45-23-67-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutet
Rédacteur en chef : Daniel Verdet
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-83 ou 45-25-91-71
Télécopieur MONDIPUB 296 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde (USPS 795-070) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-46 38 th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at P.O.C. 45-46 38 th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

ÉTATS-UNIS

Démocrates et républicains s'affrontent sur l'« Irangate » à l'ouverture du nouveau Congrès

La première journée de travail du nouveau Congrès américain, le mardi 6 janvier, a été marquée, comme pouvait le craindre les amis de M. Reagan, par une série de passes d'armes entre la majorité démocrate et la minorité républicaine sur l'affaire iranienne. A l'évidence, les démocrates souhaitent faire durer les choses durant la majeure partie de l'année, car plus l'enquête sera longue et étendue et plus la date de la publication de ses résultats sera rapprochée de celle de l'élection présidentielle en 1988.

Ces intentions démocratiques sont clairement apparues lors de la formation de la commission spéciale d'enquête du Sénat sur le financement des « contras » par les ventes secrètes d'armes à l'Iran. M. Robert Dole, au nom des républicains, a critiqué le fait que cette commission, dont la formation a été acceptée à une très large majorité (88 voix contre 4), aura jusqu'au 31 octobre

pour remettre son rapport. M. Dole a mis en garde ses collègues, à cette occasion, contre le risque que cette affaire ne devienne une « obsession » faisant oublier les nombreux autres problèmes auxquels le Congrès doit s'atteler, notamment les déficits commerciaux et budgétaires.

« Notre premier devoir dans ce nouveau Congrès est de restaurer la confiance du public dans la formation de la politique étrangère américaine », a répliqué M. Robert Byrd, chef de la nouvelle majorité démocrate, soulignant que « la mésaventure iranienne avait sérieusement atteint la présidence » et la diplomatie des États-Unis.

Les sénateurs ont décidé, en outre, qu'il reviendrait à la commission spéciale de décider de l'opportunité de la publication du rapport préliminaire élaboré par la commission du renseignement du Sénat souhaitant acquiescer, d'autre part, trois mille missiles de croisière, dont environ 40 % fabriqués selon la technique « stealth ».

A la suite d'un vote serré (sept voix contre six), les membres de cette commission, estimant que leurs travaux étaient « incomplets », se sont opposés à la divulgation, dans l'état actuel des choses, de ce rapport.

Selon le *New York Times*, ledit rapport sénatorial conclurait, sur la foi de présomptions, que 8,5 millions de dollars d'une des transactions avec l'Iran ont été détournés au profit des « contras » nicaraguayens.

M. Reagan « scandalisé »

La Maison Blanche a indiqué que le président Reagan était « scandalisé » et « profondément déçu » de la non-publication de ce rapport qui, selon certaines sources, ne contiendrait pas de preuves permettant de dire qu'il était au courant du détournement de fonds au profit des « contras ».

La principale organisation antisandiniste, le Front démocratique nicaraguayen (FDN), a révélé mardi que son bureau de Washington avait été récemment cambriolé et que des documents bancaires avaient disparu.

Si, sur le plan politique, les difficultés continuent pour M. Reagan, sur le plan médical, en revanche, les pronostics sont plus optimistes. L'examen au scanner subi mardi par le président n'a montré « aucune anomalie », a déclaré le docteur John Hutton. M. Reagan est apparu en robe de chambre à la fenêtre de sa chambre de l'hôpital de Bethesda et a crié aux journalistes qu'il se sentait « très bien ». Il s'est entretenu avec M. Frank Carlucci, son nouveau conseiller pour les affaires de sécurité nationale, et avec M. Donald Regan, le secrétaire général de la Maison Blanche. — (AFP, Reuters.)

URSS

La publication du « Docteur Jivago » bientôt autorisée ?

Une commission consacrée à l'héritage littéraire de Boris Pasternak — dont le roman le plus connu, le *Docteur Jivago*, n'a jamais été publié en URSS — vient d'être créée par l'Union des écrivains soviétiques, a rapporté, le mardi 6 janvier, l'agence Tass.

Cette annonce officielle fait suite à la publication dans la *Gazette littéraire* d'un article de l'académicien Dmitri Likhatchev, président du Fonds culturel, dans lequel celui-ci expliquait qu'on lui avait demandé de lire le *Docteur Jivago*, affirmant que certaines idées « étaient aujourd'hui perçues différemment » et laissait entendre que la publication du livre pourrait être, un jour, autorisée.

La commission est dirigée par le poète André Voznessenski, qui, dans le passé, avait pris position pour la publication des œuvres complètes de Boris Pasternak. Un recueil de poèmes en deux volumes, comprenant des

vers très du *Docteur Jivago*, avait été publié au début de l'année dernière par les Éditions Feltrinelli — avait entraîné son expulsion de l'Union des écrivains. L'URSS, ayant refusé le prix au nom de Pasternak, avait toujours interdit le livre, notamment à cause du portrait sympathique qu'il trace des opposants à la Révolution d'octobre.

D'autre part, Radio-Moscou a fait, pour la première fois, référence au prix Nobel décerné à l'écrivain, « poète et auteur de prose, Prix Nobel, mort à Moscou en 1980 ».

Déploiement des missiles de croisière « furtifs » en 1989

indique M. Weinberger

Washington (AFP). — Les premiers missiles de croisière dits « furtifs », c'est-à-dire transparents au radar (stealth), seront déployés en 1989 à bord de bombardiers stratégiques stationnés sur la base aérienne de Sawyer (Michigan), a déclaré, mardi 6 janvier, M. Weinberger, secrétaire à la défense.

M. Weinberger a, par ailleurs, indiqué que le bombardier à technologie avancée (ATB) serait déployé au début des années 90, avec un an d'avance sur le calendrier prévu.

Ces deux programmes sont classés « top secret » par le Pentagone, et très peu d'informations sont disponibles à leur sujet. Ces deux systèmes d'armes sont conçus pour échapper partiellement à la détection radar grâce à des formes « douces » (sans angle vif) et à des peintures absorbant les ondes électromagnétiques.

En juin dernier, le Pentagone a annoncé au Congrès son intention de se doter de 132 ATB, pour un coût d'une quarantaine de milliards de dollars. L'ATB remplacerait, dans la stratégie du Strategic Air Command, les bombardiers B-1B, qui commencent juste à entrer en service. L'armée de l'air américaine

M. Jean-Bernard Raimond au Brésil et en Argentine

Le chef de la diplomatie française, M. Jean-Bernard Raimond, devait quitter Paris le mercredi 7 janvier pour se rendre en Amérique latine. Durant son voyage officiel de cinq jours, le ministre des affaires étrangères se rendra successivement au Brésil et en Argentine. A Brasilia, M. Raimond aura notamment des entretiens avec le président José Sarney et avec son collègue brésilien, M. Abreu Sodre. Le Brésil est le premier partenaire commercial de la France dans le tiers-monde, en dehors des pays pétroliers. En 1985, les importations françaises s'élevaient à 10,1 milliards de francs, et les exportations à 3,6 milliards de francs. Cinq cents entreprises françaises sont implantées au Brésil et l'enveloppe culturelle française destinée à ce pays atteint 100 millions de francs.

Le gouvernement ouest-allemand dément avoir autorisé des ventes d'armes à l'Iran

BONN de notre correspondant

Le ministère ouest-allemand de l'économie a confirmé lundi 5 jan-

vier avoir été informé en 1984 par la société aéronautique MBB de ses contacts avec l'Iran à propos de la vente d'avions de transport Transall C-160. Le ministre précise avoir émis en mars 1985 un avis défavorable à un tel projet, en raison de la politique de neutralité du gouvernement dans le conflit irako-iranien.

L'un des dirigeants de la firme, M. Sepp Hort, avait révélé il y a quelques jours que des contacts avaient eu lieu au cours des dix-huit derniers mois avec l'Iran et le gouvernement ouest-allemand. Sans s'opposer au principe de discussion avec Téhéran, Bonn avait, selon M. Hort, fait dépendre son autorisation de la fin du conflit.

Ces mises au point faisaient suite à des informations diffusées par la chaîne de télévision CBS (voir le *Monde* daté 4-5 janvier), selon laquelle la société avait conclu avec l'Iran un contrat d'environ 1 milliard de dollars pour la livraison de douze appareils dans les deux prochaines années.

H. de B.

Les « Izvestia » s'inquiètent du sort des enfants handicapés

Moscou (AFP). — Les *Izvestia*, le quotidien du gouvernement soviétique, viennent de brosser un tableau alarmant de la situation de l'enfance handicapée, un sujet très rarement abordé par la presse en URSS.

« Pendant des dizaines d'années, nous avons honteusement fermé les yeux, feignant de croire qu'il n'y a chez nous ni sourds, ni aveugles, ni invalides, ni handicapés mentaux », écrit le journal, sous le titre « Ils sont tous nos enfants ». La réalité est tout autre révèle l'auteur de l'article, qui, pour donner une meilleure idée de la situation, prend l'exemple de la région de Kemerovo, près de Novossibirsk (Sibirie), nullement considérée pourtant comme défavorisée en matière de santé.

Dans cette région, le pourcentage de femmes employées par des industries présentant des risques pour la santé est assez élevé. Ainsi, dans l'unité de production « azote », le nombre de femmes dont les enfants naissent avant terme est trois fois plus élevé que la moyenne. La moindre des choses, estime l'auteur, serait déjà d'interdire ce genre de travail pour les femmes, « comme cela s'est fait dans les mines. Il faut prendre

toutes les mesures nécessaires pour que les enfants puissent naître normaux ».

D'après l'article, il n'existe pas en URSS de dépistage systématique des anomalies chez le nouveau-né. Et, si par hasard les médecins relèvent un retard susceptible d'être compensé par un changement de régime alimentaire, on s'aperçoit que l'URSS ne produit pas, par exemple, d'« aliments albuminés ». La surdité, si elle est détectée très tôt, peut parfois être corrigée par des appareils. Mais le plus souvent en URSS, selon les *Izvestia*, « on constate très tard les défauts de l'ouïe chez l'enfant » et les appareils sont d'ailleurs « de mauvaise qualité ».

Lorsque l'enfant handicapé arrive à l'âge d'aller à l'école, commence un autre casse-tête : « Dans la région de Kemerovo, il n'y a pas non plus d'écoles spécialisées pour enfants atteints de polio ou paralysés. Les rares établissements qui existent pour d'autres catégories de handicapés sont bondés et dans un état de délabrement déplorable. Les visites médicales se font au rythme de trente, quarante, parfois cent enfants par jour. »

BIBLIOGRAPHIE

« L'Aquarium », de Miguel Bonasso

Les prédicateurs du repentir

— 1976 : une jeune militante menée par le général Videla prend le pouvoir en Argentine. C'est le début d'une longue période de terreur.

— 1983 : forcée de se retirer, la jeune accepte le principe d'élections libres ; le 30 octobre : Raúl Alfonsín est élu président de la République.

Après une nuit austral de près de huit ans, les Argentins, libérés, peuvent enfin s'endormir de lumière. Mais, en avril 1985, à l'ouverture du procès des généraux, ils doivent, malgré leur lassitude, affronter de nouveaux les ombres du passé, et s'efforcer de comprendre. Compréhension comment ils ont pu laisser la dictature s'installer dans leur pays et en accepter les ravages.

Des dizaines d'ouvrages consacrés à cette période s'empilent sur les rayonnages des librairies. Dans l'énorme production littéraire qui comme à l'ordinaire accompagne, non sans un certain décalage, les drames nationaux, un livre s'impose, impitoyable et fort : *L'Aquarium*, de Miguel Bonasso.

Miguel Bonasso est un journaliste de quarante-quatre ans. Condamné à mort par les tribunaux de la justice, il réussit à quitter l'Argentine et à se réfugier au Mexique. Miguel Bonasso est moins attaché à expliquer qu'à comprendre ; il écrit moins pour dire le vrai que le vécu.

L'Aquarium, comme le *Premier cercle* de Soljenitsyne, décrit à sa manière les diverses sphères que de la soumission, de la trahison à la collaboration d'un détenu doit parcourir s'il veut survivre dans un système policier. Le personnage principal du livre, Pelado, un ex-député de la jeunesse péroniste, est recherché par la justice militaire. En 1977, il se rend à Montevideo, en Uruguay, pour y rencontrer le secrétaire politique de son parti. Un commando de policiers veut de Buenos-Aires, sur l'autre rive du Rio de la Plata, l'enlève, le

torture et le ramène à Buenos-Aires. Là, il est conduit à l'École de mécanique de la marine, près du stade de River Plate où se disputa, en 1978, la Coupe du monde de football.

Pelado, qui vient de faire son entrée dans le monde des « disparus », y franchit les « neuf cercles de l'Enfer » avant d'être « prêt » au 2^e corps d'armée, commandé par le général Galtieri et stationné à Rosario, au nord de la capitale. Afin de servir d'appât, Pelado est placé au contrôle des billets de la ligne de ferry-boat, qui assure le passage entre les frontières de l'Argentine et du Paraguay, qu'empruntent régulièrement les Montoneros. Pelado réussit à fausser compagnie à ses geôliers.

Avec des mots justes et à l'aide d'une intrigue policière à la Ludlum, Miguel Bonasso nous fait découvrir de l'intérieur le fonctionnement de l'École de mécanique, ce lieu hors du temps comme l'est la souffrance et qui symbolise à jamais l'une des pages les plus sombres de l'histoire argentine.

L'École de mécanique est une prison unique en son genre. Son concepteur, l'amiral Massera, l'un des quatre membres de la jeune militaire, rêve d'une « mystique nouvelle » qui établirait dans son pays une société dite d'« extrême censure ». Pour y parvenir, il veut s'assurer toutes les intelligences, y compris celles de ses ennemis. Ainsi ses adjoints, « les prédicateurs du repentir », aménagent-ils, selon ses plans, une prison à trois niveaux :

— Le premier, « la Cagoule », est destiné à mater le détenu en l'isolant à l'aide de la coiffe du même nom et de le préparer ainsi à la collaboration ;

— Le deuxième, « la Cave », est le lieu où les « éducateurs » et les moniteurs accueillent les entrées, ces détenus qui résistent ;

— Le troisième, enfin, « l'Aquarium », est formé d'une série de

petits cubes, isolés les uns des autres par des vitres, où les « collaborateurs » (les détenus enfin matés) occupent des emplois de bureau. Leur tâche consiste à lire la presse et à compiler les articles, à classer les livres d'une bibliothèque monumentale, fruit du pillage de milliers de bibliothèques expropriées, ainsi qu'à rédiger des fiches sur les guérillas de gauche et d'extrême gauche.

Certains de ces « récupérés » sont utilisés par la suite pour l'élimination de leurs anciens camarades, tel ce Tucho dépeché à Mexico afin de liquider le chef des Montoneros, Mario Firmenich. « Ici, dit un prisonnier de l'Aquarium, nous avançons sur le fil du rasoir. Nous ne pouvons tomber que du côté du suicide ou de celui de la trahison. »

En découvrant, au fil des pages de *L'Aquarium*, la nature du système carcéral argentin, avec ce qu'il a de commun d'innovateur, le lecteur, comme le Kyo de la *Condition humaine*, ressent avec force « l'angoisse de n'être qu'un homme, que lui-même ».

L'Argentine fait partie de ma mémoire. J'y ai vécu et je l'ai aimée. Pendant ces huit années de terreur, je me suis efforcé, pour ma modeste part, de secouer l'indifférence qui pouvait l'envelopper. Le roman de Miguel Bonasso me touche tout particulièrement, même si je n'adhère pas, tant s'en faut, aux choix politiques de l'auteur. Mais parce que *L'Aquarium* rappelle « ce temps qui surgit comme un cri du bourbier immonde » et qu'il met en scène des hommes dans ce qu'ils ont de plus universel, c'est-à-dire la volonté de vivre à tout prix, il touchera aussi ceux qui seraient moins sensibles à l'air de nostalgie de Buenos-Aires. Il faut lire *L'Aquarium*.

MAREK HALTER.

★ *L'Aquarium*, par Miguel Bonasso, Ed. Olivier Orban, 396 pages, 130 F.

SPÉCIAL JANVIER 87

L'histoire

SPECIAL

MILLE ANS D'UNE NATION

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS 987-1987

N°96
31F

N°96-31F

PRESENTATION : JEAN FAVIER

AVEC : COLETTE BAUNE, JACQUES CELLARD, PIERRE CHAUVY, PHILIPPE CONRANNE, ROBERT DELORT, JANNINE GARRISON, FRANÇOIS LERUIN, JACQUES LE GOFF, E. LEBOY LAURIE, PIERRE MILZA, J.-M. DE MONTREMY, JEAN-ROBERT PITE, RENÉ REMOND, JEAN-PIERRE RIOUX, LAURENT TIES, MICHEL WINOCK, ETC.



Asie

PHILIPPINES : le « pouvoir du peuple » en butte à la pauvreté

Pour Cory, peu de chose a changé...

MANILLE
de notre envoyé spécial

Elle s'appelle aussi « Cory », mais elle n'est pas présidente des Philippines. Le long des rues, elle vend son poisson dans un panier rond coincé contre sa hanche. Le nom du quartier où vit Cory, « Commonwealth », a peu de rapports avec ce qu'il signifie : la richesse, commune ou individuelle, en est absente. C'est plutôt le dénuement et la précarité qui dominent. Dans ce quartier de baraquements de fortune, non loin du Batasang Pambansa (l'Assemblée nationale), vivent sept mille familles. Tous les habitants sont des squatters comme au total plus d'un tiers de la population de Manille (sans doute huit millions d'âmes, mais personne ne sait exactement).

Rien n'a vraiment changé dans la vie de Cory depuis que le « pouvoir du peuple » a pris les rênes du pays il y a bientôt un an : la pauvreté demeure le principal défi que doit relever le gouvernement Aquino. Cory emprunte de l'argent, va, à l'aube, au marché aux poissons de Novotas, au nord du grand bidonville de Tondo, et revient pour arpenter les rues du quartier de Cubao, son panier

sous le bras. Elle arrive à gagner 30 à 40 pesos (environ 2 dollars) par journée lorsque les affaires marchent.

Autrefois, raconte Cory, il fallait emprunter au prêteur-usurier du quartier, qui pratiquait un taux d'intérêt de 20 % par jour. « Autant dire qu'on ne gagnait rien. Maintenant, explique-t-elle, la situation s'est améliorée. Une partie des habitants se sont organisés en une sorte de coopérative : Sama-sama (entraide). Elle nous prête 200 pesos à rendre sous quarante jours avec un intérêt de 15 % ».

Les « enfants des rues »

Ce qui a changé depuis février dernier dans la vie de la population pauvre de Manille, c'est que la police n'intervient plus pour casser les organisations qui se créent. « En surface peu de chose a changé, c'est vrai, mais en réalité il est apparu une multitude d'initiatives, parcelles, ponctuelles : débarrassés de la peur d'être accusés de subversion ou de communisme, les gens apprennent à gérer leur pauvreté. C'est déjà quelque chose de positif », nous dit une religieuse de Commonwealth.

La pauvreté des Philippines, on n'en voit souvent que l'écume : le dénuement extrême et pathétique des clochards (taong grassa), la pauvreté poignante des enfants mendiants qui viennent coller leurs mains à la vitre des voitures. Mais il y a aussi une autre pauvreté, diffuse, moins « spectaculaire » parce que dissimulée dans les quartiers-taudis ; parce que aussi la sous-alimentation ne se remarque pas toujours.

« 70 % de la population philippine vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire qu'elle satisfait moins de 80 % de ses besoins en alimentation », laisse tomber M^{re} Karina Constantino David, ministre adjoint pour les affaires sociales et le bien-être. « Au cours des dix dernières années, cette proportion de la population sous-alimentée a augmenté de 40 % au moins », précise-t-elle. Globalement, entre 1983 et 1986, le revenu national par tête a régressé, passant de 760 à 590 dollars.

Sociologue à l'université des Philippines, M^{re} Constantino David a mené plusieurs enquêtes sur les « habitants des rues » et sait de quoi elle parle. Considérée comme une intellectuelle engagée, elle ne ménage pas ses critiques au gouvernement dont elle fait partie pour sa lenteur à s'attaquer au problème de la pauvreté. Le portefeuille de ministre des affaires sociales est revenu à une autre femme, le docteur Mita Pardo de Tavera, connue pour son action sociale, notamment en matière de prévention de la tuberculose et de la lutte contre la malnutrition.

« Les problèmes sociaux sont énormes », poursuit M^{re} Constantino David, qui a troqué ses jeans et ses tee-shirts de sociologue de terrain pour des tenues plus conventionnelles, mais qui fait preuve de la même détermination qu'autrefois. « Nous venons d'obtenir pour 1987 une augmentation de 100 % de nos dépenses. Nous disposons donc de 500 millions de pesos (contre 187 millions en 1986). Nous devrions commencer à pouvoir faire quel-que chose ».

« Notre politique est fondée sur la prévention et non plus sur les actions après coup. Celles-ci par leur caractère spectaculaire peuvent être politiquement payantes », mais elles ne résolvent rien. Plus encore que des actions directives, nous cherchons à encourager un peu partout et à financer des initiatives prises à la base. Le ministère ne peut tout gérer ou tout centraliser : il faut surtout créer une dynamique d'action ».

Un programme de travaux publics

Afin de remédier dans un premier temps au chômage, le gouvernement a mis sur pied un programme de travaux publics d'un montant de 1,8 milliard de dollars qui doit entrer en application au cours des dix-huit prochains mois. Sur le plan social, l'un des problèmes les plus graves des Philippines est celui des enfants des rues. « Ils sont plus de vingt-cinq mille dont dix mille rien qu'à Manille », estime M^{re} David. Leur âge varie entre six et quinze ans. Ils mendient, volent ou se prostituent et sont le plus souvent membres d'organisations plus ou moins couvertes par la police.

Le centre de redressement de Manille (baptisé Youth Center Reception), coincé dans le centre de la ville à côté du Lions Club, n'a guère changé par rapport à ce qu'il était il y a quelques années. Simplement les grilles des cellules, autrefois bleues, ont été peintes en jaune (couleur du « pouvoir du peuple »). Mais la soixantaine d'enfants qui s'y trouvaient ce jour-là dorment toujours à même le sol, un néon allumé au-dessus de leur tête, jour et nuit. Le gouvernement doit prendre des mesures dans le cadre d'un programme de réduction des enfants des rues, mais, pour l'instant, rien n'a été fait. La police continue à les arrêter et, eux, ne rêvent que de s'échapper pour retourner à la rue.

PHILIPPE PONS.

VIETNAM : le sort d'une communauté religieuse

Un ton plus conciliant à l'égard des catholiques

BANGKOK
correspondance

Les catholiques du Vietnam ont, en masse, fêté Noël et loué les récents succès du sixième congrès du Parti communiste. C'est du moins ainsi que l'agence vietnamienne d'information AVI évoquait, il y a quelques jours, la grande piété avec laquelle les chrétiens ont cette année célébré la Nativité.

Il s'agissait de dizaines de milliers à Hanoï, écrit AVI qui ajoute que, dans l'ancienne capitale impériale, Hué, des membres du Front de la patrie et des unités de jeunes ont « mis sur pied des rencontres avec les prêtres et les laïcs de la ville, visitant les paroisses et ceux des catholiques qui avaient enregistré des progrès remarquables dans les domaines de la production et du travail ».

Un contre-pouvoir potentiel

L'agence officielle cite en bonne place les paroles de Mgr Nguyen Van Binh, archevêque de Ho-Chi-Minh-Ville, qui aurait incité ses ouailles à respecter la « double obligation » du chrétien : « Adorer le Christ et aimer sa patrie ». « En vue d'assurer ensemble, avec la population du Vietnam tout entier, la réussite des résolutions du sixième congrès du Parti communiste », explique AVI.

Il y a longtemps que la ferveur des communautés chrétiennes du Vietnam n'avait trouvé aussi ample écho dans la presse du régime. En effet, depuis la chute de Saigon, en avril 1975, et la réunification un an plus tard du Vietnam, les relations du pouvoir avec l'Eglise catholique sont pour le moins tendues. Sur les quelque 3,6 millions de catholiques que compte le pays, les trois quarts vivent dans ce Sud déjà suspect aux

yeux des cadres nordistes. En 1954, à la suite des accords de Genève et après la prise de pouvoir communiste au Nord, près de 800 000 personnes, catholiques pour la plupart, avaient cherché refuge au Sud.

A Ho-Chi-Minh-Ville, où ils sont aujourd'hui près d'un million (sur 3,5 millions d'habitants), les catholiques représentent le seul contre-pouvoir potentiel, ce qui bien sûr inquiète les autorités.

Si Mgr Nguyen Van Binh vit en bonne entente avec le pouvoir, il n'en va pas de même de son collègue de Hué, Mgr Nguyen Kim Diem, qui s'est trouvé plusieurs fois en conflit ouvert avec Hanoï. Il aurait même, selon certaines sources, été arrêté en 1984 en raison de son opposition déclarée à toute contribution des prêtres de son diocèse aux activités du comité de solidarité des Vietnamiens catholiques patriotes, une organisation d'origine nordiste contrôlée par le régime.

En juin 1983, treize membres du centre jésuite Dao-Lo de Ho-Chi-Minh-Ville avaient été condamnés. Certains des prévenus étaient accusés de trafic d'or, mais la plupart des observateurs avaient estimé, à l'époque, que le véritable motif des peines de prison parfois très lourdes qui frappèrent des gens comme le Frère Le Thanh qui résidait plutôt dans le soutien actif apporté par ces hommes aux thèses de la revue *Religion Incarnée*, publiée depuis 1977, et qui incitait les chrétiens à participer au travail d'action sociale.

Les attentions de la presse officielle

Or Hanoï, par le biais de son département des affaires religieuses, a clairement signalé son désir de voir l'Eglise ne s'occuper que de spiritualité. Il ne reste plus, dans le pays, que quelques séminaires — sur les trente-six que comptait le Vietnam avant 1975 — et les ordinations sont découragées par les autorités.

Le récent changement de ton n'est donc que plus remarquable. Il était cependant prévisible depuis quelques semaines. S'adressant le 23 octobre au secrétariat du parti communiste de Ho-Chi-Minh-Ville, M. Nguyen Van Linh, devenu depuis secrétaire général du Parti communiste, avait en effet exhorté les siens à plus de tolérance envers les catholiques : « dont la plupart sont des travailleurs patriotes ». « Nous devons, avait-il dit, maintenir un contact étroit avec les bons prêtres catholiques, pour les aider à accomplir leur devoir envers la religion et la patrie ». Mais, ajoutait-il aussitôt, nous devons rester vigilants, rapidement démasquer et punir les éléments réactionnaires et mettre au jour leurs complots destinés à entraîner la population catholique dans des activités contre-révolutionnaires ».

Des catholiques, comme d'anciens militaires du Sud, ont désormais droit aux attentions de la presse officielle. En outre, le million de Vietnamiens vivant à l'étranger — beaucoup ont fui le communisme — sont aujourd'hui présentés par AVI comme des gens qui ont « jalousement préservé leur caractère national ».

Les membres de la diaspora « comprennent un nombre croissant de patriotes ardents », affirme AVI. Seuls quelques-uns sont « des réactionnaires antinationaux ». La preuve ? un récent sondage effectué aux Etats-Unis aurait montré, toujours selon AVI, que « 92 % d'entre eux rêvent du Vietnam et que 88 % préfèrent leur nom vietnamien à celui qu'ils ont adopté en Amérique ».

Il est certain que la communauté vietnamienne de l'étranger joue un rôle important dans le modeste développement du pays. On estime qu'elle envoie chaque année près de 100 millions de dollars au Vietnam. Voilà qui sans doute mérite un coup de chapeau de la part d'un régime qui, à l'occasion du sixième congrès du Parti communiste, vient d'affirmer avec force qu'il est grand temps de mettre de l'ordre dans tous les secteurs d'une économie aussi pauvre que chaotique.

JACQUES BEKAERT.

Reprise des négociations avec les communistes

La deuxième phase des négociations entre le gouvernement philippin et la guérilla communiste s'est ouverte le mardi 6 janvier à Manille. Le gouvernement a proposé que les discussions portent sur les thèmes de « nourriture et liberté, emploi et justice », a indiqué le chef de la délégation gouvernementale, M. Teofisto Guingona. Le Front national démocratique (FND), branche politique de la guérilla, aurait accepté cet ordre du jour. Le chef de la délégation du FND, M. Satur Ocampo, a déclaré qu'il était nécessaire d'approfondir ces idées générales. Il n'a toutefois pas évoqué les deux revendications communistes que le gouvernement a déjà rejetées (formation d'un gouvernement de coalition et fermeture des bases américaines).

La première phase de ces négociations avait abouti, le 10 décembre, à l'instauration d'une trêve, toujours en vigueur en dépit de violations sporadiques. Une nouvelle séance de pourparlers doit avoir lieu la semaine prochaine.

A Washington, M. Stephen Solarz, président de la sous-commission de la Chambre des représentants pour les affaires d'Asie et du Pacifique, s'est montré pessimiste sur les chances d'aboutir à un accord entre le gouvernement philippin et les communistes en raison de l'intransigence de ces derniers. Le représentant démocrate a émis ce jugement à son retour d'un voyage à Manille au cours duquel il a rencontré deux représentants des rebelles. — (AFP, Reuters.)

NICE, UNE FLEUR!



ALLER-RETOUR 680 F

TARIF WEEK-END EXCEPTIONNEL
valable du 15 janvier au 31 mars
sur vols désignés.

870 F OFFRE SPÉCIALE FORFAIT WEEK-END

transport aller-retour plus une nuit d'hôtel.
Consultez la brochure Avion + Hôtel + Auto.
Conditions particulières de vente et de transport.

AIR FRANCE Vacances

AFGHANISTAN : M. Chevardnadze à Kaboul

Moscou souhaite une intensification des pourparlers avec le Pakistan

M. Chevardnadze a profité de son séjour à Kaboul pour appeler à une intensification des pourparlers « indirects », sous l'égide de l'ONU, entre l'Afghanistan et le Pakistan, dont la prochaine séance doit s'ouvrir à Genève le 11 février. Selon l'agence Tass, le ministre soviétique des affaires étrangères a estimé, dans un discours prononcé le lundi 5 janvier, que l'on était « plus près que jamais » d'un règlement politique du conflit afghan.

Accompagné de M. Anatoli Dobrynine, responsable des affaires internationales au comité central du PC soviétique, M. Chevardnadze a poursuivi, mardi, ses entretiens avec les dirigeants de Kaboul dans une atmosphère « de sincérité et de compréhension entre camarades », si l'on en croit l'agence Tass. Lundi, le numéro un afghan, M. Najibullah, avait parlé d'atmosphère « extrêmement chaleureuse ».

Les responsables de la diplomatie soviétique, qui se rendent à Kaboul pour la première fois depuis l'inter-

vention militaire de Moscou en 1979, ont qualifié de « geste politique sage » le projet de cessez-le-feu de M. Najibullah et invité la résistance à saisir « la main ainsi tendue ». M. Chevardnadze a souhaité le succès de l'offre de paix de Kaboul, « car ce succès voudrait dire que les troupes soviétiques pourraient retourner tôt dans leur patrie ».

Cette visite, selon M. George Shultz, souligne l'importance que Moscou accorde au problème afghan. « Il est très clair que les Soviétiques n'arrivent pas à faire ce qu'ils veulent en Afghanistan, et peut-être prennent-ils conscience de la situation », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, mardi, dans l'avion qui le transportait de Washington aux Bermudes. Entre-temps, un porte-parole américain a déclaré, à Washington, que les Soviétiques « devraient accepter un calendrier bref pour le retrait total de leurs troupes ». — (AFP).

SCIENCE & TECHNIQUE

SVM

JANVIER 87

MICRO-ORDINATEURS PORTATIFS : FAUT-IL ACHETER LE PC PORTATIF D'IBM ?

Match comparatif : IBM contre 10 concurrents.

Le Monde
sur minitel

PARIS-DAKAR

Pour les classements. Gagnez une moto

3615 TAPEZ **LEMONDE**

Proche-Orient

La guerre du Golfe domine la préparation du sommet islamique

A quelques semaines du sommet islamique qui doit se réunir fin janvier à Koweït, le président irakien, M. Saddam Hussein, a réaffirmé que son pays était disposé à conclure une « paix juste, honorable et durable » avec l'Iran. Dans un discours radiodiffusé, le mardi 6 janvier, M. Saddam Hussein — dont le pays a pris l'initiative de la guerre en septembre 1980 — a rappelé que Bagdad posait cinq conditions à l'arrêt des combats : retour complet des deux armées aux frontières internationales, échange des prisonniers de guerre, signature d'un accord de non-agression, promesse mutuelle de non-ingérence dans les affaires intérieures, sécurité pour la région du Golfe.

Alors que Bagdad a pratiquement passé sous silence le scandale de l'« Irangate », M. Saddam Hussein a également déclaré qu'il n'avait pas été étonné par les révélations sur les livraisons d'armes américaines à Téhéran par l'intermédiaire d'Israël : « Nous avons dû depuis le début que le régime iranien était un régime suspect porté au pouvoir par des sionistes et des impérialistes », a commenté le chef de l'Etat irakien.

Le rappel des propositions de paix irakiennes, à quelques jours du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Koweït, a bien évidemment pour objet de placer l'Iran au ban des accusés et d'obtenir sa condamnation pour la poursuite de la guerre.

L'évolution du conflit a ainsi été au centre des entretiens que M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a eus mardi à Alger avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. Aucune précision n'a été fournie de source officielle, mais il n'est pas exclu que l'Algérie puisse relancer ses efforts

de médiation entre Téhéran et Bagdad. L'Algérie est l'un des rares pays arabes, avec la Libye et la Syrie, à entretenir de bons rapports avec la République islamique et à pouvoir, de ce fait, prétendre aux fonctions de médiateur. Elle a toujours observé une position de stricte neutralité dans le conflit, renvoyant dos à dos les deux belligères. Cela lui a d'ailleurs valu d'âcres critiques de la part de l'Irak qui, à plusieurs reprises, a accusé l'Algérie de manquer à ses devoirs de solidarité face à l'« agression menée contre un pays arabe ».

Le roi Hussein de Jordanie devait, de son côté, se rendre, ce mercredi, à Bagdad pour s'entretenir avec le président Saddam Hussein de la préparation du sommet de l'OCI — un sommet auquel l'Iran refuse de se rendre, accusant le Koweït de soutenir l'Irak dans la guerre du Golfe.

A New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a fait part de sa consternation devant la poursuite de la guerre et particulièrement devant l'utilisation (par l'Irak) de gaz chimiques.

Enfin, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a laissé clairement entendre que le scandale de l'« Irangate » ne devait pas empêcher les Etats-Unis de continuer à travailler à l'amélioration de leurs relations avec Téhéran. « La situation géographique de l'Iran le contraint à chercher le soutien d'autres pays (...). L'Iran a une longue frontière avec l'URSS, et le problème afghan est à sa porte : ce sont des problèmes au sujet desquels nous pouvons travailler ensemble », a observé mardi M. Shultz, à bord de l'avion qui l'emmenait aux Bermudes où il rencontrera le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, avant de se rendre en Afrique. — (AFP, Reuters.)

ISRAËL : l'affaire du Lavi

Les Etats-Unis renouvellent leur opposition à l'avion de combat israélien

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour le Lavi, l'heure de vérité approche. Le sort de cet avion de combat se jouera dans les prochains mois. On saura alors si le fleuron de l'armée de l'air israélienne sera produit en série et deviendra le fer de lance de la chasse à la fin du siècle.

Le Lavi existe et se porte bien. Deux prototypes sont prêts, deux autres en construction. L'avion a réussi son premier vol expérimental le 31 décembre (le Monde du 2 janvier). Pourtant, son avenir reste hautement incertain car les Etats-Unis, principaux bailleurs de fonds du projet dès l'origine, ont changé d'avis. Le Lavi leur a déjà coûté 1,2 milliard de dollars et ils veulent maintenant arrêter les frais, jugeant le programme surdimensionné et trop coûteux. Sans l'argent américain, le Lavi serait condamné.

Washington, ces jours-ci, accorde ses pressions sur Jérusalem. L'homme en charge du dossier au Pentagone est le Dr David Zakheim, sous-secrétaire d'Etat adjoint à la défense. Il se trouve en Israël, où il a rencontré, le lundi 5 et le mardi 6 janvier, M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, et M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères. Pour les inciter à abandonner le programme Lavi, M. Zakheim leur a offert cinq solutions de rechange.

La plus tentante consisterait pour Israël à coproduire sur place des F-16 américains en les « habillant » d'une avionique répondant aux impératifs locaux. L'Etat juif a, de toute manière, déjà passé commande de cent cinquante F-16, dont les premiers seront livrés dans quelques semaines. M. Zakheim était aussi porteur d'une lettre de son patron M. Caspar Weinberger, conseiller à Jérusalem de renoncer au projet.

Si l'on en juge à leur première réaction, les Israéliens n'ont guère l'air de se laisser impressionner. « A ma connais-

sance, a estimé M. Moshe Arens, ministre sans portefeuille, aucun avion n'est à la fois moins cher et meilleur que le Lavi ». M. Peres a réaffirmé son soutien au projet, mais les Américains ont quelques solides arguments. Le Lavi, soulignent-ils, coûtera environ le double du F-16. Le programme reviendra par an à 700 millions de dollars, dont seulement 300 provenant de l'aide américaine. Israël pourrait-il débourser la différence ? Surtout, le Lavi n'a pas que des amis en Israël — et les Américains le savent, — notamment dans l'armée de terre. « Si le programme n'était pas aussi avancé, je ne le soutiendrais pas. Mais il est maintenant trop tard pour revenir en arrière », a déclaré mardi le général Moshe Levy, chef d'état-major, devant une commission de la Knesset (le Parlement). Le numéro un de l'armée propose de transformer la fabrication du Lavi en un « projet national prioritaire » qui serait détaché du budget de la défense. Finalement, l'armée cesserait ainsi d'en pâtir.

Pour le gouvernement israélien, l'enjeu du Lavi est à la fois industriel, technologique et stratégique. Interrompre le projet porterait un coup dur aux industries de pointe et mettrait au chômage plusieurs centaines de techniciens. Ce serait, surtout, renoncer à un symbole, celui de l'indépendance nationale. Mais même les plus beaux symboles, hélas ! ont un prix.

JEAN-PIERRE LANGUELLIER

Grève de la faim au Liban. Le technicien israélien Mordechai Vanunu, accusé d'avoir livré des secrets sur les installations atomiques de l'Etat hébreu, a entamé une grève de la faim dans sa prison pour protester contre ce qu'il dénonce comme la volonté des autorités de le « briser », a rapporté, le mardi 6 janvier, le quotidien Haaretz. — (Reuters.)

LIBAN

L'ancien président Chamoun échappe de justesse à un attentat

Beyrouth (AFP). — L'un des dirigeants les plus prestigieux du camp chrétien libanais, l'ancien président Camille Chamoun, âgé de quatre-vingt-six ans, a été légèrement blessé dans un attentat à la voiture piégée le mercredi matin 7 janvier à Beyrouth, et trois de ses gardes du corps ont été tués.

L'attentat s'est produit au bas de la colline d'Achrafieh, dans le cœur du secteur chrétien de Beyrouth, à 200 mètres du domicile de l'homme d'Etat. La voiture qui suivait la Mercedes de M. Chamoun a été complètement détruite et les trois gardes du corps qui étaient à bord ont été tués. En outre, seize personnes, pour la plupart des passants,

ont été blessées par l'explosion, selon un bilan partiel diffusé par la radio chrétienne phalangiste, la Voix du Liban.

M. Chamoun a été immédiatement conduit à l'hôpital voisin de l'Hôtel Dieu de France, où il a été traité pour une blessure légère à la main, selon la Voix du Liban. La direction de l'hôpital a indiqué que sa vie n'était pas en danger, et un de ses proches joint à son chevet a confirmé qu'il n'avait « presque rien ».

Le président Gemayel a rendu visite à M. Chamoun à l'Hôtel Dieu et il a accompagné l'ancien président en fin de matinée, sous forte escorte, à son domicile.

Diplomatie

Moscou « n'est pas opposé » à un sommet Reagan-Gorbatchev

L'URSS « n'est pas opposé » à une nouvelle rencontre de M. Gorbatchev avec le président Reagan, a indiqué, le mardi 6 janvier, un porte-parole soviétique.

Répondant à la Maison Blanche, qui avait renouvelé lundi 5 l'invitation faite à M. Gorbatchev de participer à un sommet aux Etats-Unis, M. Goussakov, chef du département des affaires étrangères, a déclaré : « Nous ne sommes pas opposés à une réunion avec le président Reagan. Nous voulons une solution aux problèmes de désarmement et une réduction qui soit constructive, qui produise des résultats. Il n'y a pas de changement dans notre position ».

De son côté, M. Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, a estimé mardi que les Soviétiques sont prêts à des discussions sérieuses avec Washington sur le désarmement et ne veulent pas attendre l'arrivée d'un nouveau président à la Maison Blanche. « D'après toutes les indications que nous recueillons, en public et en privé, il y a une discussion sérieuse avec ce gouvernement », a déclaré à la chaîne NBC l'ambassadeur. M. Hartman doit quitter son poste prochainement et être remplacé par M. Matlock, ancien membre du Conseil national de sécurité à Washington. — (AFP, Reuters.)

(Publicité)
LES BANQUES ARABES DRAINENT 185 MILLIARDS DE FRANCS, EN FRANCE

Le saviez-vous ? Il y a 35 banques arabes dans l'Hexagone. Leur bilan global s'élève à 184,94 milliards de francs, en 1984 ! Freddie BAZ, économiste de banque, montre comment ces établissements attirent en France d'importants capitaux arabes.

Dans le numéro 1 d'ARABIES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

Afrique

TCHAD : après le bombardement libyen

Une « piqûre d'insecte » qui mérite cependant un « rappel à l'ordre sérieux », estime M. Jacques Chirac

Une sorte de consensus franco-libyen pour expliquer que le raid lancé par les avions de Tripoli, le 4 décembre, ne constitue pas, tout compte fait, un véritable acte d'agression ? Presque. Tripoli, via son ambassade (bureau populaire) à Paris, a reconnu, mardi 6 janvier, que les forces libyennes « ont dû franchir le 16^e parallèle », mais qu'il s'agissait d'« un acte exceptionnel de riposte qui ne se reproduira plus, sauf cas de nouvelle agression ». Sans faire la moindre référence aux bombardements effectués par son aviation, la Libye explique cet « acte exceptionnel » par l'« accord de Crète signé par le président François Mitterrand et le colonel Kadhafi » (le 15 novembre 1984), qui, selon Tripoli, autorise une partie à riposter si l'autre a franchi la « ligne rouge » (le 16^e parallèle). La Libye demande, en outre, à la France de « ne pas intervenir dans la guerre du Tchad, de laisser les Tchadiens décider de leur propre sort », et réaffirme le souci de « maintenir des relations d'amitié entre la France et le Jamahiriya relations qui ne sauraient être altérées par des différends temporaires ».

A cette volonté affichée par le colonel Kadhafi de dédramatiser la situation, semble répondre la déclaration faite par le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui était mardi l'invité d'Europe 1, s'est montré à la fois ferme et presque conciliant. Ferme : les bombardements libyens « méritent un rappel à l'ordre sérieux », car ceux-ci ne peuvent pas « rester sans aucune riposte de la part de la France ». Conciliant ensuite, puisque M. Chirac va jusqu'à dire qu'il ne sait pas s'il s'agit d'« un franchissement volontaire » du 16^e parallèle par les

avions libyens ou d'une « erreur de navigation » (Arada, la localité bombardée, est située à environ 110 kilomètres au sud du 16^e parallèle et à près de 380 kilomètres au sud de la base libyenne de Ouaddaï-Doum). La France, a ajouté M. Chirac, « ne s'affole pas sous prétexte qu'il y a une piqûre d'insecte » car, dans ce cas, « spontanément, vous donnez une claque pour le faire partir ». L'attitude du gouvernement, a-t-il ajouté, n'est « ni hésitation, ni volonté d'escalade » et le gouvernement tchadien continuera à recevoir de Paris une aide « logistique, économique et financière » dans le cadre d'une « politique raisonnable » qui « refuse l'aventure ». Enfin, « bien entendu », s'agissant du Tchad, M. Chirac est d'accord avec M. Mitterrand.

Renforcement de l'aide française

En effet, le ton employé mardi par le chef de l'Etat semble presque à l'unisson de celui de son premier ministre. M. Mitterrand a estimé que la France répondrait « sans doute » au bombardement libyen mais « il n'y a pas automatisme », bien que la Libye, en bombardant Arada, « s'expose à des événements de ce genre » (une riposte française). M. Mitterrand rappelle que Paris n'a eu pas « développé une campagne dans le nord du Tchad », et, interrogé sur l'attitude que la France adopterait au cas où le président Hissène Habré se trouverait en difficulté, M. Mitterrand a répondu : « Nous l'aiderons de toutes façons ».

A l'évidence, Paris et Tripoli sont au moins d'accord pour ne pas transformer une « piqûre d'insecte » en confrontation directe entre les deux pays. A travers ces différentes déclarations, on pourrait même voir se dessiner une sorte de schéma pour les jours à venir : Paris, bien qu'à contre-cœur, va réagir, probablement à très bref délai, contre un objectif militaire libyen. Cette réaction sera avant tout symbolique tout en montrant au colonel Kadhafi qu'il a « dépassé les bornes ». Elle

sera cependant limitée pour ne pas donner à la Libye un nouveau prétexte pour intervenir au sud du 16^e parallèle. Ensuite, le vœu des autorités françaises est clair : qu'on en revienne au statu quo ante, les Libyens au nord de la « ligne rouge » (ou ce qu'il en reste), la France, quant à elle, intensifiant son soutien logistique aux Forces armées nationales tchadiennes (FANT).

Les livraisons de matériels militaires au Tchad se sont d'ailleurs accélérées depuis le début de la semaine, pour être notamment acheminées à la hauteur du 16^e parallèle, à Kalati. Un avion gros porteur Galaxy, de l'armée de l'air américaine, a ainsi décollé, dans la nuit de mardi à mercredi, de l'aéroport de Nantes, à destination du Tchad, emportant dans ses soutes des véhicules, du carburant et des munitions. Un second appareil Galaxy, s'est ensuite posé sur la piste de cet aéroport, accablant ainsi les informations relatives à une certaine coopération franco-américaine pour aider le Tchad. De source française, on affirme qu'il n'y a aucune unité constituée de l'armée française au nord du 16^e parallèle, tout en admettant qu'il a pu y avoir ces derniers temps « quelques Français » présents au-delà de cette ligne. En réalité, il semble bien qu'il y ait plusieurs dizaines de militaires français dans le nord du Tchad.

Sur le terrain, de nouveaux affrontements se sont produits mardi matin entre Aozou et Bardai, dans le Tibesti. Les troupes libyennes, selon l'ambassadeur du Tchad à Paris, M. Alam-Mi, « ont essuyé une sévère défaite ». A N'Djamena, une importante manifestation s'est déroulée mardi sur la place de l'Indépendance, où vingt-deux libyens, faits prisonniers à Fada, ont été exhibés devant la foule. Ces prisonniers ont dû rapidement être escortés, en raison de la pluie de projectiles qui s'est abattue sur eux.

Enfin, sur le plan diplomatique, il faut également remarquer la prudence des commentaires soviétiques. L'agence Tass s'est bornée à « condamner la politique d'ingérence des Etats-Unis et d'autres pays » au Tchad, sans même citer la présence

française. L'Union soviétique se prononce pour un « règlement pacifique entre les Tchadiens eux-mêmes » et contre « toute ingérence impérialiste au Tchad ». A Washington, le porte-parole du département d'Etat, a simplement souligné, pour sa part, le « sévère défit » des troupes libyennes.

Sur Central Park South.

Investissez dans une adresse prestigieuse dans un immeuble résidentiel fabuleux.



Trump Parc
106 Central Park South

Le service d'entretien des appartements, de blanchisserie, de nettoyage à sec et de garde sur les lieux, est disponible aux frais de l'occupant. Les conditions complètes d'offre font partie d'un programme d'offre que l'on peut obtenir du répondant.

PAS DE PILOTE DANS L'AVION ! LE 1^{er} AVION PILOTÉ PAR 2 MICRO-ORDINATEURS

...il vole et en plus, il est français !

Politique

Les déclarations de M. Jacques Chirac sur Europe 1

Tout en se défendant de chercher à faire « capitaliser » les cheminots en grève, le premier ministre, qui était le mardi 6 janvier l'invité d'Europe 1, a répété que le gouvernement n'avait aucunement l'intention de modifier sa politique salariale dans la fonction publique. M. Jacques Chirac a indiqué, au passage, que les « roulants » de la SNCF, à l'origine de la grève, ne faisaient pas partie, à ses yeux, des Français les plus « défavorisés ».

Le chef du gouvernement a accusé le Parti communiste et la CGT de vouloir le « torpiller » et le « déstabiliser ». Il s'est également montré critique à l'égard du président de la République. « Je ne pense pas, a-t-il dit, que le président ait

comme intention ou vocation de soutenir le gouvernement. J'ai plutôt globalement une impression contraire. »

Réaffirmant, pour sa part, qu'il n'y aura pas de dévaluation du franc, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a ajouté, mercredi sur RTL, que la position du gouvernement ne devait pas être interprétée comme de la « rigidité » mais comme « de la constance, ce qui n'exclut pas l'adaptation ».

Au micro de RMC, le prédecesseur socialiste de M. Balladur, M. Pierre Bérégovoy, déclarait notamment, ce même mercredi : « M. Chirac veut prendre contre les cheminots sa revanche après

l'échec qu'il a essuyé devant les étudiants. C'est un mauvais calcul politique. On peut régler le conflit des cheminots en discutant des conditions de travail. (...) Depuis le 16 mars le gouvernement a péché par excès de suffisance en pratiquant une politique d'inégalité. (...) M. Chirac a donné l'impression d'être surtout préoccupé de revanche sociale, aujourd'hui, il le paie. (...) Je me demande si M. Chirac ne rêve pas, comme M. Péguy le mois dernier, à une situation comparable à celle de mai 1968, ce qui m'amène à constater que M. Chirac et son gouvernement n'ont rien compris à l'évolution de la réalité française. »

L'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, s'est dit « choqué » d'entendre M. Chirac « traiter les grévistes de privilégiés : les privilégiés, a-t-il déclaré, ce sont les gens qui ont bénéficié de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ».

En revanche, le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a indiqué, mercredi matin : « Si l'on pouvait approuver Jacques Chirac à 110 % je le ferais. Le premier ministre a dit ce qu'il devait dire. Que ceux qui sont protégés pensent à ceux qui ne le sont pas, les chômeurs. »

Le premier ministre dénonce la « politisation » des grèves par le Parti communiste et la CGT

M. Jacques Chirac a déclaré, au cours de l'émission « Découvertes », sur Europe 1, le mardi 6 janvier, qu'il n'y a pas de politique de redressement possible sans qu'il y ait des réactions sociales. « C'est une expérience constante, en France comme à l'étranger », a-t-il observé. Le niveau du chômage étant ce qu'il est, l'objectif de toute politique économique, a déclaré le premier ministre, doit être, d'abord et avant tout, d'essayer d'interrompre [le] processus d'aggravation de la situation de l'emploi et de redresser cette situation. »

« Il faut créer des emplois, a expliqué M. Chirac. Pour créer des emplois, il faut produire. Pour produire, il faut pouvoir vendre sur le marché intérieur ou sur le marché extérieur. Et, pour vendre, il faut être compétitif. (...) La France a perdu, depuis quelques années, une part importante de ses capacités de vendre (...) ».

Rien que sur les marchés extérieurs, au cours de ces deux dernières années, elle a perdu 13 % de ses parts de marché. Cela veut dire qu'elle produit trop cher. Pourquoi ? Parce que l'on a trop chargé le coût de la production, les charges des entreprises, les charges qui pèsent sur les travailleurs. Il est donc nécessaire d'interrompre ce processus, en particulier la hausse des prix et l'inflation. Pour cela, il faut, tout simplement, limiter les augmentations salariales, pour qu'elles soient réelles, et maintenir le pouvoir d'achat. C'est ce que nous faisons. »

Le premier ministre a souligné que « si, en 1983 et en 1984, les Français ont eu une baisse du pouvoir d'achat, — qui, d'ailleurs, est un peu, aussi, à l'origine de leur mécontentement actuel, — en 1986, le pouvoir d'achat, en moyenne, en France, pour tous les Français, a augmenté de près de 2 % ». Il y a ceux qui ont, actuellement, un emploi, souvent un emploi garanti, a continué M. Chirac, (...) et la certitude de ne pas voir baisser leur pouvoir d'achat. C'est, non pas avoir de la chance, mais être, relativement, privilégié. Et puis il y a ceux qui ont perdu leur emploi ou qui cherchent un premier emploi, dont le pouvoir d'achat a baissé et qui sont donc les défavorisés de notre société, les victimes de la crise. C'est à eux que doit s'adresser (...) la solidarité nationale. »

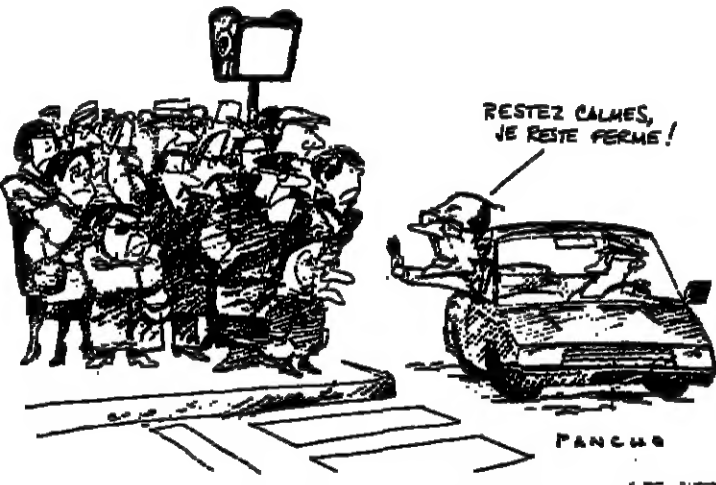
Après avoir assuré qu'il ne recherche, dans les conflits sociaux actuels, la « capitulation » de personne, M. Chirac a décrit la situation des « roulants » de la SNCF, qui, « en temps normal », mériteraient qu'on tente de l'améliorer ; mais, alors que l'on compte « deux millions et demi ou trois millions de chômeurs », a-t-il dit, ces chômeurs « ne font partie des plus défavorisés ». « Quelqu'un qui a la chance

d'avoir un traitement, un emploi, la garantie de cet emploi (...), qui, de surcroît, est certain d'avoir, au moins, la garantie de son pouvoir d'achat en 1987 et, en fait, une amélioration légère de celui-ci, quel que soit le caractère légitime de ses revendications, n'est pas, dans mon esprit ni dans celui du gouvernement, prioritaire par rapport à ceux qui sont les plus défavorisés, qui n'ont pas d'emploi et pour lesquels nous entendons mobiliser la totalité de nos moyens », a déclaré M. Chirac.

Le premier ministre a souligné que « le gouvernement n'a pas l'intention de se substituer aux diri-

gés par la même, comme ils le font depuis un certain temps, la politique des gouvernements précédents. C'est une action politique, que la CGT communiste a engagée. (...) C'est assez préoccupant, mais nous y ferons face. »

« Le gouvernement ne changera pas sa politique », a souligné M. Chirac. En ce qui concerne la masse salariale et en ce qui concerne le temps de travail, il ne modifiera pas sa position. C'est clair. Et cela, non pas du tout pour imposer une contrainte à quiconque ni pour remporter une victoire sociale (...), mais simplement parce que s'il changeait, il serait conduit



gésants des entreprises [nationales] et que le projet de grille des salaires de la SNCF était un problème d'organisation interne. « C'est aux dirigeants de savoir comment on doit avancer dans ces entreprises, d'assurer la concertation nécessaire et d'arrêter les décisions qui s'imposent », a-t-il dit. Le coût de la grève à la SNCF est aujourd'hui, selon M. Chirac, « de l'ordre de 1,5 milliard de francs ». « Il faudrait que ce soit ou l'usage ou le contribuable qui paie », a-t-il observé.

« Le gouvernement ne changera pas sa politique »

« Au départ, les grèves ont été un peu spontanées et, contrairement aux schémas habituels, les organisations syndicales, pour l'essentiel, n'ont pas eu la responsabilité de ce mouvement social. C'est un peu préoccupant, a déclaré le premier ministre. Aujourd'hui, nous assistons à une autre phase du phénomène (...), une politisation forte du processus. Le Parti communiste, la CGT ont pris les choses en main et ont engagé une action tendant à attaquer directement la politique du gouvernement et, d'ailleurs, à

prendre des décisions qui seraient immédiatement contagieuses dans l'ensemble du secteur public, dans la fonction publique et dans le secteur privé, qui se traduiraient immédiatement par une relance de l'inflation — ce qui fait, d'ailleurs (...), que ceux qui auraient obtenu quelque chose se le verraient reprendre par la hausse des prix, — que cela augmenterait, donc, les prix de l'ensemble de nos produits, diminuerait, par conséquent, nos capacités de vendre nos produits (...) et que cela créerait, donc, du chômage. »

« Si nous changeons, aujourd'hui, notre politique, cela veut dire que nous acceptons de revenir à la hausse des prix et d'avoir cinq cent mille à six cent mille chômeurs de plus dans les quinze à dix-huit mois qui viennent. Jamais le gouvernement n'acceptera de s'engager dans une telle voie. Il n'est donc pas question qu'il modifie sa position, que cela plaise ou non aux communistes. »

Le premier ministre a justifié les mesures prises en faveur des agriculteurs, en observant que leur pouvoir d'achat avait diminué de 6 % depuis 1982, et la libération des prix, qui « permet plus de concurrence et tend à faire baisser les prix. »

Interrogé sur la mobilisation des étudiants et des lycéens contre le projet Devaquet, M. Chirac a déclaré que « la première leçon qu'il en tire, c'est qu'il faut se défier du systématisme ». « Notre pays et, notamment, les jeunes, n'aiment pas, et je le comprends, les contraintes générales, systématiques et affichées », a-t-il dit. « Nous aborderons le problème de l'adaptation de notre système d'enseignement d'une façon tout à fait différente et en commençant par une très large concertation, qui ne soit pas seulement avec telles ou telles organisations, mais, également, avec la base », a assuré le premier ministre.

M. Chirac n'est « pas sûr que dans les circonstances qui étaient celles du 1^{er} janvier et quel que soit le caractère propre à cette journée », le geste du président de la République, recevant des représentants des cheminots en grève à Bréguennot, « ait été positif pour ce qui concerne le règlement [de ce conflit], mais, après tout, cela relève de la conception de celui qui l'a fait ». M. Chirac a lui-même l'intention de recevoir, « dès que la situation le permettra », les organisations syndicales.

L'économie avant le social

(Suite de la première page.)

Même les dispositions mises en avant par M. Chirac pour montrer le caractère social de son gouvernement — réduction ou suppression de la fiscalité pour les plus bas revenus, plan pour l'emploi des jeunes — soulèvent quelques questions. Au nom des économies budgétaires, les sommes affectées à ce plan n'ont-elles pas été singulièrement réduites pour 1987 (de 9 milliards de francs à 2 milliards en année pleine) ? Qui plus est, rien n'a été fait depuis le 16 mars pour ceux qu'on peut réellement qualifier de plus défavorisés, ces chômeurs en fin de droits qui expliquent la clochardisation croissante des villes.

Pis, enfin, comme pour prouver son incapacité à gérer le social, M. Chirac comment pour le moins une maladresse lorsqu'il dit que la nouvelle grille de salaires prévue à la SNCF « a seulement été suspendue » par la direction, ramenant le débat huit jours en arrière et donnant aux cheminots le sentiment que le médiateur, M. Lavandré, les a bel et bien bernés.

Le discours économique est évidemment plus cohérent, même s'il est incomplet. Pour qui a en mémoire le rapide déclin de l'économie britannique après la guerre — trente-cinq ans plus tard la production britannique n'était plus que la moitié de celle de l'Allemagne fédérale et les deux tiers de celle de la France — le parallélisme avec la situation française ne laisse pas d'inquiéter. Or, dans cette évolution, les syndicats britanniques, beaucoup plus puissants que ne le sont leurs homologues français (50 % des salariés membres du Trade Union Congress en 1977 contre 15 % de syndiqués aujourd'hui en France) ont joué un rôle de premier plan, par leur crispation sur des conquêtes illusoires. Ces abus ont fini par se retourner contre les syndicats eux-mêmes. Les usagers des services publics ont jugé excessif ce « pouvoir syndical » qui les privait d'approvisionnement, voire de travail, et ont appuyé longtemps M. Thatcher dans sa politique anti sociale.

M. Chirac a sûrement en tête ce schéma lorsqu'il rappelle que la SNCF coûte chaque année 35 milliards de francs aux contribuables (du fait de régimes de retraites et de protection sociale supérieurs au droit commun, de dépenses d'infrastructures et de réductions diverses), que les roulants travaillent infiniment moins que les chauffeurs routiers et qu'il « bénéficient de la

retraite à cinquante ans, d'un salaire mensuel de 9 000 à 14 000 francs, de soins et de moyens de communication gratuits ».

Et de fait, l'on ne peut qu'être frappé de constater que les conflits récents se déroulent presque exclusivement dans le secteur public en position de quasi monopole.

Investissements, innovation et qualité

Mais l'autre cause du déclin britannique — et là encore le parallélisme est troublant — a bien été décollée d'un sous-investissement durable par rapport à l'effort entrepris dans les pays concurrents. Or, en France, les capacités de production vieillissent, le volume des investissements dans le secteur concurrentiel ayant à peine retrouvé en 1985 son niveau de 1979. Les dépenses en matériels et biens d'équipement ont depuis le premier choc pétrolier augmenté deux fois moins vite qu'en moyenne dans les grands pays industrialisés ; et, en 1986, alors qu'avec 12,4 % de taux d'épargne la capacité d'auto-financement du secteur concurrentiel se rapproche de ce qu'elle était au début des années 70, l'investissement industriel a été moindre que l'année précédente.

Les difficultés monétaires actuelles, si elles ont d'abord pour cause une spéculation sur le mark allemand, n'en traduisent pas moins ce phénomène, et les 40 milliards de francs d'excédent commercial des Allemands dans leurs échanges avec la France sont la preuve que l'absence de compétitivité des produits hexagonaux n'est pas seulement question de coût (la dévaluation d'avril aurait dû y remédier) mais d'innovation et de qualité.

On ne saurait donc accuser les seuls travailleurs du secteur public, dont les revendications sont loin d'être uniquement salariales comme veut le faire croire M. Chirac, d'être responsables d'une situation inquiétante. L'attentisme et le manque d'imagination du patronat d'une part, la rigueur incertaine des pouvoirs publics depuis le 16 mars et, juste avant, la « révolte » de M. Bérégovoy qui a donné un coup d'arrêt à la déindexation des salaires sur les prix, sont au moins aussi fautifs. Voilà une raison suffisante pour tenter de concilier au plus vite l'économique et le social. M. Chirac, c'est le moins qu'on puisse dire, n'y paraît guère disposé.

BRUNO DETHOMAS.

Gouverner c'est gérer

(Suite de la première page.)

M. François Mitterrand en a donné la preuve, le 5 janvier, en apportant son appui au principe de la lutte contre l'inflation, quatre jours après avoir engagé le débat sur le thème du dialogue social. Certes, le président de la République ne renie nullement son geste du 1^{er} janvier lorsqu'il avait reçu des représentants des cheminots en grève, et il maintient sa critique d'une rigueur indéguement partagée. Il reste que, parti sur la défense de la « cohésion sociale », il a jugé prudent de s'affirmer « en phase » avec le gouvernement, pour une fois, sur la fermeté face au risque d'une relance de l'inflation.

Le mouvement accompli par M. Mitterrand n'est pas exactement symétrique de celui que M. Chirac avait dû faire, au début de l'automne, sur la programmation militaire, puisque le président peut arguer qu'il reste fidèle à son choix de 1983, mais la rectification de son attitude, en quatre jours, n'aura pas échappé à l'opinion. A quoi est-elle due ? On fait état, du côté de M. Chirac, d'une « explication » qui aurait eu lieu entre les deux hommes, vraisemblablement pendant le week-end. Le premier ministre a formulé, sur Europe 1, ce qui ressemblait fort à une mise en garde contre la « tentation » du retour de l'esprit partizan chez les principaux acteurs de la cohabitation. On pouvait deviner, dans les sous-entendus du propos, que la crise avait été bel et bien envisagée, que M. Chirac, bien entendu, ne « sou-

hait pas », mais dont la menace n'est peut-être pas totalement dissipée si les grèves ne trouvent pas une « issue sociale ».

Quand on lui parle d'« explication », M. Mitterrand, lui, affirme ne pas être au courant. Au reste, de quel pouvait-il s'agir ? On imagine mal M. Chirac jouer au manique de la démission, qui n'entrerait à l'hôtel Matignon que pour en claquer la porte dans un délai qui serait passé de deux ans, en 1976, à neuf mois en 1987. Le premier ministre a assuré, mardi, qu'il dispose, pour gouverner, des mêmes moyens qu'à son entrée en fonctions. Il existe, en revanche, un intérêt commun à M. Mitterrand et Chirac, qui est de ne pas faciliter la tâche de M. Raymond Barre. Que les deux hommes aient jugé opportun de faire une démonstration de cohésion à la veille du passage de M. Barre à Antenne 2 paraît logique. On entendait déjà ce que le député de Lyon aurait pu dire si le président de la République était apparu comme un obstacle à la politique de « redressement économique » du gouvernement.

Capacité d'écoute

Cette hypothèse fâcheuse étant écartée, M. Chirac maintient ses réserves sur la façon dont M. Mitterrand remplit le rôle de « juge arbitre » qu'il s'attribue, mais il s'est gardé de nourrir la moindre polémique avec les socialistes. Les seuls

adversaires qu'il veut entendre, aujourd'hui, ce sont les communistes, éternellement réfractaires, selon lui, à tout bon sens économique. M. André Bergeron lui-même n'a-t-il pas dénoncé leur rôle dans le mouvement de grève de mardi ?

Tout en minimisant les critiques qui lui sont adressées sur l'insuffisance de sa politique, voire de sa « conscience » sociale et en mettant au compte de la solidarité les mesures prises en faveur des agriculteurs mais aussi des médecins, le premier ministre s'est efforcé, mardi, de se montrer capable d'écouter les revendications qui lui sont opposées. Il ne demanderait pas mieux que d'améliorer la situation des « roulants » de la SNCF s'il n'y avait pas 2,5 millions de chômeurs ! Un point d'inflation en plus, comme dit M. Bergeron ? Pourquoi pas, si le différentiel avec l'Allemagne n'était pas de trois points ! C'est sur les jeunes que M. Chirac a été le plus intéressant, lorsqu'il a analysé leur mouvement de décembre dernier comme une prise de conscience des réalités économiques et sociales dans lesquelles ils vont devoir construire leur vie.

En position de faiblesse face à M. Mitterrand après la mobilisation des étudiants et des lycéens en décembre dernier, M. Chirac veut se donner les moyens de rétablir sa situation. Lui aussi, il écoute la société et il a des idées sur sa évolution. Lui aussi, « il a une politique », comme dirait M. Mitterrand.

PATRICK JARREAU.

Matignon n'exclut pas « a priori » l'hypothèse d'une grâce d'Anis Naccache

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, n'a pas exclu « a priori », le mardi 6 janvier, l'hypothèse d'une grâce d'Anis Naccache, l'un des auteurs de l'attentat manqué contre M. Chabrier Bakhtiar en 1980.

Interrogé sur une éventuelle divergence avec le chef de l'Etat à ce sujet, M. Chirac a répondu : « Nous ne pouvons pas avoir de différend. Dans l'état actuel des choses, le problème ne s'est pas posé entre un Naccache qui serait gracié et nos otages. Si le problème devait se poser ainsi, il mériterait d'être examiné, et examiné entre le gouvernement et le président de la République. » Anis Naccache est l'un des trois hommes dont les ravisseurs des otages français au Liban exigent la libération.

Le premier ministre a indiqué qu'un acte de grâce « dépendait du président de la République. Je le dis avec beaucoup de respect ». Il a ajouté : « C'est l'acte le plus grave d'un chef d'Etat. Personne n'est fondé à lui imposer une décision.

Quelle qu'elle soit, cette décision est respectable et doit être respectée. » Le 9 décembre dernier, M. Mitterrand avait évoqué la possibilité d'une telle grâce en échange de la libération en même temps de la totalité des otages, et si le gouvernement lui le demandait.

Interrogé sur le point de savoir si la fin des attentats depuis la vague de terrorisme à Paris en septembre dernier avait été obtenue en échange de concessions, le premier ministre a affirmé :

« Nous n'avons fait aucune concession. J'ai toujours dit qu'on ne concédait pas avec un terroriste. (...) Si on discute avec un terroriste, on est amené à faire une concession. Si on fait une concession, on justifie le terrorisme, on l'encourage », a déclaré le chef du gouvernement, qui a conclu : « La seule solution, c'est de dissuader, de punir chaque fois qu'on le peut, de prévenir et de sanctionner quand c'est possible, mais certainement pas de discuter. »

Politique

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde » et RTL

La cohabitation : un partage du pouvoir qui ne profite pas beaucoup au premier ministre

L'enquête demandée par le Monde et RTL à la SOFRES sur le partage du pouvoir entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement et sur l'avenir de la cohabitation permet — au moment où l'entourage du premier ministre et M. Chirac lui-même n'hésitent plus à évoquer l'hypothèse d'un « clash » — de mieux mesurer le poids d'une opinion résolument favorable à cette expérience institutionnelle. Au moment également où M. Raymond Barre, notoirement hostile à celle-ci, sort de son relatif silence, quatre leçons principales peuvent être tirées de cette enquête.

1) La popularité de la cohabitation est d'autant plus forte que le partage du pouvoir correspond aux souhaits des Français. — Ce partage, tel qu'il est perçu, distingue nettement les deux domaines d'intervention du président (action extérieure, défense nationale) de tout le reste (politiques économiques, sociales, nominations), où s'exerce au contraire la plénitude des pouvoirs du premier ministre.

Cette répartition correspond au partage que les Français attendaient lorsque la SOFRES les avait interrogés au mois de février 1986, avant que ne s'engage la cohabitation. Il y a là, sans aucun doute, l'un des éléments qui permettent d'expliquer le succès de celle-ci dans l'opinion. Cette quasi-coïncidence marque également l'échec du premier ministre, qui avait tenté, jusqu'au mois de septembre dernier, de disputer au président ses domaines d'intervention. Toutefois, cet échec ne porte guère à conséquence puisque, la fine, celui-ci n'est plus aux aspirations de l'opinion, toutes tendances confondues (il n'y a pas, sur ce point, divergence entre sympathisants de gauche et de droite).

2) Le partage du pouvoir est jugé satisfaisant. — Les personnes interrogées qui se déclarent de la droite ont naturellement les plus satisfaites de voir le gouvernement gouverner dans la sphère intérieure. Il est tout aussi naturel de voir les sympathisants

de la gauche juger que M. Chirac a trop de pouvoir. Mais, globalement, l'opinion se montre plutôt satisfaite de l'actuel partage du pouvoir, même si elle n'est pas d'accord : elle ne croit pas à une complicité Mitterrand-Chirac sur ce sujet. Même les électeurs communistes se montrent insensibles à la campagne de leur parti tendant, précisément, à accréditer l'idée de complicité. Les Français ont une vue réaliste de la cohabitation : le partage du pouvoir reflète bien un rapport de forces.

3) M. Chirac ne sort pas vainqueur de cette expérience. — On touche là peut-être à une limite conjoncturelle de l'enquête, réalisée au lendemain du recul du premier ministre dans l'affaire universitaire et au début de la crise sociale. Ce résultat est tout de même inquiétant pour un premier ministre qui a assis sa stratégie présidentielle sur la cohabitation et qui n'est pas perçu comme profitant de celle-ci.

4) Le nouvel équilibre institutionnel vaut pour l'avenir. — Alors que s'instaure

dés maintenant un débat sur l'équilibre des pouvoirs, au lendemain d'une expérience marquée par un net recul du pouvoir présidentiel, il est intéressant de relever que l'opinion souhaite majoritairement voir le rééquilibrage opéré depuis neuf mois perdurer. Celui-ci correspond à une démarche à peu près également partagée à droite et à gauche. Manifestement, l'opinion prend goût au caractère non plus monarchique mais désormais arbitral de la fonction présidentielle.

Il convient toutefois de corriger ce constat par un autre. Dans leur vision de l'avenir institutionnel, les Français sont en fait influencés par les actuels titulaires du pouvoir exécutif : ceux qui se réclament de la gauche voudraient tout de même plus de pouvoir pour M. Mitterrand, ceux qui se réclament de la droite en veulent plus pour M. Chirac.

Enfin, ce goût pour le rééquilibrage des pouvoirs issu de la cohabitation ne

s'accompagne pas d'un souhait de voir se prolonger la cohabitation elle-même. Les Français ont en tête, dans leur majorité, une vision classique des équilibres politiques : ils privilégient, pour l'avenir, la concordance traditionnelle entre majorité présidentielle et majorité parlementaire.

Tout schéma comportant le refus de dissoudre l'Assemblée au lendemain du scrutin présidentiel ne serait pas compris. Le « chèque en blanc » demandé par M. Rocard lors de son passage à l'heure de vérité, ne le serait pas davantage. M. Chirac est, en fait, le seul présidentiable qui pourrait prendre l'engagement de ne pas dissoudre, car il n'en a ni besoin pour assurer la cohérence des majorités présidentielle et parlementaire.

Cette leçon-là trace nettement la limite des faveurs cohabitationnistes des Français.

J.-M. G.

TABLEAU N° 1

A votre avis, depuis les élections législatives, qui de M. Mitterrand ou de M. Chirac...

	Comparaison avec les souhaits des Français (le Monde-RTL-SOFRES)	
	Février 1986*	Décembre 1986
100 %	100 %	100 %
...décide de la politique économique		
M. Mitterrand	32	13
M. Chirac	51	70
Sans opinion	17	17
...décide de la politique étrangère		
M. Mitterrand	56	66
M. Chirac	28	14
Sans opinion	16	20
...décide de la politique sociale		
M. Mitterrand	27	14
M. Chirac	53	64
Sans opinion	20	22
...mène les négociations avec les chefs d'Etat et de gouvernements étrangers		
M. Mitterrand	66	64
M. Chirac	20	14
Sans opinion	14	22
...prend les décisions de défense nationale		
M. Mitterrand	61	62
M. Chirac	24	20
Sans opinion	15	18
...nomme les principaux responsables de l'administration (préfets, ambassadeurs, directeurs de ministères)		
M. Mitterrand	39	20
M. Chirac	43	55
Sans opinion	18	25
...représente la France aux yeux des pays étrangers		
M. Mitterrand	—	73
M. Chirac	—	11
Sans opinion	—	16

* En février 1986, le libellé exact de la question était : « Concrètement, qui de M. Mitterrand ou du premier ministre de droite devrait décider dans les domaines suivants ? »

TABLEAU N° 2

Compte tenu du rapport des forces politiques, estimez-vous que ce partage du pouvoir donne...

	Ensemble Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
...trop de pouvoirs à M. Mitterrand	9	3	19
...trop de pouvoirs à M. Chirac	27	49	7
...on est satisfait	45	38	56
Sans opinion	19	10	18
100 %	100 %	100 %	100 %

TABLEAU N° 3

Pensez-vous que M. Mitterrand et M. Chirac sont d'accord entre eux sur ce partage de pouvoirs ?

	Ensemble Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Tout à fait d'accord	6	6	7
Plutôt d'accord	32	31	36
Plutôt pas d'accord	34	37	35
Pas d'accord du tout	17	19	15
Sans opinion	11	7	7
100 %	100 %	100 %	100 %

TABLEAU N° 4

A votre avis, qui sortira vainqueur de la période de cohabitation ?

	Ensemble Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
M. Mitterrand	34	52	21
M. Chirac	15	9	25
Ni l'un ni l'autre	34	27	40
Sans opinion	17	12	14
100 %	100 %	100 %	100 %

TABLEAU N° 5

Après l'élection présidentielle de 1988, souhaitez-vous que la pratique des institutions laisse plus de pouvoirs qu'aujourd'hui, moins de pouvoirs ou autant de pouvoirs...

	Plus de pouvoirs	Moins de pouvoirs	Autant de pouvoirs	Sans opinion	
...au président de la République ..	100 %	22	14	53	11
...au premier ministre	100 %	12	24	52	12
...au Parlement	100 %	24	7	52	17

TABLEAU N° 6

Si François Mitterrand est réélu président de la République en 1988, souhaitez-vous qu'il fasse de nouvelles élections législatives ou qu'il garde la même Assemblée qu'aujourd'hui ?

— Et si c'est Michel Rocard ?
— Et si c'est Raymond Barre ?
— Et si c'est Jacques Chirac ?

	Ensemble Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
100 %	100 %	100 %	100 %
François Mitterrand			
— De nouvelles élections	66	84	54
— La même Assemblée	20	9	34
— Sans opinion	14	7	12
Michel Rocard			
— De nouvelles élections	60	79	48
— La même Assemblée	17	9	29
— Sans opinion	23	12	23
Raymond Barre			
— De nouvelles élections	50	60	45
— La même Assemblée	29	23	39
— Sans opinion	21	17	16
Jacques Chirac			
— De nouvelles élections	43	53	40
— La même Assemblée	37	32	46
— Sans opinion	20	15	14

Ce sondage a été réalisé du 19 au 23 décembre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix huit et plus.

Les courants du PS déposent leurs contributions en vue du congrès de Lille

La préparation du congrès du PS, qui se tiendra les 3, 4 et 5 avril prochain à Lille, entre dans une phase active avec le dépôt, lors de la réunion du bureau exécutif du mercredi 7 janvier, des contributions, notamment celles rédigées par les différents courants de pensée constitués du PS.

C'est lors du comité directeur des 7 et 8 février, dit « comité directeur de synthèse », que les contributions des courants se fonderont, ou non, en une motion unique.

Bien qu'ils ne forment pas un courant officiel au sein du PS, les « transcourants » (qui regroupent précisément des socialistes appartenant aux divers courants) ont rédigé leur propre contribution. Cette démarche a parfois tendu les relations avec M. Lionel Jospin.

Les transcourants se sont ensuite rapprochés du premier secrétaire, qui leur a semblé être porteur d'une volonté de modernisation du PS. M. Jean-Pierre Mignard, l'un des fondateurs des transcourants, résume la position de

ce groupe : « Nous soutenons Lionel Jospin comme les étudiants chinois soutenaient Deng Xiaoping ! ». Nous publions aujourd'hui des extraits de la contribution des amis de M. Pierre Mauroy et de celle des transcourants. Nous publierons dans les prochains jours celles des courants mitterrandiste, rocardien et celle de Socialisme et République (ex-CERES).

Les « transcourants » : les assises de l'alternance

Le texte des transcourants propose notamment, pour préparer l'élection présidentielle, d'organiser, après le congrès, « des assises de l'alternance », à l'instar de ce qui avait été organisé après 1974 par François Mitterrand. (NDLR. Les « assises du socialisme » organisées cette année-là avaient vu les amis de M. Michel Rocard rejoindre le PS.) Les transcourants remarquent que la prochaine échéance « se gagnera d'abord sur des valeurs ». Il faut donc présenter au pays une « morale de rassemblement ». Ils notent que « l'exercice du pouvoir ne sera plus le même », que « le temps des grandes réformes est révolu » et que « le concret redevient le champ privilégié du politique ».

Le texte prône « une démocratie sans frontières », qui est « supérieure à la République, qui se limite à dessiner les contours de la chose publique », et souligne : « Un socialisme timide, c'est d'abord un socialisme timoré ».

En matière de partage du travail, « le document-donnet est la seule chance d'introduire une souplesse positive et non répressive dans l'utilisation des hommes et des machines ». Ils reprennent l'idée émise par MM. Delebarre et Fabius de « fournir à chacun une activité et non pas forcément un emploi ». Ils insistent, tout comme M. Jospin, sur le fait que le PS doit prendre en compte les préoccupations écologiques, « parce que la mobilisation morale contre les agressions industrielles peut devenir (...) un levier puissant à l'engagement politique ». A propos de l'Europe, les transcourants prônent la constitution d'une confédération franco-allemande et jugent que « le droit de la nationalité pourrait replonger à ses racines », car « être Français, devenir national ou européen signifierait d'abord épouser un ensemble de valeurs fondées sur le droit, la liberté et la responsabilité ».

Enfin, sans demander leur expression, les transcourants critiquent vivement le jeu des courants et demandent « égalité et transparence (...) ; fraternité et (...) épuration », afin d'éloigner les « hiérarchies pesantes, les pouvoirs occultes ». Comme M. Quilès, ils proposent d'être à la direction du PS « une partie de membres non présentés par un courant ».

M. Pierre Mauroy : pour un « Epinal II » à gauche !

La contribution déposée par les amis de M. Pierre Mauroy affirme la nécessité de « débattre pour mieux combattre ». « Adeptes, précisons-le, d'un socialisme réaliste et évolutif », les membres du courant B souhaitent que le congrès de Lille voie le PS « porter le message de [sa] volonté (...) de concilier l'attachement à [ses] principes et l'indispensable adaptation à une société qui se transforme ». Les socialistes, eux, ne définissent par « une filiation du mouvement socialiste qui n'assure son avenir qu'en restant fidèle à ses principes » et par une « volonté de renouveau et de rassemblement (...) comme les assises de 1974 en ont été une illustration ». Il convient donc de débattre avec « le souci constant de parvenir à une synthèse dans la clarté ».

Le texte évoque la nouvelle situation institutionnelle et le rôle de M. Mitterrand pour affirmer : « L'expérience qu'il a eue depuis le départ à l'évidence pour être notre condition lors de l'élection présidentielle de 1988 (...) pour tirer les leçons de cette nouvelle pratique constitutionnelle et consolider éventuellement l'équilibre des pouvoirs (...) ». L'un des éléments consistait en la réduction à cinq ans du mandat présidentiel.

Le PS, pour sa part, doit rompre « avec la pratique hésitante qui fut la sienne pendant les premiers mois

de la cohabitation » pour poursuivre « hardiment le combat politique (...) contre la droite ».

Les amis de M. Mauroy jugent que, « même si le mouvement actuel des idées n'est pas en apparence favorable à nos valeurs fondamentales, au point que la tentation d'un langage purement gestionnaire a pu apparaître, le PS serait mal avisé d'abandonner ses valeurs », qu'il doit au contraire affirmer « plus que jamais », car les socialistes ne rassembleront « à nouveau la gauche qu'avec un PS porteur d'espérance ».

« Le parti du monde du travail »

Le texte souligne la nécessité de l'attachement aux valeurs de liberté, de solidarité, d'égalité des chances, ainsi que l'importance « d'une société au service de l'homme » et de « l'Etat au service de la nation ». Les mauroyistes notent : « Nous aurons une adaptation idéologique à l'entreprise. La notion de société d'économie mixte doit se superposer à celle de l'appropriation des grands moyens de production et d'échange ». « Nous sommes de bonne volonté, précise le texte, mais, de grâce, ne nous demandez pas de nous limiter à ce qui exprime seulement de bons sentiments de ne pas appeler le socialisme ce qui n'est que le socialisme », poussent à

Les amis de M. Mauroy jugent nécessaire de « proposer une dynamique économique » pour « lutter contre le chômage, assurer le droit de chacun à un emploi ou à une activité rémunérée socialement reconnue ». C'est dans cette perspective, « et aussi pour assurer le contrôle de la nation sur le crédit, que devra être examinée l'opportunité de renationalisations » qui ne sauraient être « systématiques ».

La contribution remarque que « le compromis social à rechercher porte sur la politique salariale, la formation, l'organisation et le partage du travail » et qu'une croissance « saine et durable » de la France « doit (...) être accompagnée d'une démarche analogue au moins de la part de nos partenaires de la CEE ». A l'échelon du monde, il faut « une permanence et puissante organisation de la solidarité internationale ».

cette évolution, reconnaît le texte. Car, « faute de véritables frontières politiques, on en arrive alors au triomphe des apparences et des techniques de communication qui remplacent progressivement tout débat sur les choix de société possibles ».

« Nous sommes, réaffirme le texte, le parti du monde du travail, et notre volonté sera de tisser des rapports plus riches et plus confiants avec les autres structures représentatives : syndicats, mouvements coopératifs, mutualistes ou associatifs ». Enfin, « une nouvelle citoyenneté reste à inventer ».

Les amis de M. Mauroy lancent : « Epinal 2 à Lille : à gauche ! », ce qui ne signifie pas « répéter un acte politique », mais, « en demeurant fidèles à une stratégie et à une pratique militante (...), créer les conditions d'une nouvelle avancée, d'une reconquête du pouvoir ».

« Quelle que soit, indique le texte, la position de la direction du PCF (...), le PS doit se présenter comme le pôle de rassemblement de toute la gauche, et donc de s'adresser à toute la gauche » et « parallèlement (...) répondre au mouvement de rassemblement qui s'opère derrière lui. Avec tous ceux qui acceptent de gouverner autrement ».

Communication

Un entretien avec M. Jack Lang

« La radio-télévision doit rester le bien commun des Français »

L'ancien ministre de la culture est l'un des adversaires les plus résolus de la privatisation de TF1. Au vu du cahier des charges de la future télévision privée et des nominations des présidents des chaînes publiques, M. Jack Lang dresse un bilan critique de la politique audiovisuelle du gouvernement et milite pour la création d'un contre-pouvoir face à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

« Comment jugez-vous l'évolution du paysage audiovisuel, dix mois après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle majorité ? »

— Liberté et création : tels étaient les deux maîtres mots avancés par le nouveau gouvernement, en mai dernier. Rien à redire à cette formulation première, puisque ce sont les deux vocables qui ont inspiré les actes des gouvernements de François Mitterrand.

An discours des mots, je préfère cependant le discours des actes. Le divorce est grand entre les discours lyriques des premiers jours et la triste réalité d'aujourd'hui.

— La liberté n'est-elle pas progressée avec le renforcement des pouvoirs de la CNCL ?

— L'imagine que ce sigle prometteur se traduit aujourd'hui par les mots « Commission nationale des censeurs de la liberté ». Cette CNCL ne s'est-elle pas en effet fait hara-kiri en portant à la tête des chaînes publiques cinq militants du RPR ? Alors que la Haute Autorité, créée par François Mitterrand, avait bénéficié de la confiance de l'ensemble des familles de pensée — et M. Chirac lui a rendu hommage — la CNCL s'est, en un seul jour, discréditée et déshonorée. Plusieurs députés de l'actuelle majorité ont été blessés et choqués par ce mépris du pluralisme. Je pense, en particulier, à François d'Aubert.

— Vous avez récemment soutenu, avec M. Roland Dumas, la création d'une sorte de contre-pouvoir aux décisions de la CNCL.

— Puis que la CNCL a renoncé à exercer sa mission de préservation de l'indépendance, un vide s'est créé qui doit être comblé. Notre espoir est que puisse surgir de la société

civile un groupe de personnalités honnêtes et libres qui pourraient constituer un véritable « Conseil des sages de l'audiovisuel ». Ces « casques bleus de l'audiovisuel » imposeraient leur autorité morale par la qualité des membres qui composeraient cette force d'interposition entre le pouvoir et les sociétés de télévision et de radio. Je souhaite même que la majorité de ses membres se recrutent principalement parmi des personnalités originaires du centre ou de la droite.

— Ce « Conseil des sages » serait assisté d'un « observatoire du pluralisme », qui, chaque mois, rendrait public un rapport sur l'état réel du respect de la diversité des pensées et des opinions dans chacune des chaînes.

— Un message simple peut résumer de nombreux Français originaires de tous les horizons politiques : la télévision et la radio ne sont pas la propriété du gouvernement ou des partis, c'est le bien commun des Français.

— Cette observation vaut-elle aussi pour les chaînes privées ?

— Assurément. Chacun sait aujourd'hui que ce n'est pas la CNCL qui décidera, c'est M. Chirac qui, par des négociations diverses avec certains groupes de presse, imposera ses choix. Le plus grand danger est ici l'attribution d'une chaîne ou d'une autre à un militant politique, et notamment à M. Hirsant.

— Une solution permettrait au gouvernement de sauver son honneur et de se libérer de la tutelle de certains groupes de presse : le recours à une méthode de type britannique. Comme vous le savez, la chaîne commerciale ITV est la seule chaîne commerciale du monde qui soit à la fois créative et pluraliste. La raison en est simple : ITV n'est pas la propriété d'un groupe unique. Ses fréquences ont été attribuées à dix-huit sociétés indépendantes. Transposer en France ce système signifierait, par exemple, que, sur TF1 ou la cinquième chaîne, vous auriez rendez-vous le lundi avec « Télé-Hachette », le mardi avec « Télé-Libération », le mercredi avec « Télé-Monde », et ainsi de suite... Alors s'engagerait entre ces différents bénéficiaires une compétition saine et productive.

— On connaît aujourd'hui les grandes lignes du cahier des charges de TF1 privatisée. Ces obligations peuvent-elles permettre de relancer la création audiovisuelle ?

— Pour faire avaler son projet de loi, le gouvernement avait promis la lune aux créateurs, et voici qu'ils découvrent que, alors que TF1 a créé plus de quatre cents heures en 1986, le repreneur privé pourra se contenter de produire deux cent cinquante heures. Encore ne précise-t-on pas le contenu de ces heures ! S'agira-t-il d'heures de plateau à bon marché ou d'heures de fiction à la Santelli ? Que sont devenues les fameuses promesses aux professionnels du cinéma, à qui on annonçait la revalorisation de l'achat des droits de diffusion ? A la trappe aussi le plan de relance pour le dessin animé

français. C'est sans doute ce que les nouveaux dirigeants appellent dans leur anglais de cuisine le « better cultural saying » !

— Au-delà de TF1, c'est malheureusement l'ensemble de la création audiovisuelle qui souffre. En 1986, la création d'images aura été privée de 250 millions de francs non utilisés de la chaîne culturelle et européenne, et des 45 millions de francs du Fonds de soutien à l'industrie des programmes qui furent supprimés au collectif de juin.

— 1987 s'annonce sous les traits les plus inquiétants : disparition des 135 millions du Fonds de soutien à l'industrie des programmes, amputation des crédits de la chaîne culturelle et européenne, manque à gagner de 50 millions de francs au

détriment du Compte de soutien aux programmes, qui sera obligé de financer le déficit du Fonds de soutien au cinéma creusé par le désengagement de l'Etat (25 millions de francs en moins) et la baisse des recettes des salles, étranglement de l'INA et des chaînes publiques par la baisse démographique de la redevance.

— Et la chaîne culturelle et européenne n'apportera-t-elle pas un peu d'oxygène ?

— Créée par François Mitterrand, elle permettra en effet au gouvernement actuel de sauver un peu la face, à condition qu'elle ne serve pas à combler les trous de FR3. Permettez-moi de revenir un instant sur l'amputation en décembre de 60 millions de francs de son budget. Tout un symbole ! Lorsque nous

étions au gouvernement, nous défendions la thèse selon laquelle les financiers publics ou privés des routes audiovisuelles (câbles, satellites...) devaient participer au financement des programmes. Ainsi avions-nous obtenu que les ministères des « tuyaux » (industrie et PTT) apportent chaque année plus de 100 millions de francs au Fonds de soutien à l'industrie des programmes.

— L'inverse aujourd'hui se produit : ce sont les crédits affectés aux programmes (chaîne culturelle et européenne, redevance publique) qui doivent financer la « quinquillisme » (TF1). Tout cela est triste. C'est la fin d'une grande ambition.

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Sartorius est nommé directeur de la CNCL

M. Emmanuel Sartorius, ingénieur en chef des télécommunications, a été nommé directeur de la CNCL le 5 janvier par décret du président de la République. Polytechnicien de trente-sept ans, ce spécialiste des problèmes spatiaux et de leurs implications internationales aura pour tâche d'assister la CNCL dans toutes ses attributions relevant du secteur des télécommunications.

[Né le 28 février 1949, diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale des télécommunications, M. Emmanuel Sartorius entre en 1974 à la direction des télécommunications des réseaux extérieurs, où il est plus particulièrement chargé de l'exploitation des services spéciaux internationaux (télé, télégraphe, transmission de données, etc.). Poste qu'il quitte début 1980 pour prendre celui de chargé de mission à la direction des industries électroniques et de l'informatique (DIEI) du ministère de l'Industrie. Il est alors responsable du secteur « espace ». Un secteur qu'il retrouve en mars 1981, à la direction des affaires industrielles et internationales de la DGT.]

D'après un sondage « Télérama »-CSA

Les Français sont toujours opposés à la privatisation de TF1

Trois mois après la promulgation de la loi, les Français opposés à la privatisation de TF1 restent encore les plus nombreux. C'est ce que révèle un sondage réalisé par CSA (1) pour l'hebdomadaire *Télérama* et publié dans sa dernière livraison. L'enquête montre, en effet, que 47 % des personnes interrogées se déclarent « opposées » à cette privatisation, tandis que 24 % ne se prononcent pas et que 29 % seulement disent y être favorables. Au début de l'été dernier, les adversaires de la privatisation de TF1 étaient 49 % selon BVA et 57 % selon IPSOS (*le Monde* des 20 et 21 juillet).

Plusieurs autres éléments significatifs ressortent du sondage *Télérama*-CSA. D'abord, 62 % des téléspectateurs affirment que les journaux télévisés « ont bien fait leur travail » dans leurs reportages sur les mouvements éditoriaux et lycéens de décembre.

Plus du tiers (34 %) des personnes consultées ont estimé que la nomination des nouveaux présidents des chaînes de télévision s'était faite sur des « critères politiques », tandis

que 31 % pensent que s'y mêlaient aussi des « qualités professionnelles » et que 10 %, seulement, jugent que seul ce dernier facteur a été pris en compte.

En ce qui concerne les changements intervenus parmi les présentateurs et les journalistes des journaux télévisés, 64 % des téléspectateurs affirment qu'« il n'est pas normal » que les nouveaux présidents de chaîne « décident de ces changements ».

Enfin, l'enquête montre aussi que si la « 5 » et TV6, telles qu'elles existent actuellement, devaient disparaître, 43 % des personnes consultées ne regretteraient pas la cinquième chaîne et 42 % TV6. Toutefois, pour cette dernière, 44 % des moins de vingt-quatre ans déploieraient sa disparition. C'est également dans cette tranche d'âge que l'on trouve une forte majorité (60 %) de ceux qui restent le plus opposés à la privatisation de TF1.

(1) Sondage effectué les 22 et 23 décembre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Une première pour la « Une »

Les Bébêtes sont parmi nous. Des murs de nos villes, la grenouille, le vif-vif, l'igle, Miss Piggy ou Barney entonnent la même rengaine : « Il n'y en a qu'une ! C'est la Une. » Plus de cinq mille cinq cents panneaux publicitaires chanteront ainsi les louanges de TF1, jusqu'au 11 janvier.

C'est la première fois qu'une chaîne publique de télévision lance une campagne publicitaire par affichage. Dans le secteur, privé Canal Plus avait déjà donné l'exemple en s'inspirant des radios périphériques, où la concurrence est féroce.

La campagne de TF1 est conçue par l'agence Lintas, en étroite collaboration avec la régie publicitaire de la chaîne et accompagnée d'une série de spots sur l'antenne où Colaro, Sébastien et les autres stars de la « Une » font leur autopromotion.

« On avait pensé mettre ces vedettes sur les affiches, dit-on chez Lintas, mais on a préféré les marionnettes du « Bébête-Show » car elles sont à la fois spécifiques à la chaîne et associées à la bonne santé de TF1. »

Par ce message, adressé d'abord au grand public avec un clin d'œil aux publicitaires, TF1, qui ne peut plus compter sur la redevance depuis le 1^{er} janvier, fait le saut dans l'ère de la privatisation.

ALAIN WOODROW.

ACTUEL
N° 87le numéro de janvier
entièrement

consacré au printemps de décembre.

L'histoire complète du mouvement
des étudiants et lycéens

150 photos 850.000 personnages

ACTUEL

Actuel. 22 F. En vente dans tous les kiosques.

Société

M. Verbrugghe quitte la direction de la police nationale

Une victoire de M. Pasqua sur M. Mitterrand

Le conseil des ministres du mercredi 7 janvier devait nommer directeur général de la police nationale M. Ivan Barbot, jusqu'alors commissaire de la République du Var. Il devait remplacer M. Pierre Verbrugghe, qui dirigeait la police nationale depuis le mois de juin 1983 et qui est nommé conseiller-maire à la Cour des comptes.

Le départ de M. Pierre Verbrugghe est un succès pour M. Charles Pasqua et une défaite pour M. François Mitterrand. Obtenant, enfin, un départ qui lui semblait dû, M. Verbrugghe a quitté la place Beauvau, au lendemain des élections législatives de mars 1986, le ministre de l'Intérieur marque un point décisif dans les rapports de force sous-jacents à la cohabitation.

Le président de la République a finalement cédé devant l'opinion de M. Pasqua, après avoir, pourtant, défendu durant près de dix mois la continuité à la tête de la police nationale. La décision était virtuellement prise depuis le mois de décembre, et il ne restait plus qu'à s'accorder sur le nom du successeur et sur les nouvelles fonctions de M. Verbrugghe.

Toutefois, ce constat simple n'exclut pas d'autres explications plus nuancées et paradoxales. La signification politique et policière du départ de M. Verbrugghe ne se réduit pas au seul affrontement de l'Elysée et de l'hôtel Matignon. Si l'on sait que l'intérieur, loin d'être socialiste, ne manque pas d'amis à l'UDF et si l'on ajoute son désir personnel de quitter son poste depuis quelques semaines, on s'aperçoit que l'interprétation de ce départ est plus complexe qu'il n'y paraît.

Précarité politique

La signification est triple. Il souligne d'abord la persistance, au ministère de l'Intérieur, d'un changement des hauts responsables intégrés dans tout autre secteur de l'Etat. Tous les directeurs d'administration centrale de la place Beauvau ont été remplacés depuis le 16 mars 1986. Les directions opérationnelles de la police n'ont pas été épargnées, et ce mouvement est accusé par certains de déstabiliser la police nationale. Ainsi, le poste de M. Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire, est vacant depuis la fin de l'année tandis que M. François Le Mouél, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), doit à son tour partir dans quelques semaines.

La nomination de leurs successeurs promet une nouvelle bataille d'usure entre MM. Mitterrand et Pasqua. L'Elysée renvoie déjà à accepter le candidat du ministre de l'Intérieur pour la police judiciaire, M. Marcel Leclerc, actuel chef de l'Inspection générale de la police nationale.

De même, le président de la République n'a toujours pas accepté la nomination de M. Raymond Sasia, un proche de M. Pasqua, à la tête du service des voyages officiels et de la protection des hautes personnalités. Un litige qui dure depuis

septembre. Le départ de M. Verbrugghe, qui avait son mot à dire, rend évidemment plus aléatoire les intranquillités élyséennes.

Au-delà, cette valse des responsables souligne le rôle particulier de la police dans l'Etat. Les responsables de cette administration semblent condamnés à la précarité politique. En restant trois ans et demi à son poste, M. Verbrugghe a pourtant battu un record : M. Robert Pandraud, malgré son exceptionnelle longévité à diverses responsabilités place Beauvau de 1968 à 1981 avant d'entrer en politique et de rejoindre le RPR, ne fut directeur général de la police nationale que durant deux ans et sept mois, de 1975 à 1978.

Les organisations syndicales de policiers et, notamment, les communistes, se sont toujours plaints de cette instabilité, remarquant que la gendarmerie nationale n'est pas logée à la même enseigne. De fait, le directeur de celle-ci, M. Olivier Renard-Peyron, quoique nommé par la gauche, est toujours en place.

La seconde conséquence de ce départ est de traduire une évolution

du tandem Charles Pasqua-Robert Pandraud. Fin commissaire de la place Beauvau, le ministre délégué chargé de la sécurité semblait chargé de l'intendance policière. M. Pasqua assumant un rôle plus directement politique. Or ce partage des rôles a évolué, le ministre de l'Intérieur imposant sa volonté dans les choix purement policiers.

M. Verbrugghe, qui ne s'entendait pas avec M. Pasqua, est un ami de M. Pandraud, qu'il tutoie et dont il fut l'adjoint au ministère de l'Intérieur de 1978 à 1981. Comme était proche de M. Pandraud M. Guy Fougier, le préfet de police de Paris, poussé à la démission, au printemps dernier, après une phrase maladroite de M. Pasqua à l'« Heures de vérité ». C'est ce dernier qui a choisi le successeur de M. Verbrugghe et non M. Pandraud. Si on ajoute l'affaire du Carrefour du développement, où l'entourage du ministre délégué souligne qu'il n'est pour rien dans la remise d'un « vrai faux » passeport à M. Yves Châlier par la DST, on comprend que le bicepsisme de ce ministère soit à nouveau quelque peu conflictuel, comme il le fut, sous la gauche, au temps du tan-

dem Gaston Defferre-Joseph Franchet.

Enfin, le départ de M. Verbrugghe traduit aussi des divergences au sein de la majorité. Fonctionnaire « républicain », selon l'expression consacrée, M. Verbrugghe n'a pas d'engagement politique. S'il a appris à connaître M. Mitterrand, en étant secrétaire général de la Nièvre de 1966 à 1970, ainsi que le conseiller spécial du président, M. Jacques Attali, qui fit son stage à l'ENA à ses côtés, les amis de l'ancien directeur général de la police nationale appartiennent plutôt à l'UDF : MM. Michel d'Ornano, Gérard Longuet, Jacques Doullaguet pour n'en citer que quelques-uns. Or, M. Verbrugghe n'a pas caché à ses collaborateurs, voire à ses amis, son exaspération, sinon son inquiétude, sur la gestion de la police par M. Pasqua.

Au point de se proclamer démissionnaire en décembre, choqué, assure-t-on, par la désorganisation du maintien de l'ordre durant les manifestations étudiantes et, aussi, par la manipulation politique de l'affaire Châlier par services de police interposés. Défenseur d'un professionnalisme policier et d'une certaine autonomie administrative de la police à l'égard du pouvoir politique du moment, M. Verbrugghe avait réussi à imposer à la gauche des choix sans sectarisme, par exemple la réhabilitation de M. Le Mouél, policier incontesté, mais sanctionné pour son indépendance d'esprit par Gaston Defferre, on l'ascension de M. Robert Broussard, aujourd'hui préfet et directeur central de la sécurité publique.

Pour plusieurs de ces « grands flics », le départ de M. Verbrugghe est donc ressenti comme un signal d'alarme. Ils y voient le signe d'un retour à une instrumentalisation politique directe de l'outil policier, ce mélange des genres entre police et politique qui renforce la mauvaise image de leur administration dans l'opinion.

Ils rappellent le message adressé par M. Verbrugghe aux policiers, après sa nomination en juin 1983 au lendemain de manifestations politiques, où il soulignait que la police nationale, placée « au service de l'Etat et des citoyens (...) ne doit en aucun cas être suspectée d'esprit partisan et (qu') aucune entreprise de politisation ne saurait y être admise ».

EDWY PLENEL

[Né le 5 janvier 1937 à Ploemeur-Lié (Cotes-du-Nord), licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Ivan Barbot occupe en 1961 les fonctions de chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne et de préfet de la Haute-Savoie avant d'être nommé, en 1965, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Haute-Savoie.

Il devient ensuite successivement en 1968 chef de cabinet de la région parisienne ; en 1969, sous-préfet d'Evreux (Eure) ; en 1974, chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Pierre Messmer ; en 1976, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, puis dans les mêmes fonctions, auprès de M. Christian Bon ; en 1977, secrétaire général de la Seine-Saint-Denis et, en 1982, commissaire de la République de la Charente. Enfin en 1985, il est nommé commissaire de la République du Var.]

Au tribunal de Paris

La fronde et les billes de SOS-Racisme

C'était le 10 décembre 1986, à 11 h 25, boulevard Arago à Paris, en face de la prison de la Santé : deux membres de l'Association SOS-Racisme apposaient des affiches demandant le retrait du projet de code de la nationalité sur l'itinéraire que devait emprunter, dans l'après-midi, la dernière grande manifestation étudiante sur le thème « Plus jamais ça », après le mort de Malik Oussekine.

Des agents survinrent, interpellèrent, fouillèrent la camionnette de ces colères. Ils découvrirent une bombe lacrymogène, une fronde, des billes, des casques, quatre manchettes de pioche, un couteau à cran d'arrêt. Comme, en ces journées, on parlait beaucoup de provocateurs et de casseurs, ce fut l'occasion pour le ministre de l'Intérieur de classer dans cette catégorie SOS-Racisme, du moins deux de ses militants.

Depuis, la procédure a suivi son cours et, mardi 6 janvier, c'était le rendez-vous judiciaire devant la 24^e chambre du tribunal de Paris, où il s'agissait de juger MM. Pascal Trodec et Hakim Aded, prévenus, l'un et l'autre, de port et transport —

sans motif légitime — d'armes de la sixième catégorie.

Le premier est étudiant, le second coursier. Ils ont respectivement vingt-deux et vingt-trois ans. Ils vivent chez leurs parents. C'est M. Pascal Trodec qui parlait pour les deux. Les manchettes de pioche ? C'était tout simplement pour se défendre contre d'éventuels agresseurs, ce qui ne lui paraît pas une hypothèse à exclure. Les casques ? Ils avaient récupérés lors de manifestations précédentes et, précisant, sur des casseurs et autres provocateurs qu'il avait mis en déroute.

« Soit, a dit alors le président, M. Gilbert Marc, mais la fronde et les billes que vous avez dans vos poches, c'est quand même plus gênant. »

— Cela aussi avait été récupéré sur des provocateurs.

— Vous auriez pu alors laisser ailleurs ces objets, ne pas les garder avec vous.

— Oh ! La fronde, elle était tout bêtement accrochée au rétroviseur de la camionnette comme un simple objet décoratif. »

« Les armes étaient bien là »

Le président n'en paraît pas pour autant convaincu. « Vous êtes membres d'une organisation qui se veut pacifique. Vous ne vous rendez pas compte que vous risquez de ternir sa bonne réputation ? Imaginez que cette camionnette ait été trouvée abandonnée avec les mêmes objets à l'intérieur. N'auriez-vous pas dit qu'on les y avait placés pour vous nuire, qu'il y avait provocation ? »

M. Trodec a fait ici son unique concession : « Nous sommes tout à fait conscients du fait que ce pourrait être une erreur de garder de tels objets. »

Vice-président de SOS-Racisme, M. Julien Drai atteste, lui, du « comportement toujours exemplaire de ces deux militants, de leur souci constant, durant ces journées, d'assurer la protection des manifestations. » Il dira encore : « On a fait de cette affaire un événement démesuré par rapport à la réalité. Tout le monde connaît notre association, son activité. Personne ne peut la dire agressive mais, au contraire, appliquée à maintenir le calme dans des situations tendues. »

Pour le substitut, M. Jacques Mouton, il n'en reste pas moins que les faits demeurent et qu'il faut les constater.

« Les armes, dit-il, étaient bien là. Ces manchettes de pioche

dont l'un, nous dit-on, servait à préparer la colle pour les affiches, ce couteau à cran d'arrêt qui se veut pacifique. Vous ne vous rendez pas compte que vous risquez de ternir sa bonne réputation ? Imaginez que cette camionnette ait été trouvée abandonnée avec les mêmes objets à l'intérieur. N'auriez-vous pas dit qu'on les y avait placés pour vous nuire, qu'il y avait provocation ? »

La défense qui assurait M^{rs} Francis Terquem et Hervé Dupond-Monod a joué sur deux tableaux : elle estime d'abord que la procédure est nulle car la police, selon elle, ne pouvait interpellier légalement MM. Aded et Trodec, qui ne commettaient aucun délit, se rendant tout au plus possesseurs d'une contravention en procédant à leur affichage sauvage.

Pour le reste, elle voit dans cette affaire « l'intention de faire, sous un prétexte futile, le procès de SOS-Racisme », alors, dira M^{rs} Dupond-Monod, que « tout le dossier fait apparaître, au contraire, le calme, la maturité, le sens des responsabilités de deux jeunes gens attachés uniquement à prévenir des débordements malheureux. »

Jugement le 20 janvier.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

EN BREF

Malgré une ordonnance de mise en liberté

Un ancien candidat RPR bordelais reste en prison

BORDEAUX
de notre correspondant

La chambre d'accusation de Poitiers a ordonné, le 6 janvier, la mise en liberté de François Korber, trente-quatre ans, ancien candidat RPR aux cantonales de 1982, à Bordeaux. Il était inculpé depuis le 9 avril 1982, en attendant de comparaître avec deux complices devant les assises de la Gironde pour deux affaires criminelles. Il est inculpé de l'assassinat, en mars 1982, dans sa propre permanence électorale, de Jackie Eichers, alias Bob Jones, qui faisait aussi fonction de collègue d'affiches pour les campagnes du RPR. Depuis le 9 juillet 1984, Korber était aussi inculpé dans une affaire de trafic de devises.

En fait, malgré la décision de la chambre d'accusation de Poitiers, François Korber reste détenu à la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde), où il doit purger deux peines de six mois et trois mois de prison prononcées à son encontre le 3 janvier 1986 et confirmées en décembre dernier, l'une pour injures à magistrat, l'autre pour outrage à agent de la force publique.

G. D.

Dans une communication téléphonique au « Monde »

Action directe revendique la tentative d'attentat contre M. Jean-Louis Bruguière

Par communication téléphonique reçue au Monde, le mardi 6 janvier, peu avant 18 heures, Action directe, a revendiqué la tentative d'attentat commise lundi contre M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris. Dans une bande enregistrée, un correspondant anonyme se réclamant du groupe terroriste sous a communiqué un message indiquant notamment : « Nous revendiquons l'assassinat du juge Bruguière. Nous frapperons (...) où nous voudrons, la droite fascisante. »

Bien qu'il soit impossible d'authentifier cette revendication téléphonique, les enquêteurs de la brigade criminelle sont persuadés que la tentative d'attentat est l'œuvre d'Action directe et que la méthode désigne plus particulièrement Max Frérot, le spécialiste en explosif du groupe.

De son côté, M. Jean-Paulin, préfet de police de Paris, a reçu, mardi, pour le flic, M. Sylvain Graville, le gardien de la paix du commissariat du premier arrondissement, qui a dénoncé la grande destinée à exploser sur le palier du domicile de M. Bruguière.

A Lille

Un ingénieur des Mines inculpé de corruption

Un ingénieur du service des Mines, M. Jean-Pierre Bequet, trente-neuf ans, vient d'être inculpé de corruption, faux et complicité d'escroquerie, à Lille (Nord), pour ses relations avec le président-directeur général d'une des plus grosses entreprises de transport routier de la région, convaincu de multiples malversations.

M. Bequet, qui a été nommé en 1986 de Bondues, près de Lille, à Lorient (Morbihan), a été laissé en liberté. Il aurait facilité certaines des opérations frauduleuses de M. Jean-Marie Lestouy, quarante ans, un transporteur routier de Villeneuve-d'Ascq (Nord), écroué pendant quelques semaines, en novembre 1985, pour abus de confiance et de biens sociaux, escroquerie et vols avec effraction. M. Lestouy avait notamment été accusé par des sous-traitants d'avoir trafiqué les cartes grises de véhicules qu'il leur avait revendus et de faire circuler des camions grâce à de faux certificats de conformité.

Ecroué en novembre 1985, M. Lestouy avait été relâché quelques semaines plus tard et placé sous contrôle judiciaire. Dans l'interim, sa société de transport routier, qui a déposé le bilan, continue ses activités sous le contrôle d'un syndicat.

SANTÉ

Produits pharmaceutiques dans les grandes surfaces
Leclerc peut continuer à vendre du sucre synthétique

La vente des édulcorants de synthèse, ces comprimés qui remplacent le sucre, n'est plus le privilège des pharmaciens. Ils peuvent être commercialisés dans les centres distributeurs Leclerc ainsi que dans d'autres grandes surfaces et, pourquoi pas, dans certains petits commerces.

Une ordonnance, rendue le mardi 6 janvier par M. Pierre Calé, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, déboute le conseil national de l'ordre des pharmaciens et les laboratoires Searle, qui avaient engagé une instance en référé pour faire interdire aux centres Leclerc la vente d'un édulcorant fabriqué par les laboratoires Sarrp et distribué sous le nom de Sucrandel (le Monde du 23 décembre 1986).

Chacun des plaignants avait ses motivations. Pour les pharmaciens, il s'agissait de défendre, sans grande conviction, un monopole de plus en plus contesté. De son côté, le laboratoire Searle cherchait à maintenir une situation lui permettant de diffuser son propre sucre synthétique, le Candarel, exclusivement dans les réseaux pharmaceutiques. Titulaire d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) et d'un visa du ministère de la santé, Searle supportait mal qu'un concurrent vise la clientèle des grandes surfaces.

Sucrandel et Candarel sont en fait constitués d'une même sub-

tance, l'aspartame, découverte en 1965 par les laboratoires Searle. Mais le juge des référés s'est appuyé sur un arrêt rendu en... 1896 par la Cour de cassation concernant le saccharine, un autre substitut du sucre qui, selon les hauts magistrats de l'époque, « n'a aucune propriété ni utilité curative, et ne constitue pas un médicament ».

Les pharmaciens et le laboratoire Searle s'arbitraient derrière la loi de 1902 qui interdisait les édulcorants artificiels « pour tous usages autres que la thérapeutique, la pharmacie et la préparation de produits non alimentaires ». Mais le magistrat relève que le Sucrandel « n'est pas un aliment, puisqu'il n'a aucun pouvoir nutritif, ni une substance mélangée par avance à un produit alimentaire ».

Les laboratoires Searle accusaient de plus les laboratoires Sarrp d'avoir contrefait leur marque. Mais le juge balaye cette hypothèse en constatant seulement : « Il n'existe pas de similitude frappante entre les deux vocabulaires. »

La défaite judiciaire de Searle inquiète en outre les producteurs de sucre naturel, car ce laboratoire pourrait se retrouver vainqueur sur le plan commercial en proposant lui-même son produit... aux centres Leclerc et aux grandes surfaces.

MARC PORTEY.

ESPACE

L'ESA confie l'étude du satellite d'astronomie ISO à l'Aérospatiale

L'Agence spatiale européenne a confié l'étude du satellite d'astronomie ISO à un groupe d'industriels européens mené par l'Aérospatiale, a indiqué la société française, mardi 6 janvier.

ISO (Infra-red Space Observatory), dont le coût total est évalué à 1,2 milliard de francs, sera lancé en 1992 ou 1993 par une fusée Ariane 4.

Le télescope de 60 centimètres de diamètre embarqué par le satellite sera placé à l'intérieur d'un cryostat, sorte de grande bouteille thermos remplie d'hélium liquide qui le maintiendra à - 270 degrés Celsius pendant un an et demi.

Grâce à cette technologie permettant de faire voler des détecteurs deux à trois fois plus sensibles que ceux utilisés lors des précédentes missions d'astronomie infrarouge, ISO devrait fournir de nombreuses données sur la formation des étoiles et, sur l'évolution des galaxies (le Monde du 30 mars 1983).

Le consortium européen chargé du projet ISO rassemble, sous la maîtrise d'œuvre d'Aérospatiale, les sociétés ouest-allemande MBB-Ernst, italienne Scintia, hollandaise Fokker, belge ETCA et espagnole CASA. L'Aérospatiale sera en outre chargée de l'étude et de la réalisation du télescope.

Société

A la commission consultative des droits de l'homme

Le refus du président Yves Jouffa

Pour la première fois, la commission consultative des droits de l'homme dans sa nouvelle formule, mise en place au mois de novembre 1986 par M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, doit se réunir le jeudi 8 janvier à l'Assemblée nationale à Paris en

présence de M. Jacques Chirac et de M. Malhuret lui-même.

La Ligue des droits de l'homme sera absente, son président, M. Yves Jouffa, venant de signer à M. Malhuret son refus de siéger, notamment pour ne pas cautionner l'ensemble de la politique du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme.

En effet, la France se trouve actuellement isolée face à l'ensemble de ses partenaires européens, ayant adopté une position de recul dans la négociation de Strasbourg pour une « convention européenne sur la protection des personnes privées de liberté, contre la torture et les traitements ou peines cruels inhumains ou dégradants ».

Mais, en France, la majorité va changer, tandis que le Conseil de l'Europe continue ses travaux. Après les experts, le comité directeur des Droits de l'homme, composé d'un représentant par Etat-membre, se réunira le 17 au 21 novembre 1986. C'est l'occasion d'un nouvel état pour la France qui dépose, en préalable, des amendements reprenant les trois restrictions déjà évoquées. Refus unanime de ces amendements.

La France durcit sa position : non seulement, elle vote contre le projet dans sa forme actuelle, mais elle s'oppose à ce qu'il soit transmis au « comité des ministres » — unique autorité habilitée à décider de l'adoption du texte. Ce comité doit se réunir le 17 février prochain. Sans plus attendre et depuis décembre l'inquiétude se manifeste dans de nombreuses organisations européennes, tel le « comité suisse contre la torture ».

D'ici là, la France a, certes, la possibilité de modifier sa position. Il reste que, au-delà de toute considération d'opinion, certains hauts fonctionnaires considèrent que le maintien de ces restrictions actuelles serait « une erreur politique majeure : l'image de la France en sortirait gravement ternie et cela, quel que soit le prix attaché à l'indépendance nationale ».

DANIELLE ROUARD.

« Une erreur politique majeure »

Le débat devient public lors des rencontres internationales « Droits de l'homme et libertés », qui réunissent en mai 1985 à Paris sur l'initiative de la commission consultative française la plupart des organisations mondiales. Finalement, le Conseil de l'Europe apprend en juin, un mois plus tard, le ralliement français à la position de ses partenaires.

gers ne peut que renforcer notre position de principe.

La réunion inaugurale se fait donc sans la Ligue. Cette absence serait sans doute moins remarquée si, auparavant, d'autres faits n'avaient inquiété diverses organisations. Un exemple : le vote du budget 1987 du secrétariat d'Etat d'une curieuse subvention versée en 1986 (1). Certes, c'est seulement l'une des vingt-trois attributions, mais son montant de 75 000 F, le vingtième du total, est égal à celui qui a été versé à SOS-Racisme. Bénéficiaire : l'Association internationale des Droits de l'homme (AIDH), qui serait financée par des fonds secrets américains. L'information donnée par Libération du 27 novembre 1985 n'a jamais été démentie.

A la porte des casernes

Depuis, les organisations ont eu lieu d'autres préoccupations. En premier lieu, la position défendue par la France sur le projet de convention européenne contre la torture et les traitements dégradants (2). Cette convention, la première du genre dans le monde, se veut un progrès par rapport aux textes existants sur le plan international. L'idée est née en janvier 1981.

Pour le Conseil de l'Europe, il s'agit alors de définir un outil de contrôle contre tout abus, outil qui serait indépendant de la volonté de chaque Etat. Ainsi, les experts pourraient enquêter dans un pays sans avoir besoin de l'autorisation du gouvernement en place, contrairement à l'obligation qui régit tous les autres accords. Cette idée trouve un

écho favorable chez la quasi-totalité des membres de l'Assemblée de Strasbourg, mais son élaboration rencontre très vite de grosses difficultés, en particulier de la part des représentants britanniques et français.

En octobre 1984, le gouvernement français — de gauche — soumet à ses collègues européens trois restrictions. Selon lui, l'intitulé de la convention doit s'en tenir à « torture » et ne pas inclure « traitements dégradants » comme le souhaitent d'autres partenaires. La France dépasse largement une simple différence de vocabulaire. En effet, dans les « traitements dégradants » sont visés, par exemple, les cures psychiatriques forcées pratiquées en Irlande. Ces cas sont toujours d'actualité.

Deuxième souhait français : l'introduction explicite dans le projet de convention de la liberté pour chaque Etat de formuler des réserves à l'application de la convention européenne. Parmi les réserves envisagées par la France, il est à noter, par exemple, que l'application de la convention s'arrêterait à la porte des casernes. Ce souhait soulève un tollé à Strasbourg. La France propose alors une troisième restriction : le droit à la désobéissance militaire peut être considéré, sous la pression de M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, qui ne veut pas l'introduction d'une telle convention dans ses locaux, au nom du respect du secret-défense et de l'indépendance nationale.

Quinze associations et quinze personnalités

Voilà la composition de la commission consultative des droits de l'homme dont M. Jean Pierre-Bloch a été nommé président.

REPRÉSENTANTS DE GRANDES ASSOCIATIONS
Action des chrétiens pour l'abolition de la torture : M. Jacqueline Westendorp ; Alliance Israélite universelle : M. Gérard Israël ; Amnesty International, section française : M. Marc de Montlembert ; Association pour les victimes de la répression en exil : M. Norbert Guérin ; Comité d'action de la Résistance : M. Marie-Madeleine Fourcade ; Comité des XIV : M. Xavier Libray ; Droits de l'homme et solidarité : M. Jean-François Six ; Fédération La Voix de l'enfant : M. Martine Brousse ; Fondation Liberté sans frontières : M. Romy Brauman ; France terre d'asile : M. Henriette Tévani ; Institut français de droit humanitaire et des droits de l'homme : M. le professeur Dominique Turpin ; Libre Justice : M. Louis-Edmond Pettiti ; Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme : M. Jean Pierre-Bloch ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples : M. Charles Patat ; Société internationale des droits de l'homme : M. Karine Laverger.

PERSONNALITÉS CHOISIES EN RAISON DE LEUR AUTORITÉ
Chelk Abbas Bencheikh El Hocine, recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris ; M. Marc Brunschweiler, secrétaire général de la CIMADE ; M. Jacques Broville, fondateur du comité Un bateau pour le Vietnam ; M. le professeur René Frydman, chef de service à l'hôpital A.-Béclère ; M. Hélène Gisserot, déléguée à la condition féminine ; le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris ; M. Jacques Michel, avocat ; M. Jean Rivero, professeur honoraire à la faculté de droit de Paris ; M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France ; M. Jean-Marie Soutou, ambassadeur de France, ancien président de la Croix-Rouge française ; M. Mario Stasi, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Paris ; M. Evelyn Sullerot, membre du Conseil économique et social, présidente de l'association Retrauvillier ; M. René Tevernier, président du PEN Club français ; M. Michel Wagner, président de la commission sociale économique et internationale de la Fédération protestante de France ; Père Joseph Wira, directeur général de l'association Aide à toute déresse-quart monde.

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Mehta et Neveu contrôlent les opérations

TAMANRASSET de notre envoyé spécial

Nouvelle victoire pour les Peugeot dans la troisième épreuve spéciale du rallye Paris-Dakar disputée, mardi 6 janvier, entre Khooenig et Ecker. Shekhar Mehta, le pilote kenyan d'une Peugeot 205 turbo, s'est encore une fois assuré la première place d'une épreuve particulièrement difficile sur une piste caillouteuse et poussiéreuse.

Chaque jour, l'habileté des rallyeurs en Afrique noire améliore ses performances et assure sa place de leader. Comme la veille, Raymond, sur Range Rover, s'est classé deuxième avec seulement cinq minutes d'avance sur le Finlandais Ari Vatanen qui, au volant de sa 205, s'est offert une course très rapide. De nouvelles sœurs froides pour le copilote-journaliste de télévision

Bernard Giroux, mais une grande satisfaction pour Jean Todt, le directeur de Peugeot-Sport.

Chez les motards, la victoire est revenue à l'Italien de Petri sur Cagiva, qui a précédé d'une dizaine de minutes Cyril Neveu. Le jeune Français conserve dans la première place au classement général grâce à sa Honda très maniable.

Tard dans la soirée, les cent onze motos et les deux cent soixante-dix-neuf voitures et camions qui avaient pris le départ de cette étape de près de 800 kilomètres n'avaient pas encore tous rejoint les faubourgs de Tamanrasset. Dès sa sixième journée, le rallye commence à devenir sélectif. Au bivouac, ils sont déjà cent de moins le soir à tendre leur gamelle pour recevoir leur ration de soupe.

S. B.

● **BASKET-BALL** : Coupes d'Europe. — Avant la rencontre de l'Elan béarnais avec le Maccabi de Tel-Aviv, les clubs français se sont bien comportés, le 6 mai, dans leurs Coupes d'Europe respectives : en coupe des coupes, Villeneuve a dominé Oosterva (106-84) et en Coupe Korne Antibes et Limoges se sont imposés contre Split (101-81) et Cantu (98-83).

● **FOOTBALL** : revirements. — Surprise à Bordeaux mardi 6 janvier : les Girondins se sont en effet entraînés avec le Portugais Fernando Chalana, objet d'un transfert record mais absent des terrains depuis un an et demi en raison d'ennuis musculaires. Reste à savoir comment le Portugais, qui aurait l'intention de demander la double nationalité, pourrait s'intégrer à l'effectif des Girondins. Le retour de Robert Herbin comme entraîneur de l'AS Saint-Etienne semble moins problématique : le président du club, André Laurent, a fait savoir à l'entraîneur actuel, Henryk Kasperczak, que son contrat ne serait pas renouvelé la saison prochaine. Joueur plus enthousiaste des « Verts » de 1972 à 1983, Robert Herbin a l'avantage, selon André Laurent, d'être bien connu les rouages de l'ASSE et son environnement.

● **OMNISPORTS** : accord de coopération franco-soudanais. — Le prince Fayçal Ibn Abdul Saud, fils aîné du roi Fahd, et le secrétaire

d'Etat à la jeunesse et au sport, M. Christian Bergelin, ont signé, le 6 janvier à Paris, un accord-cadre de coopération sportive entre la France et l'Arabie saoudite. « Nous allons notamment échanger des entraîneurs et des éducateurs », a indiqué M. Bergelin, qui a précisé que des entraîneurs français avaient été mis en contact avec les autorités saoudiennes pour la construction d'équipements dans le pays où le football et le basket sont les deux principaux sports pratiqués.

● **SKI ALPIN** : coupe du monde. — Doublé des Suissesses Maria Waller et Brigitte Oerli dans le supergiant de Saalbach (Autriche) le 6 janvier : elles talonnent désormais leur compatriote Vreni Schneider au classement général de la Coupe du monde. Bonne quatrième place de la Française Catherine Quattrin, qui a confirmé ainsi ses performances du début de saison.

● **VOILE** : la Coupe de l'Amérique. — Dans la dernière régata des défenses de l'America Cup, Australie IV de Colin Bechall a devancé, mardi 6 janvier, Kookaburra II de Peter Gilmore de 24 secondes. Le 12 mètres J. d'Alain Bond, qui avait remporté la Coupe en Australie en 1983, affrontera dans un finale au meilleur des neuf régates la Kookaburra III de son rival Kevin Barry (le Monde du 6 janvier) à partir du 14 janvier.

REPÈRES

Handicapés

Une campagne de sensibilisation

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a fait visiter, le mardi 6 janvier, le Palais-Bourbon à M. Michel Gillibert, président du Mouvement de défense des grands handicapés de la vie (1). En poussant lui-même, dans les couloirs du Palais-Bourbon le fauteuil de cet homme d'affaires tétaplégié depuis 1979 à la suite d'un accident d'hélicoptère, M. Chaban-Delmas désirait attirer l'attention de l'opinion sur les problèmes des handicapés moteurs. Ils sont cinq millions en France et 55 % des accidentés paralytiques ont moins de vingt-cinq ans.

Cette campagne de sensibilisation, à laquelle ont notamment participé MM. Lionel Jospin, François Léotard, Alain Juppé et Gilbert Trigano, se terminera par un lâcher de

ballons le 4 avril. L'opération « Ballons d'espoir » a pour but de rassembler des fonds qui serviront, entre autres, à la recherche sur la moelle épinière.

(1) BP 357-08-75365 Paris cedex 08. Tél. : (16-1) 45-03-05-63.

Catastrophes

Douze morts aux Comores

Le violent cyclone tropical qui a balayé, les 4 et 5 janvier, les Comores, a tué au moins une douzaine de personnes, auxquelles il faut ajouter autant de disparus et plusieurs dizaines de blessés. Les îles les plus touchées sont la Grande-Comore et Anjouan : les sans-abris s'y comptent par milliers, les cultures sont détruites à 70 %, les dégâts matériels très importants. — (AFP.)

Médecine

Quadruplés en éprouvette

Une femme de trente-quatre ans va mettre prochainement au monde à l'hôpital de Caen des « quadruplés

éprouvette ». Quatre embryons avaient été implantés dans sa matrice il y a sept mois après une fécondation in vitro après plusieurs tentatives vaines. Des triplets éprouvette étaient déjà nés en janvier 1985 à Paris et en septembre de la même année à Lille. Des sextuplés sont nés de la même façon en Grande-Bretagne en novembre dernier.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

LE NOUVEAU TARIF "CIRCLE SOUTH" DE DELTA

Un moyen agréable et économique de découvrir le sud ensoleillé des États-Unis.

Gagnez le sud et le soleil des États-Unis : Delta propose un tarif spécial par vol de 59 \$US seulement, pour découvrir jusqu'à huit villes desservies par Delta Air Lines. Le prix du voyage transatlantique n'est pas compris.

Vous pouvez choisir parmi plus de 50 villes dans huit états : la Floride, la Géorgie, la Caroline du Sud, la Caroline du Nord, l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane et le Tennessee. Vous y découvrirez des paysages

superbes, des forêts et les plages de l'Atlantique, l'animation et l'attrait de grandes villes telles que la Nouvelle Orléans, Atlanta, Miami et Orlando, le site du Royaume Magique de Walt Disney World et l'EPCOT Center. Le Sud des États-Unis, c'est tout ça, et plus encore.

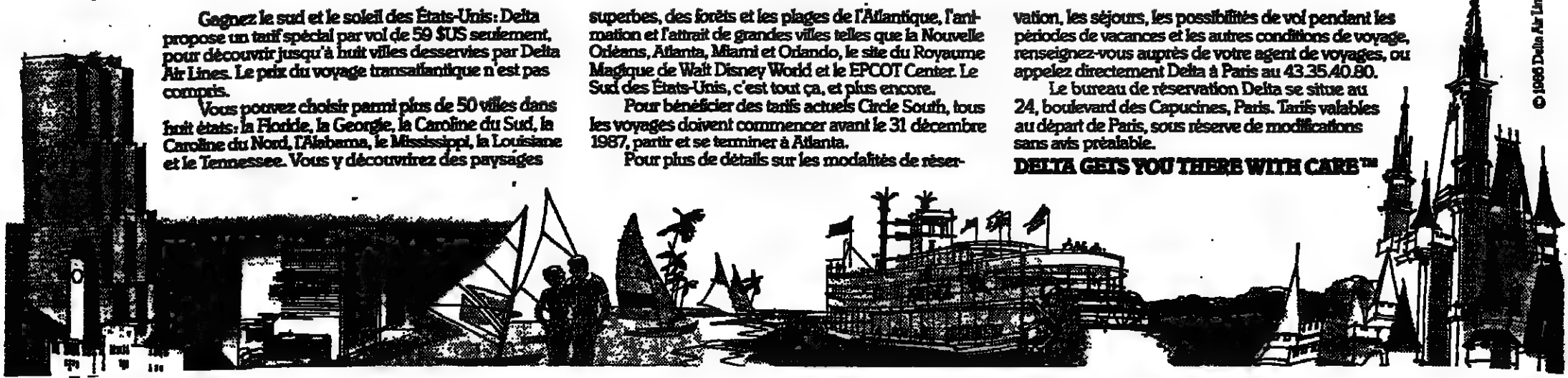
Pour bénéficier des tarifs actuels Circle South, tous les voyages doivent commencer avant le 31 décembre 1987, partir et se terminer à Atlanta.

Pour plus de détails sur les modalités de réser-

vation, les séjours, les possibilités de vol pendant les périodes de vacances et les autres conditions de voyage, renseignez-vous auprès de votre agent de voyages, ou appelez directement Delta à Paris au 43.35.40.80.

Le bureau de réservation Delta se situe au 24, boulevard des Capucines, Paris. Tarifs valables au départ de Paris, sous réserve de modifications sans avis préalable.

DELTA GETS YOU THERE WITH CARE™



Le Monde

EDUCATION

Le sous-développement des universités françaises

Le coût du redressement

La dégradation de l'enseignement supérieur français tient en quelques données simples sur lesquelles les économistes de l'éducation — et en particulier les chercheurs de l'IREDU (Institut de recherches sur l'économie de l'éducation) de l'université de Dijon — ont tenté, en vain, d'attirer l'attention depuis quelques années. La France est l'un des pays développés qui investit le moins dans l'enseignement supérieur : les dépenses publiques y représentent 0,4 % du produit intérieur brut, contre 0,6 % en RFA, 0,8 % en URSS, 1,13 % au Royaume-Uni, 1,17 % aux États-Unis, 1,75 % aux Pays-Bas. Le budget de l'éducation ayant augmenté moins vite, depuis vingt ans, que les effectifs, les dépenses par étudiant ont baissé de 32 500 F en 1964 à 20 000 F en 1976 et n'ont plus augmenté depuis lors. Ce chiffre met la France très loin en queue des pays industrialisés, au niveau de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal. La dépense publique par étudiant était en 1982 de 2 600 dollars pour la France, contre 3 300 en Suède, 5 900 aux États-Unis, 6 400 aux Pays-Bas, 11 600 au Royaume-Uni.

La faiblesse des moyens consacrés à l'université se manifeste notam-

Toutes les causes d'une nouvelle explosion étudiante demeurent. En particulier, le mécontentement devant la dégradation de l'enseignement supérieur. Y remédier suppose un considérable effort financier et une réorganisation en profondeur du premier cycle.

sous la pression des événements, une opération de ce type ne pourrait qu'avoir les mêmes effets désastreux.

A l'inverse, on mesure à présent les conséquences catastrophiques de la politique malhousienne menée depuis 1974. L'arrêt du recrutement a déformé de l'enseignement des étudiants de qualité et a contribué à scier l'université française. Le comité national d'évaluation a insisté sur la nécessité de maintenir un flux régulier de recrutement de l'ordre de 3 à 6 % par an. Rester en dessous de ce chiffre revient à tarir le renouvellement ; le dépasser, à abaisser le niveau de l'enseignement. Or on voit qu'à ce rythme il est impossible d'effectuer le saut quantitatif auquel notre pays est condamné s'il veut rattraper son

40 %), ce qui réduirait le nombre des échecs et améliorerait le rendement des études supérieures (2).

Le taux d'échec est en effet l'une des tares principales de l'université française, surtout dans le premier cycle, où il peut atteindre des scores de 60 % en lettres et davantage en sciences et en droit. Ce très faible rendement a des conséquences désastreuses sur le plan psychologique, et il ne faut pas s'étonner que les étudiants de premier cycle aient fourni le gros des troupes des manifestations de novembre. Mais il a aussi des implications financières importantes, les étudiants passant, du fait des échecs et des redoublements, beaucoup plus de temps qu'ils ne devraient à l'université (plus de cinq ans en moyenne, alors que la majorité d'entre eux n'obtien-

part, on peut se demander si l'université est à même de résoudre, à elle seule, un problème d'une telle complexité et pour lesquels les professeurs se sentent en général peu de vocation.

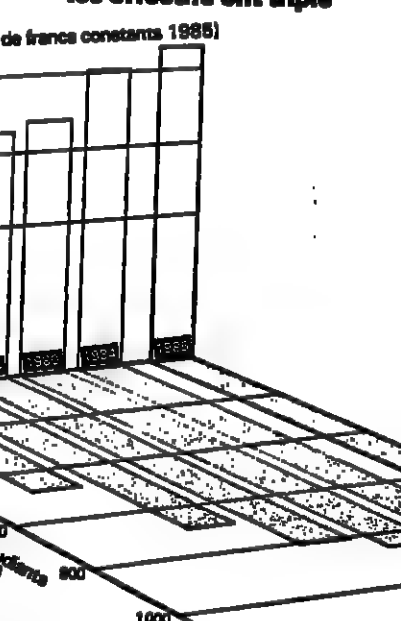
Le développement du premier cycle se heurte en effet à deux difficultés : pour permettre une réelle démocratisation, il convient qu'il soit largement décentralisé. Or il n'est pas envisageable de multiplier le nombre des universités, si l'on veut qu'elles conservent un niveau scientifique honorable. D'autre part, un grand nombre de bacheliers — notamment des séries technologiques — n'ont pas les bases suffisantes pour entreprendre directement, avec profit, des études de type universitaire. C'est pourquoi il serait sans doute préférable de concevoir d'autres formes d'établissements, mieux à même d'assurer la jonction entre le secondaire et le supérieur et donnant aux élèves soit une formation complémentaire « courte », professionnelle, soit une préparation aux études longues.

Bref, c'est tout un réseau dense et décentralisé d'établissements de premier cycle, où l'encadrement pourrait être assuré notamment par les professeurs agrégés des lycées, qui

Dépenses par étudiant : la France lanterne rouge.



En vingt ans, le budget a doublé les effectifs ont triplé



ment par un taux d'encadrement particulièrement faible : 1 enseignant pour 21 étudiants en France, contre 1 pour 16 aux États-Unis, 1 pour 11 au Japon, 1 pour 8,7 en RFA (1). Cette médiocre moyenne ne s'explique pas par un accroissement particulièrement important du nombre des étudiants, puisque le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur en France (28 % d'une classe d'âge) est nettement moins élevé qu'au Japon (37 %) ou aux États-Unis (42 %).

Doubler le budget

La conséquence de cette situation est claire : si la France veut simplement rattraper la moyenne des pays développés, elle doit consacrer un effort financier considérable et se fixer dès à présent comme objectif de doubler le budget de l'enseignement supérieur (actuellement de 21,7 milliards d'ici à l'an 2000). Un tel effort, qui nécessite un débat de fond devant l'opinion, suppose l'adoption d'une loi de programmation permettant d'assurer un équilibre des dépenses supplémentaires de l'ordre de 2 milliards au moins par an.

Cet objectif est d'autant plus nécessaire que tous les partis politiques semblent d'accord sur le principe d'une forte augmentation du nombre des bacheliers, et donc des étudiants. Perspective qui reste chimérique, si n'est pas mis en regard son financement — ce que jusqu'à présent les différents responsables se sont bien gardés de faire.

Or la réalisation d'un tel programme ne se heurte pas seulement à des obstacles budgétaires. S'il est relativement facile, pour peu qu'existe la volonté politique, de dégager les sommes nécessaires à la construction et à l'équipement des établissements, il n'en va pas de même pour le recrutement des enseignants. On sait les effets néfastes des embauches massives d'après 1968, qui ont permis de titulariser à vie des personnels d'une qualité souvent insuffisante. Recommencer,

retard — et a fortiori accroître les effectifs d'étudiants. C'est pourquoi d'autres mesures seront inévitables pour augmenter la productivité du corps enseignant, comme l'accroissement des charges d'enseignement pour les enseignants qui ne font pas de recherche (la moitié d'entre eux, selon le CNE), ou la participation des chercheurs à plein temps du CNRS (ils sont dix mille) à l'enseignement. Mesures difficiles à faire appliquer, mais indispensables si on veut tenir les engagements pris devant la nation.

L'extension — et donc la démocratisation — de l'enseignement supérieur soulève deux autres problèmes de fond, qui doivent aussi être débattus franchement : l'aide aux étudiants d'une part ; la sélection et le rendement des études d'autre part.

L'accès aux études supérieures est, en France, fortement inégalitaire. Plus de la moitié des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales font des études supérieures, alors que la proportion n'est que de 20 % pour les enfants d'ouvriers. Certes, le barrage pour ces derniers se situe surtout en amont, au niveau des études secondaires. Mais un accroissement de l'aide financière faciliterait le réajustement du recrutement social des étudiants.

Pour ou contre la sélection

Les aides comprennent les bourses, les aides indirectes (restauration et études, Sécurité sociale...) et les exonérations fiscales. Seules les premières ont un effet positif sur le renforcement de l'égalité des chances. Il conviendrait donc d'augmenter leur part relative (alors qu'elle a plutôt tendance à diminuer).

Un renforcement des aides aux étudiants inciterait davantage de jeunes à poursuivre des études supérieures. Mais son principal avantage serait de limiter le nombre de ceux qui sont contraints de travailler pour financer leurs études (près de

ment pas un diplôme correspondant à cette durée d'études).

Nombre de spécialistes estiment que la seule façon d'éviter cette élimination massive est d'instituer une sélection à l'entrée des universités. Et il est certain que les universités qui — comme celle de Dauphine — ont adopté ouvertement cette solution ont pratiquement éliminé les échecs au cours du premier cycle.

Mais, outre la difficulté qu'il y aurait à faire accepter une sélection généralisée, comme l'a encore montré la révolte de novembre, une telle politique serait en contradiction avec l'objectif affiché d'accroître les effectifs d'étudiants. Même si les experts ne sont pas d'accord sur ce point, on peut penser, avec François Orivel, que la généralisation de la sélection aurait pour première conséquence de remettre sur le marché du travail un nombre relativement important de jeunes — et donc d'augmenter celui des chômeurs. Dès lors, écrit-il, « les conséquences sociales pourraient bien être pires que le mal supposé être résolu par l'introduction de la sélection » (3).

Cette remarque met l'accent sur la nécessité de considérer le problème de l'enseignement dans une perspective globale, notamment en mettant en relation son coût avec celui — moral et financier — du chômage, et en se souvenant qu'un chômeur coûte plus cher à l'État qu'un étudiant.

Si la généralisation de la sélection paraît exclue, pour des raisons à la fois politiques et sociales, il reste à aménager le premier cycle pour qu'il puisse accueillir tous les bacheliers avec des chances raisonnables de succès. La politique de rénovation entreprise par M. Savary était un premier pas pour améliorer son efficacité. S'il est encore trop tôt pour en mesurer précisément les effets, ces derniers sont cependant déjà sensibles dans les établissements qui ont accepté de jouer le jeu. Cette initiative se heurte toutefois à certaines limites. D'une part, les moyens qui lui ont été consentis demeurent insuffisants. D'autre

devrait être mis en place pour accueillir la masse des bacheliers et décharger en partie les universités d'une tâche qu'elles ne sont pas toujours capables d'assurer convenablement.

Cette diversification permettrait notamment aux universités qui le souhaiteraient d'organiser des premiers cycles de haut niveau, accueillant les bacheliers susceptibles de suivre un enseignement spécialisé et exigeant — et permettant aux universités de soutenir la concurrence avec les classes préparatoires qui « aspirent » les meilleurs éléments.

Investissement, développement, diversification, amélioration de la qualité de l'enseignement : ce sont les volets d'une même politique. Si le mouvement des étudiants pouvait servir à ce qu'elle soit enfin débattue et mise en œuvre, ce serait pour eux une bien plus grande victoire que d'avoir eu la peau de la loi Devaquet.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Ces chiffres nous ont été communiqués par l'IREDU, université de Dijon. BP 138, 21004 Dijon Cedex.

(2) Dans *De l'inefficacité du système supérieur français d'enseignement supérieur*, CRESDOC-IREDU, 1980.

(3) Voir à ce sujet *L'économie de l'enseignement supérieur*, de Benoît Millot et François Orivel. Ed. Cujas, 1980.

● La protestation d'un enseignant. — Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie, ne se résigne pas à avoir été radié de l'éducation nationale en 1984 pour avoir écrit des slogans antimitralistes sur un tableau d'affichage de son lycée (le Monde du 8 juillet 1986). Depuis le lundi 5 janvier, il occupe, aux heures de bureau, le hall d'une annexe du ministère de l'éducation nationale, rue de Châteaudun, à Paris. S'estimant victime d'un « acte de gangstérisme politique de la gauche », il demande à la droite « de ne pas l'assommer ».

CONGRÈS

Fièvre langagière à New-York

PLUS de dix mille professionnels de l'éducation en langues et lettres ont participé au congrès de la Modern Language Association of America, qui s'est tenu cette année du 27 au 30 décembre 1986, dans les cinquante étages des hôtels Sheraton et Marriott Marquis de New-York. Trois jours de fièvre et de bouillonnement où, à côté des conférences et d'une bourse aux postes universitaires, se tient un salon du livre et un forum des délégués de la grande administration privée qu'est le M.L.A.

Au pays du libéralisme, cette société savante, association à but non lucratif, regroupe des fonctions qui, en France, se répartissent entre le ministère chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, l'inspection générale des lettres, le Centre national de documentation pédagogique et bon nombre de sociétés savantes à vocation littéraire.

Son nouveau siège, 10, rue Astor Place, dans le Village, abrite quatre-vingt-cinq employés et des ordinateurs dont les unités centrales gèrent, en plus, dix-sept autres organisations. Une bibliographie littéraire internationale actuellement de neuf cent quatre-vingt mille articles, accessible de partout sur terminaux pour 55 dollars l'heure, y est élaborée et imprimée par les publications de la M.L.A. ; leur catalogue offre une vaste gamme de titres : pédagogie de l'anglais, des langues vivantes, des littératures, critique littéraire, guides d'études et de carrières, éducation permanente. Cette direction est particulièrement encouragée par la nouvelle secrétaire générale, Phyllis Franklin, élue en juillet 1986. Après cent trois ans d'existence, l'association fondée par un groupe de professeurs de l'un-

versité Johns-Hopkins à Baltimore rassemble aujourd'hui vingt-six mille membres et compte parmi ses cent quinze membres d'honneur vingt-quatre français, dont deux académiciens : Eugène Ionesco et Marguerite Yourcenar.

Ce congrès annuel donne une bonne idée de la réalité universitaire américaine. Quelques deux mille trois cents orateurs interviennent dans les sept cents conférences, où l'on passe de Dracula au folklore médiéval espagnol, de Godel ou Zizek à Derrida ou Jabès, de Proust, Céline ou Gide à la stylistique informelle ou à l'impact de la phobie homosexuelle sur les carrières universitaires...

Au Marriott, les études anglaises ; au Sheraton, les études étrangères. Entre les deux, les couloirs où l'on échange les dernières informations. Certains chefs de département reçoivent d'heure en heure les candidats présélectionnés pour les postes à pourvoir en 1987 et 1988. La *job list* complète chaque jour la liste officielle publiée à l'automne... Deux cent soixante-quatre exposants présentent les publications des Presses des universités et des éditeurs étrangers. Et, le soir, on peut participer à une dînette de cocktails. Chez Seriff's, le restaurant des vacataires, on lance *French in Action* : méthode nouvelle d'enseignement du français, bain-videé dans la vie quotidienne de l'Hexagone...

L'an prochain, le M.L.A. ira à San-Francisco et, en 1989, à la Nouvelle-Orléans, avant de revenir, comme le veut la tradition, à New-York dans les trois ans.

ANNE BORREL.

★ Modern Language Association, 10, Astor Place, New-York, N.Y. 10003. Première adhésion : 25 dollars. Publication : six numéros par an.

La FEN envisage une action nationale

Le monde enseignant est à son tour touché par le mécontentement social. Le SNES (FEN), principal syndicat du secondaire, a appelé les enseignants des collèges et lycées à manifester leur solidarité financière aux cheminots en grève et à « donner leur avis sur les modalités de l'action nationale » dont le principe avait été retenu dès la mi-décembre.

Pour le SNES (dont la direction est majoritairement proche du PCF), il s'agit de protester contre les suppressions de postes dans les collèges et l'insuffisance des dotations horaires dans les lycées à la

reentrée 1987. La forme que revêtira cette action n'est pas encore fixée, mais la FEN pourrait décider, lors de son conseil général du 15 janvier, d'en centraliser l'organisation.

Sans attendre, le Syndicat national des collèges (SNC, autonome) appelle à un arrêt de travail d'une heure, jeudi 8 janvier en fin de matinée, pour protester contre les deux mille suppressions de postes prévues dans les collèges. Cette grève est, selon le SNC, « une première étape d'une action qui doit se poursuivre ».

L'Éducation

DEUX DOSSIERS

UNIVERSITÉ : LE SÉISME

ENFANTS : L'APRÈS-DIVORCE

NUMÉRO DE JANVIER 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Nola Darling », un film de Spike Lee

Douée pour le plaisir

NOLA DARLING — Tracy Camilla Johns — a trois amants, qui, ensemble, lui donnent toute satisfaction : un mariant meublé, un mariant à lunettes, Spike Lee, un beau Narcisse musclé et bon, John Canada Terrell, un monogame d'allure sage, Redmond Hicks, qui pourrait être un petit frère de Beaufort. Nola Darling, de Spike Lee, est un film exclusivement noir qui se passe dans la communauté noire de New-York, ni misérable ni riche : branchée. Les personnages ne sont ni fils, ni dealers, ni révolutionnaires. Ils sont new-yorkais avant tout : des yupies. Et, à en croire le film, ils n'éprouvent pas le besoin de se mêler aux Blancs.

L'histoire — mais c'est à peine s'il y en a une — est celle de Nola et de sa difficulté d'être. Il ne s'agit pas d'angoisses existentielles. Seulement de la jalousie masculine. Un macho reste un macho quelle que soit sa couleur. Les hommes de Nola lui font la vie parfois pénible. Et quand elle

essaie de leur montrer qu'elle a besoin de tous les trois pour son bonheur, c'est le désastre. Du coup, elle, si douée pour le plaisir, commence à se faire ronger par la culpabilité. Et comme elle est tout, sauf cérébrale, elle craque. Il lui faudra connaître à son tour les affres de la jalousie pour se rééquilibrer.

Une toute petite histoire, une intrigue bouillonnante, qui vaut par la forme d'un récit désinvolte et tendrement cynique tout en étant d'œil — introuvable de faux interviews, d'un peu de danse, avec beaucoup de musique. La musique donne le ton, le rythme balancé, sec, tout à la fois acrobate et léger. Titre original, *She's gotta have it* : « elle en veut ».

Trois ans après le triomphe de Susan Seidelman avec *Recherche Susan* désespérément, Spike Lee renouvelle le miracle et il n'a même pas besoin de Madonna...

COLETTE GODARD.

« Une seule mule pour quarante arpents »

« *U* cinéma, dit Spike Lee, la vie des Noirs n'est jamais montrée sous son aspect dynamique. Je ne voulais pas un film sur des Noirs qui mangent de la viande enragée dans un immeuble en ruine du ghetto, ça a déjà été fait, merci. Il est temps de parler d'autre chose ».

D'abord, il voulait tourner l'histoire d'un cycliste de Brooklyn et de sa famille. Mais le projet coûtait trop cher, il a dû l'abandonner. Il a monté à toute allure une production pour quatre personnages, trois lieux, une équipe réduite, avec douze jours de tournage, plus un week-end à Brooklyn. Et avec, au démarrage, la somme de 20 000 dollars, à peine la note de téléphone d'une semaine sur un petit budget hollywoodien. Le film est en 16 millimètres noir et blanc, gonflé en 35.

Sélectionné par la Quinzaine des réalisateurs au dernier Festival de Cannes, l'enchanté, fait rire un public quasiment une fois, obtient le prix de la Jeunesse.

Sorti en août à New-York, il a déjà rapporté plus de 10 millions de dollars (avec un budget total de 175 000 dollars) et ne semble pas près de quitter l'affiche. Pour ne pas oublier ses difficultés, Spike Lee a appelé sa maison de production Une seule mule pour quarante arpents.

A l'écran, Spike Lee parle comme une mitrailleuse : dans la vie, il est plus calme, mais aussi sarcastique. « Spike » (épine) est le surnom que lui donnait sa mère. Il est né à Atlanta, a été élevé à Brooklyn, et y habite encore. Il a deux films à son actif : *Sarah*, en 1980, alors qu'il était en deuxième année d'université à New-York, et *Joe's Bed-Stuy Barbershop*, en 1982. « Parce que, dit-il, le salon de coiffure est, après l'église, le point de ralliement le plus important de la communauté noire ».

Le générique de *Nola Darling* indique « A Spike Lee joint ». En argot new-yorkais, un « joint » est un coin où on se sent bien : un

café, un MacDonald, une pizzeria...

Spike Lee étant à ce point new-yorkais de Brooklyn, on n'a pas tardé à le comparer à Woody Allen, et même à le qualifier de Woody Black. Mais le rapprochement ne lui plaît pas : « Notre seul point commun est notre faculté d'observation ». Il répliquait instant : « Et il y a autant de Blacks dans ses films que de Blancs dans les miens ».

« On ne voit pratiquement jamais de Noirs embrasser au cinéma. Pourquoi ? Parce que la plupart des scénarios sont écrits par des Blancs qui ont du mal à se confronter à la sexualité des Blacks », ajoute-t-il. Lui-même a procédé à un discret sondage sur la sexualité des femmes noires. Les réponses ont été trop différentes. Alors, il s'est senti libéré : sa Nola ne parlait pas au nom de ses sœurs.

Un film « all black » est un objet dangereux à manier pour l'industrie du cinéma. Dès le début, Spike Lee s'est montré clair : « J'ai dit à tous les distributeurs que je rencontrais : je ne veux pas être un alibi. Je veux être traité comme n'importe quel cinéaste indépendant. Je ne veux pas que mon film soit ciblé sur les salles de quartiers exclusivement black ».

Exception faite de quelques titres comme *Dans la chaleur de la nuit* ou *Souther*, Spike Lee est très critique sur la manière dont Hollywood traite les Noirs, très critique en particulier sur *Color Purple*, le roman et le film : « Spielberg a été élevé au lait de Walt Disney, il ne voit le monde



Spike Lee

que comme ça, et a gonflé le côté féroce qu'il a au moins le roman. Il en a donné une interprétation erronée, mais c'est le seul film hollywoodien à avoir parlé des Noirs cette année ».

« *Streisand fait Yentl*, tout ce que fait Woody Allen relève de la culture juive, Martin Scorsese emporte partout avec lui sa Little Italy. Pourquoi eux et pas nous ? Y en a marre de se voir définis par des Blancs ! Mais c'est notre faute, nous avons avalé sans discuter l'idée qu'à moins de 5 millions de dollars il n'y a pas de vrai film. L'espère que le cas de Nola Darling va faciliter les choses pour moi et pour d'autres. A mon avis, si on veut être universel, il faut être spécifique. Le Voleur de bicyclette est l'histoire d'un Italien au lendemain de la guerre, tellement italien, tellement universel. Mais pour Hollywood, l'universel, ça consiste à mettre dans un même verre un Asiatique, un Blanc, un Black, un Portoricain, un juif, un Indien... »

School Daze, le prochain film de Spike Lee, a pour cadre un collège black à Atlanta. Celui-là même où il a fait ses études. Il aborde le rapport direct entre la classe sociale et la couleur. Les étudiants riches ont la peau claire, les cheveux longs et lisses. Les autres, les moins cool, viennent du Sud, sont très noirs, ont les cheveux crépus et, le plus souvent, sont les premiers dans leur famille à pouvoir aller à l'université.

Budget-Byzance : 4 millions de dollars. Style : comédie musicale. « Mais, promet Spike Lee, ça va barder ».

HENRI BEHAR.

Retour de Lully

Le coquin de la Petite Bande

L'Opéra célèbre le tricentenaire de Lully. Compositeur trop lointain, mal connu, diablement vivant, qui fut le dictateur de la musique.

L'OPÉRA de Paris (salle Favart) donnera, à partir du 16 janvier, douze représentations d'*Ayts* de Lully. C'est bien le moins que pouvait faire notre Académie nationale de musique à l'égard de celui qui fut, sinon son fondateur, du moins son véritable créateur, et le créateur de l'opéra français.

Sera-ce l'occasion de trancher, trois cents ans après sa mort, un procès toujours resté en suspens, celui d'une musique que l'on croit pompeuse et glacée, mais dont Mme de Sévigné écrivait : « On joue jeudi l'opéra (Alceste) qui est un prodige de beauté : il y a déjà des endroits de la musique qui ont mérité mes larmes : je ne suis pas seule à ne les pouvoir contenir, l'âme de Mme de La Fayette en est alarmée ».

Mais il faut d'abord faire un bref retour en arrière, car la connaissance avec ce musicien lointain, trop emperuré, diablement vivant, est si vite partie, qu'il faut pendant vingt-cinq ans le dicter ou, disons plutôt, le monarque absolu de la musique à Paris.

On ne sait presque rien de son enfance, sinon qu'il est né à Florence le 29 novembre 1632, fils d'un gentilhomme, comme il le proclamait lors de son mariage sans en donner la preuve, ou plus probablement d'un menuisier. En 1646, Roger de Lorraine ramena à sa cousine, Mlle de Montpensier, cet « adolescent d'une quinzaine d'années, au teint brûlé, quère jol, mais pétillant d'esprit », pour lui apprendre l'italien.

Six ans plus tard, le garçon, déjà fort opportuniste, quitte sa protectrice, trop compromise dans la Fronde, et entre chez les danseurs de la cour, où il devient très vite le partenaire du jeune Louis XIV. Il danse à ravir, mais il joue aussi « divinement » du violon, et le roi l'autorise à fonder les Petits Violons, la Petite Bande, qui s'oppose aux vingt-quatre violons, la Grande Bande de la chapelle royale.

Il compose aussi d'instinct des danses et des airs (tout en travaillant l'écriture avec trois organistes), et bientôt c'est à lui seul que le roi demande d'écrire la

musique de ses ballets, pas moins de seize entre 1653 et 1671, sans compter les « entrées » ajoutées aux opéras de Cavalli, dont le fameux *Ercole amante*, qui marque, avec la disparition de Mazarin, l'écroulement de l'influence italienne.

Il est bien que le vent tourne : en 1661, l'année même de la mort de Mazarin, il demande la nationalité française. Louis XIV le nomme surintendant de la musique et signe l'année suivante, avec les reines Anne d'Autriche et Marie-Thérèse, comme témoin au mariage de Lully : celui-ci — est-ce encore opportunisme ? — épouse la fille de Michel Lambert, fameux compositeur des « airs de cour » qui vont grandement influencer le nouveau répertoire français... de Lully : Madeleine lui donnera six enfants.

« Notre bien-aimé Jean-Baptiste »

Si les ambitions du Florentin se déchaînaient, il faut bien voir aussi que c'est une nouvelle ère qui commence en France, et l'avènement d'une « bande de copains », livres de jeunesse, de talent et de pouvoir : Louis XIV a vingt-trois ans, Lully vingt-sept, Boileau vingt-cinq, Racine vingt-deux, et les aînés, Molière trente-neuf et La Fontaine quarante ans seulement. Tous collaboreront, ce qui ne les empêchera pas de se déchirer, La Fontaine et Boileau, par dépit, devenant des adversaires de Lully (ainsi Boileau, dans la fameuse *Satire X*, parlera de « tous ces lieux communs de morale lubrique/Que Lully réchauffa du son de sa musique »).

En attendant, c'est avec Molière que Lully travaille d'arrache-pied pour des comédies-ballets et des pastorales qui ouvrent la voie à l'opéra : *Le Mariage forcé*, *L'Amour médecin*, *Monsieur de Pourceaugnac*, *Le Bourgeois gentilhomme*, et avec le vieux Corneille, en 1671, pour *Pryché*, joué lors de l'inauguration des remparts de Dunkerque par un orchestre monstrueux, couronné par « quatre-vingts canons qui tonnèrent sur la dernière note ». Lully, précurseur de Berlioz !

Pourtant, il a failli rater le train de l'opéra : en 1669, Cambert et Perrin ont obtenu en catimini l'autorisation de créer une Académie royale de musique et font

représenter en 1671 au Jeu de paume de la Bouffelle (actuellement rue Jacques-Callot, sur la rive gauche) une *Pomone* de Cambert qui remporte un grand succès.

Furieux, Lully n'a de cesse qu'il n'ait racheté le privilège (que Perrin, mis en prison pour dettes, est ravi de lui céder) et, malgré l'opposition des musiciens de la cour, en reçoit confirmation du roi. Celui-ci, écrit Perrault, « craignant que de dépit Lully ne quittât tout, dit à Colbert qu'il ne pouvait se passer de cet homme-là dans ses divertissements et qu'il fallait lui accorder tout ce qu'il demandait ».

Désormais « notre très cher et bien-aimé Jean-Baptiste » règne sans partage. Personne d'autre n'a le droit de composer des opéras, et les autres théâtres ne peuvent utiliser plus de six voix ni plus de douze instruments. *Cadmus et Hermione*, premier véritable opéra français, triomphe en 1673 et, Molière étant mort opportunément, le roi offre gratuitement à Lully le théâtre du Palais-Royal (d'où il chasse la troupe de l'autre Jean-Baptiste...).

Pendant quatorze ans, malgré les cabales, médisances, calomnies et pamphlets qui s'accumulent (la vie débauchée et l'affairisme de Lully ne s'y prêtent que trop), les chefs-d'œuvre du nouveau style, sur les livrets de son alter ego, Philippe Quinault, s'accumulent : *Alceste*, *Thésée*, *Ayts*, *Iris*, *Bellerophon*, *Proserpine*, *Persée*, *Phaéton*, *Amadis*, *Roland*, *Armide*.

Mais, alors qu'il n'a que cinquante-quatre ans, un jour où Lully dirige son *Te Deum* pour la guérison du roi, en battant la mesure sur le sol — avec beaucoup d'impatience —, sa canne frappe son pied : très vite la gangrène s'y met et il meurt le 22 mars 1687 ; on l'enterre en grande pompe dans « l'église des Petits-Pères » (Notre-Dame des Victoires).

Rien donc de moins compassé et gourmé que cette vie d'un « coquin ténébreux » (Boileau), qui fut aussi un prodigieux animateur, imprésario, chef d'orchestre, danseur, violoniste en même temps qu'un rapace de haut vol... (il laissa à sa mort une fortune colossale). Il était bien l'homme que pouvait souhaiter Louis XIV : « qui avait horreur du médiocre et des médiocres ».

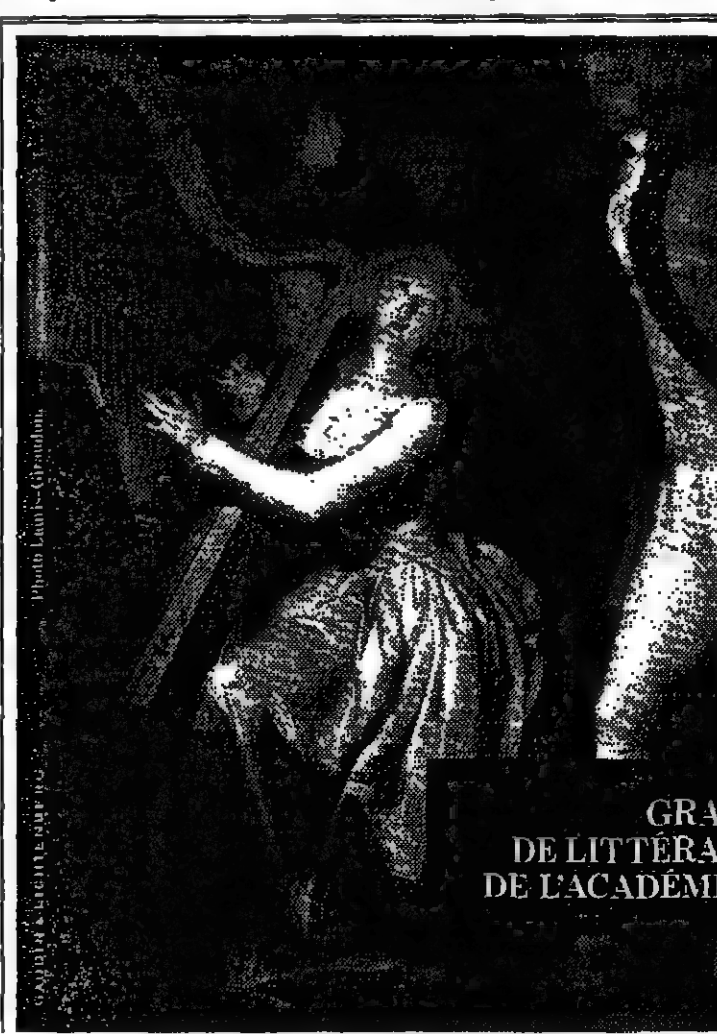
Est-ce à dire, comme l'écrivait méchamment La Fontaine, que le

triumphé de ses opéras ne tint qu'à la faveur du roi ? Aurait-il en ce cas tenu l'affiche pendant près d'un siècle, en gros jusqu'à la Révolution ? Et trop de témoignages (Bossuet, Racine, Fénelon, Vauvenargues, etc., que cite Eugène Borrel) affirment le pouvoir de cette musique sur les cœurs.

Souhaitons qu'il en soit de même avec cet *Ayts*, l'opéra du roy — comme on disait à l'époque, dont Mme de Sévigné, toujours, écrivait : « Il y a des endroits d'une extrême beauté ; il y a un sommeil et des songes dont l'invention surprend ; la symphonie est toute de basses et de sons si assoupissants qu'on admire Baptiste sur de nouveaux frais ».

JACQUES LONCHAMPT.

* Nous nous sommes largement inspirés de l'excellent petit livre d'Eugène Borrel (Éditions La Colombe, 1949), dernière biographie importante de Lully en français, en attendant celle de Philippe Beaumant, annoncée depuis longtemps.



Jean Mongrédien
LA MUSIQUE
EN
FRANCE
des Lumières
au Romantisme.
1789-1830

Collection Harmoniques dirigée par J.M. Nectoux.

GRAND PRIX
DE LITTÉRATURE MUSICALE
DE L'ACADEMIE CHARLES CROS.

Flammarion

PHOTO

William Klein au palais de Tokyo

Figure imposée



Rue Soufflot, 27 novembre 1986.

CONCENTRÉ de chair et d'émotion, mêlant le détail et l'accumulation, des Moscovites en 1961 défilant par Roland Barthes aux Parisiens lors de l'immense funérailles à Coluche, la foule a toujours été présente dans l'œuvre prolifique et percutante de William Klein. On pouvait donc s'attendre que, avec la complicité de Robert Delpeire, comme il le fit à Beaubourg en 1983, ce créateur multimédias (Grand prix national de la photographie 1986) mette un jour cette idée fixe en espace.

Photomaton ambulante qui considère la photo comme un art brut, utilise l'appareil comme une arme et traite la banalité comme un scoop, Klein, dans sa passion de « voir tout

d'un coup en superposant tous les plans », n'a cessé dans la rue d'opérer à l'intérieur des visages. Sans rempart, alternant distance et implication, tassant le cadre pour mieux fixer le chaos, c'est dans la foule où l'œil organise la pagaille que s'exprime à plein la complexité de sa vision. Las, malgré le travail d'orfèvre du tireur Georges Fèvre, ce qui était embryonnaire et neuf voici deux ans chez Zabriskie tourne au procédé dans la rotonde du palais de Tokyo.

Sans cadre, bord à bord, canalisés, trop également (re) cadrés en plan américain, sur de très grands formats (1,50 m x 1 m), l'image moutonnaire, en apparence identique

mais incomparable, de la foule, dans l'exaltation ou les pleurs, à Longchamp ou dans les coulisses de la mode, serpente, s'étale et se déploie en une monumentale fresque murale de plus de 100 mètres, tel un rouleau de film, une bande dessinée ou une longiligne planche-contact défilée en séquences. Nié par l'accumulation, dilaté au point où le grain devient perceptible, presque abstrait à force d'expressivité, de la visite de Jean-Paul II aux récentes manifestations estudiantines, le visage am- uniforme de la foule perd son identité et devient anonyme en étant spectaculairement réduit à une seule et même figure imposée.

Virant au tic, à la systématique, happé sans urgence par un novateur céleste par son refus de donner une vision univoque de la réalité, ce défilé tapageur et indistinct, tapissé sur une cinéaste unique où il est tiré en longueur, loin de traduire un phénomène de société, marque le pas, plétine, et, réintégrant l'ornière formelle et géométrique du reportage d'où le pape de l'antiphotisme dans les années 50 l'avait retiré, finit logiquement par se mordre la queue.

PATRICK ROEGERS.

* William Klein, « Les communs des mortels », présenté par le Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'au 2 mars.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre la dimanche (42-77-12-33).

ABECEDAIRES. Galerie de la BPL. Jusqu'au 19 janvier.

JAPON DES AVANT-GARDES 1916-1970. Architecture, design, arts appliqués, arts de graphisme et de l'édition. Grande galerie, 5^e étage. Jusqu'au 2 mars.

LES ARTS DE LA TABLE. CCL. Espaces des Brèves. Jusqu'au 19 janvier.

LES MACHINES SENTIMENTALES. Sculptures en bois. Galerie d'illustration de l'atelier des artistes. Rue de Châteauneuf. Entrée rue Beaubourg. Jusqu'au 12 janvier.

RIDEAU DE SCÈNE DU BALLET. Photographie, rétrospective (1917). Forum. Jusqu'au 28 janvier.

Musées

ESTIÈVE. Grand Palais. Galerie nationale. Jusqu'au 22 janvier.

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIECLE DES LUMIERES. Galerie nationale des Beaux-Arts. Jusqu'au 9 février.

LE TROISIEME CIEL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais. Avenue Winston-Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

MINIATURE DES ENTREPRISES DE LA DECORATION. Du 8 au 13 janvier.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grande galerie républicaine à Paris. Petit Palais. Avenue Winston-Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Thonet ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stars et Monstres Sacrés ; l'Art d'une sculpture de Maillol. Musée d'Orsay, 1, rue de la Boétie (42-46-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le samedi, nocturne jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

HOMMAGE A ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles du pavillon de Flore (entrée porte Jaquier) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h.

Entrée : 20 F. (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1920-1986. LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HISTOIRE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi 15 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

SHREDDO BEAUTE ET PUBLICITES 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

PARIS-TOKYO-LEGAN. Hommage à Joseph Beuys (1886-1941). Musée Grévin, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 15. Jusqu'au 2 mars.

DESSEINS DE BODIN. À l'occasion de la présentation du troisième volume de

l'inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINET (1861-1946). Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27).

RETROSPECTIVE GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 30 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COTE FEMMES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Entrée 16 F. Jusqu'au 15 février.

L'ART ARMENIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée arménien. Fondation Norhain Fringhian, 39, avenue Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 mars.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition de centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. DALE CHIHULY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

JEAN-MARC ZAROSSE. Jusqu'au 26 janvier. DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, TJ, sauf le mardi de 9 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur Toulousain. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au

ARCHITECTURE

Le chantier du Grand Louvre

Nouvelles du front

Présentant ses vœux à la presse, M. François Léotard a réaffirmé sa volonté de voir se réaliser dans les délais prévus l'opération du Grand Louvre. Effectivement, les travaux vont bon train. Mais le ministre des finances est toujours dans ses murs.

ENTRE les deux guichets du Louvre, un belvédère improvisé permet aux curieux de jeter un œil sur la cour Napoléon : un entonnoir énorme peuplé de machines vrombissantes, surplombé de grues, encombré de camions patinant dans la boue. Une armée, casquée de plastique multicolore et drapée de cirés, s'affaire au milieu de cette bruyante termitière qui laisse apparaître les différents niveaux de ses rayons.

Derrière l'arc de triomphe du Carrousel, on creuse encore et le béton se répand à la tonne. Voies d'accès, parking et laboratoires s'entrentrent. Les rares espaces qui ne sont pas fouillés, retournés sont couverts de bâtiments de fortune : aires de repos pour les ouvriers, ateliers de menuiserie, centrale à béton. Les deux grands bras du palais, tendus vers le couchant, embrassent aujourd'hui une vie bouillonnante : sept cents personnes grouillent dans une boue tenace. Bientôt, elles seront mille cinq cents.

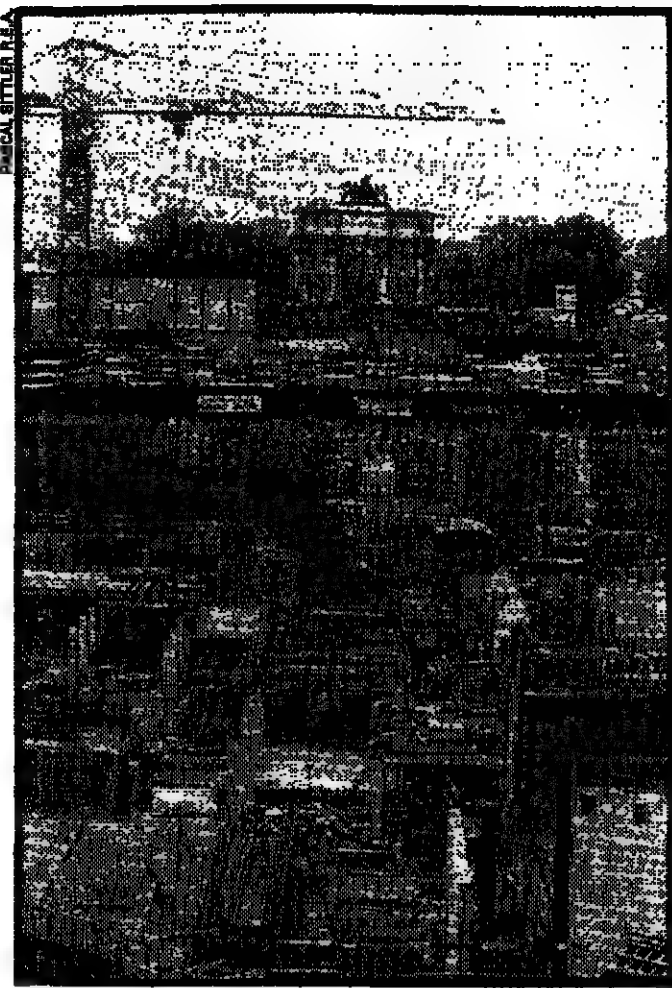
Chaque jour, la physionomie du chantier se modifie, parfois pendant la nuit, quand les travaux deviennent trop gênants pour l'oreille des fonctionnaires du ministère des finances dont les

fenêtres s'ouvrent justement sur cette tour de Babel à l'envers. Car ils sont encore là. Ils auraient dû partir le 1^{er} janvier. Mais ils sont restés. « Ils », ce sont les mille cinq cents fonctionnaires, crème de l'administration des finances, tous concentrés à l'angle le plus bruyant du chantier. C'est là que se trouvent les salons rouge et or du duc de Morny, la salle à manger d'apparat et les antichambres des grandes directions du ministère : Inspection, Trésor et budget. Sous cette avancée, à l'angle de la porte de Rohan, on est en train d'installer le poste central du service de sécurité.

Plus à l'est, rue de Rivoli, on fore un nouveau trou où doit se nicher un local technique, relais des « fluides énergétiques » — chauffage, électricité — qui arrivent tout droit de la centrale des Halles. Sous le bureau même du ministre, le passage Richelieu entre lui aussi en ébullition. Après son réaménagement, il permettra l'accès direct de la place du Palais-Royal à la cour Napoléon.

La pyramide de Pei

Ici doit s'élever la pyramide de verre qui fit verser tant d'encre et ne fait plus couler que du béton. M. Pei, l'architecte, est particulièrement pointilleux sur la qualité de ce matériau, fabriqué sur place et distribué, comme l'eau chaude, grâce à un circuit complexe de canalisations qui courent à travers tout le chantier. Les cinq poutres métalliques, base de la pyramide, d'un calibre impressionnant et longues chacune de 45 mètres, reposent sur de puissantes piles qui descendent jusqu'au fond de l'excavation, à 9 mètres au-dessous du sol. A ce



niveau, la carcasse des locaux techniques est presque achevée. La voie circulaire, 4 mètres sur 4 mètres, reliée au parking et qui fait le tour du palais, est en place. Elle permettra d'acheminer, grâce à des chariots électriques, n'importe quelle œuvre d'un point à un autre du musée.

Au-dessus, le futur hall d'accueil est pour l'instant hérisé de tringles de fer qui sortent d'un labyrinthe inextricable. Il est difficile de reconnaître dans cet enchevêtrement de poutrelles, ce dédale de grillages, cette forêt de coffrages, la place — 1 000 mètres carrés — qui sera attribuée aux expositions temporaires et celle dévolue aux nouvelles acquisitions ou aux dessins du Cabinet des estampes.

On distingue pourtant le tracé de l'auditorium de quatre cent cinquante places : un carré inscrit dans un autre carré. Le futur restaurant est encore informe, mais l'emplacement des escalators se devine. Ils amèneront les visiteurs

vers les différentes entrées du bâtiment. Sur le pourtour s'accrochent les mezzanines. Grâce à l'une d'entre elles, on sera de plain-pied avec la crypte médiévale, achevée depuis le début de l'été dernier. La communication a nécessité la reprise en sous-œuvre des fondations du vieux Louvre d'Henri II, juchées à cet endroit sur de véritables prothèses de béton.

Au passage, on aménage une ancienne cave édifiée par Saint Louis. Les chapiteaux ont été remontés sur leurs massives colonnes. La clé de voûte replacée au plafond. Un pilier central repoint l'arcade des retombées des voûtes ogives. Les archéologues et les architectes des monuments historiques se disputent pour savoir s'il faut restituer complètement les arcs disparus. La salle servira, sans doute, à présenter l'histoire du vieux Louvre et les vestiges archéologiques exhumés de la cour Carrée, lors des fouilles.

A l'opposé, vers l'ouest, on sentaine les travaux préliminaires de la galerie marchande. Elle conduira jusqu'au parking. Sur deux étages, ce dernier pourra accueillir 80 cars et 600 voitures. On y accèdera par l'avenue du Général-Lemonnier, enterrée. Ce qui permettra de développer en surface une solution continue de jardins, de la place du Carrousel à celle de la Concorde. Au pied du pavillon de Flore, on enfouit le futur laboratoire du musée, un prototype mondial (voir encadré). Près du belvédère, on remarque des panneaux de verre de formes diverses. L'un d'entre eux, particulièrement trans lucide, a été choisi pour revêtir la pyramide. C'est une sorte de « verre à lunette » dont la fabrication, semi-industrielle rend indispensable un ponçage final manuel.

« Un beau chantier, grand comme une ville », Emile Biasini, président de l'Etablissement public du Grand Louvre, le regarde avec émotion. On sent pourtant chez cet homme monolithique, déterminé, optimiste à tous crins, comme une fêlure. La crainte — encore ténue — de voir son beau rêve s'enliser dans la lutte sournoise qu'il mène depuis de longs mois avec le ministère des finances (voir le Monde du 15 octobre 1986).

Pour la énième fois, il vérifie l'excellence de son raisonnement : « Le travail que nous avons entrepris n'a de sens que si le musée peut récupérer l'aire nord du palais, aujourd'hui occupée par l'administration des finances. On ne dépense pas des millions pour plaquer une entrée futuriste sur un bâtiment vieillissant, un boyau de près de 1 kilomètre de long. La pyramide de Pei marquera la centre d'un musée nouveau, compact, dont les surfaces d'expositions couvriront 55 000 m², sans parler des halls d'accueil, des restaurants, des salles d'expositions temporaires, des réserves et des laboratoires indispensables à la vie de ce qui doit être le plus beau musée du monde. Devant l'opinion nationale et internationale, M. Balladur ne peut pas être le responsable du blocage d'une telle opération. Je ne peux pas le croire ».

Certes. Mais le ministre des finances, dont l'hostilité au projet est connue, ne l'a accepté que du bout des lèvres. Et c'est lui qui détiend les cordons de la bourse. La première tranche des travaux sera achevée en 1988. Mais ensuite, il faudra 2 milliards et

de 3 milliards de francs pour achever l'indispensable réaménagement du vieux palais. Et les choses peuvent traîner. Les études, d'abord, qui doivent déterminer le programme de la deuxième tranche des travaux.

Sous prétexte d'économies (illusoire), on peut l'écarter en longueur. M. Biasini en est conscient. Il se console en rappelant que « ces ruptures de rythme sont inscrites dans l'histoire du Louvre. Après des périodes d'intense activité, sous François I^{er}, Henri II, Louis XIV et Napoléon III, le palais retombe régulièrement dans une sorte de léthargie où l'on continue de bricoler à la petite semaine. C'est idiot de refaire ces erreurs. On a mis dix-huit mois pour restaurer entièrement la cour Carrée, fouilles archéologiques et crypte médiévale comprises. Si on avait pu tenir ce rythme, le Grand Louvre aurait été achevé en moins de dix ans ».

L'autonomie du « plus beau musée du monde »

Mais le rêve de tous les grands argentiers successifs de France et de Navarre, c'est que le Louvre, grand ou petit, puisse se renouveler à l'aide de son propre budget — 200 millions de francs environ. Une utopie. Demain celui du Grand Louvre sera obligatoirement doublé, estime-t-on en soupirant, au ministère des finances. Ridicule, affirment des conservateurs bien informés. Le nouveau musée ne pourra en aucun cas fonctionner à moins de 600 millions de francs. Belles bagarres en perspective. Il est vrai que l'on espère accueillir 4 millions et demi de visiteurs, 50 % de plus qu'aujourd'hui.

Enfin, dernier problème que le prochain départ de M. Landais, directeur des Musées de France, atteint par la limite d'âge, ne va pas manquer de poser : celui de l'autonomie du musée. Est-il normal qu'une telle entité reste si étroitement liée à l'omniprésente direction des Musées de France, qui campe d'ailleurs dans ses murs ? Beaucoup d'incertitudes pour le « plus beau musée du monde » dont l'achèvement d'un autre établissement public affirmait récemment qu'il « ne le verrait certainement pas fini de son vivant ».

EMMANUEL DE ROUX.

Le nouveau laboratoire

Aglaé, fille de Zeus

Avec Aglaé, fille de Zeus, l'une des trois Grâces, le musée du Louvre entre dans l'ère nucléaire. Son nouveau laboratoire enfouit au pied du pavillon de Flore sera équipé d'un accélérateur de particules. En 1987, AGLAÉ (Accélérateur Grand Louvre d'Analyse Élémentaire) sera installé à 10 mètres sous terre sous 1,30 mètre de béton. Il devra entrer en service l'année suivante. Les services actuels du laboratoire logés sous le toit du pavillon de Flore — informatique, chimie, radiographie, céramologie, etc. — seront alors transférés dans les deux niveaux supérieurs de ce bunker, qui occupera une surface globale de 3 000 mètres carrés. Ainsi une centaine de personnes travailleront sous terre.

Mettre un accélérateur de particules au service d'un musée n'est pas un gadget coûteux. L'analyse par faisceaux d'ions présente pour les œuvres d'art l'avantage d'être plus sensible, plus rapide (10 à 15 minutes par analyse) et non destructrice (il ne sera plus nécessaire de prélever un fragment aussi infime soit-il d'une œuvre pour l'examiner). En un temps record, il donnera l'empreinte digitale des matériaux constituant les

œuvres. Il répond avec une précision inconnue jusqu'alors aux multiples problèmes posés par les conservateurs et les historiens d'art : datation, authentification, conservation des œuvres, nature et vieillissement de leurs composants, détermination des provenances, modes de fabrication.

« C'est un équipement de routine pour n'importe quel laboratoire de physique, fait remarquer Jack Ligot, le directeur du laboratoire du Louvre, mais il n'en existe dans aucun musée du monde. Cela va transformer complètement nos méthodes de travail. En particulier la vision que nous pouvons avoir des problèmes archéologiques et muséographiques. » AGLAÉ sera installé dans une salle sans piliers de 800 mètres carrés de surface. Dans son premier état, il coûte la bagatelle de 15 millions de francs, mais ses possibilités pourront s'enrichir pendant vingt ans. La première tranche de redéploiement du laboratoire est estimée à 25 millions de francs. Là encore le budget de fonctionnement du laboratoire — 12 millions de francs est notoirement insuffisant et sera à revoir.

E. de R.

CRETEIL

en collaboration avec le Théâtre Contemporain de la Danse présente du 9 au 21 janvier EDEN chorégraphie MAGUY MARIN Commande du CNDC d'Angers Le Figaro Étonnante richesse d'invention Le Monde Quelle belle troupe ! Le Quotidien de Paris À couper le souffle TÉL : 48.99.94.50 42.74.44.22 Maguy Crétel Production

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

Les Flacons de la Séduction L'art du parfum au XVIII^e siècle Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F 3, place de l'Odéon - 75006 Paris Tél : (1) 46.33.18.18

ELECTRE théâtre du Liège L'un des événements d'Avignon 86 45.86.55.83 et 1 ENAC 22, RUE DU CHEVALERET PARIS 10

AUBERVILLIERS GROUPE TSE **ROLAND BLANCHE** **L'ETOURDI MOLIERE** Mise en scène : Jean-Louis THAMIN Une création du Centre Dramatique National de Bordeaux-Aquitaine THEATRE DE LA COMMUNE Location : 48.34.67.67 et FNAC

Le Monde PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES Renseignements : 45-55-91-82, poste 4335

Nanterre Théâtre des Amandiers 13/18 janvier l'intégrale de **Mammame** acte 1 acte 2 chorégraphie de Jean-Claude Gallotta Groupe Émile-Dubois Location : 47.21.88.81 • FNAC • Minitel 3615 Code COM 21 Nanterre P99 Nanterre Université • Théâtre • Librairie et restaurant sur place

THEATRE EUROPE DU 6 AU 18 JANVIER **LA GRANDE MAGIA** di Eduardo de Filippo regia di Giorgio Strehler Piccola Teatro di Milano soirées 20h matinales 14h30 **ODEON THEATRE NATIONAL** Tél. 43.25.70.32

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-26)

MERCREDI 7 JANVIER
16 h, Hommage à Pasquale Festa Campanile: Le nez des anges (V.L.); 19 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Comès et Rodon: L'ère et l'homme, de J. Tournier (Vostf.); 21 h, Hommage à Y. Yoshida: La station thermale d'Akita (Vostf. angl.).

JEUDI 8 JANVIER

16 h, Hommage à Emilio Fernandez: La Perla; 19 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Comès et Rodon: L'ère et l'homme, de J. Tournier (Vostf.); 21 h, Hommage à Y. Yoshida: La station thermale d'Akita (Vostf. angl.).

VENREDI 9 JANVIER

16 h, Hommage à Chadi Abdel Salem: La mort (Vostf.); 19 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Comès et Rodon: L'ère et l'homme, de J. Tournier (Vostf.); 21 h, Hommage à Y. Yoshida: La station thermale d'Akita (Vostf. angl.).

SAMEDI 10 JANVIER

15 h, Hommage à la Cinémathèque des années: 1^{re} guerre mondiale - Fronts orientaux; 17 h, Hommage à Mario Ruspoli: Les hommes de la balade; Les hommes de la terre; Chaval; Hommage à Y. Yoshida: 19 h, Histoire écrite de l'ère; 21 h, 15, Eros + Mammère (Vostf. angl.).

DIMANCHE 11 JANVIER

Hommage à Mario Ruspoli: 15 h, Regard sur la folie; La chlamydia; 17 h, La petite ville; Hommage à Y. Yoshida: 19 h, Le purgatoire héroïque (Vostf.); 21 h, 15, Eros + Mammère, sections (Vostf.).

LUNDI 12 JANVIER

20 h 30, En avant-première: La messe est finie, de Nanni Moretti (Vostf.).

MARDI 13 JANVIER

16 h, Hommage à Blanche Sweet: Judith of Bethulia, de Griffith; 19 h, Hommage à Y. Yoshida: Coup d'Etat (Vostf. angl.); 21 h 30, En avant-première et en présence de l'auteur: Nick, chasseur de ténis, de J. Doniol-Valerone.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

MERCREDI 31 DÉCEMBRE
15 h, Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; 1941/44; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, Oscar, de E. Molinaro; 19 h, Les risques du malin, de A. Cayrol.

JEUDI 8 JANVIER

15 h, Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; La drôle de guerre 1941-44; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, Fant pas perdre les enfants du Bon Dieu pour des caméras sauvages, de M. Andard; 19 h, La Transalpine de Bourges, de C. Amiel-Lucas.

VENREDI 9 JANVIER

Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; La drôle de guerre 44; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, Le pacte, de G. Lescar; 19 h, Le cercueil, de G. Gery.

SAMEDI 10 JANVIER

Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; La drôle de guerre 44; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, Clément, de Y. Robert; 19 h, Boulevard du crime, de R. Emery; 21 h 30, The plot and Min Meir, de J.L. Mandelkern (Vostf.).

DIMANCHE 11 JANVIER

Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; La drôle de guerre 45; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, La folie des grands, de G. Gery; 19 h 15, Les merles de l'An II, de J.P. Rappan; 21 h, Le séigneur d'une nuit, de T. Kingma (Vostf.).

LUNDI 12 JANVIER

Hommage à la Cinémathèque des années: Pendant la 2^e Guerre mondiale; La drôle de guerre; Hommage à Garmont: 90 ans de cinéma; 17 h, Le grand blond avec une chemise noire, de Y. Robert; 19 h, La maison du plus fort, de F. Reichenbach.

MARDI 13 JANVIER

Railch.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-39)

Cinéma et Médiathèque au Japon

MERCREDI 7 JANVIER

14 h 30, Chânes pour les jeunes: Katsuki, maison de l'homme, de K. Kawano; Princesse de la lune, de N. Tachibana; 17 h 30, Akashi Katsuki, d'Isami Matsuda; 20 h 30, Pétrole nocturne, de S. Toyoda.

JEUDI 8 JANVIER

14 h 30, L'homme devant le gare, de S. Toyoda; 17 h 30, Une drôle de histoire de l'ère; 20 h 30, La nuit de S. Toyoda; 21 h 30, M. M. de H. Shimizu.

VENREDI 9 JANVIER

14 h 30, Trois ans au cœur pur, de M. Naruse; 17 h 30, La demoiselle de M. Naruse; 20 h 30, Pays de neige, de S. Toyoda.

SAMEDI 10 JANVIER

14 h 30, Avec beauté et tristesse/Trieste et beauté, de M. Shimizu; 17 h 30, Le grandement de la montagne, de M. Naruse; 20 h 30, Pays de neige, de S. Toyoda.

DIMANCHE 11 JANVIER

14 h 30, Cinéma pour les jeunes: Bon anniversaire Maman, de K. Takada; 17 h 30, Au gré du cœur, de M. Naruse; 20 h 30, Mon frère cadet/Tendre et folle adolescence, d'Ichikawa.

LUNDI 12 JANVIER

14 h 30, La plaine de la nostalgie, de S. Toyoda; 17 h 30, Le feu de la chasse, de H. Goto; 20 h 30, Kaseki/Les familles, de M. Kobayashi.

MARDI 13 JANVIER

Railch.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

ALANTRIK (Ind, v.a.)

Républ. Cinéma, 11 (48-05-31-31).

ALIENS, LE RETOUR (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN II (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN III (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN IV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN V (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN IX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN X (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXIV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXVI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXVII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXVIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXIX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

BONS BAISERS DE LIVERPOOL

(Ang, v.a.)

Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57); Hanfemille, 6 (46-33-79-38); Marignan, 9 (45-59-24-24); Parisienne, 10 (45-30-30-30); V.L.; Gédé, 13 (45-80-15-01); Garmont Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

BRAZIL (Bré, v.a.)

Epée de Bois, 5 (43-37-57-57).

CHAMBER AVEC VUE (Bré, v.a.)

Garmont Halls, 16 (43-37-49-70); 14-Juillet Odéon, 6 (43-35-59-43); Page, 9 (47-05-12-15); Garmont Opéra, 9 (47-42-40-33); Garmont Opéra, 9 (43-39-29-46); 14-Juillet Beaulieu, 11 (43-37-50-81); Beauvilliers Montparnasse, 13 (45-44-42-02); 14-Juillet Beaulieu, 13 (45-75-79-79).

CHARLOTTE FOR EVER (Bré, v.a.)

Forum Opéra-Express, 1^{er} (43-33-42-20); Marignan, 9 (43-39-29-46); 14-Juillet Beaulieu, 11 (43-37-50-81); Beauvilliers Montparnasse, 13 (45-44-42-02); 14-Juillet Beaulieu, 13 (45-75-79-79).

LE CHEVALIER A LA ROSE (AIL, v.a.)

Vendôme, 3 (47-42-87-52).

CLINS POUL SUR UN AMBU (A, v.a.)

La Bulle à Film, 17 (46-22-32-32); Marignan, 9 (43-39-29-46); 14-Juillet Beaulieu, 11 (43-37-50-81); Beauvilliers Montparnasse, 13 (45-44-42-02); 14-Juillet Beaulieu, 13 (45-75-79-79).

LA COULEUR POURPRE (A, v.a.)

Cinéma, 6 (46-33-10-82); St-Michel, 9 (45-74-79-17); V.L.; Elysée Lincoln, 9 (43-39-36-14); Luminar, 9 (43-46-49-07).

COURS PRIVÉ (Fr., v.a.)

Forum Opéra-Express, 1^{er} (43-33-42-20); Marignan, 9 (43-39-29-46); 14-Juillet Beaulieu, 11 (43-37-50-81); Beauvilliers Montparnasse, 13 (45-44-42-02); 14-Juillet Beaulieu, 13 (45-75-79-79).

LE COUREUR (Ind, v.a.)

Utopie, 9 (43-26-44-65).

LA DERNIÈRE IMAGE (Franco-Algérien)

Luminar, 9 (46-46-49-07); Triomphe, 9 (45-42-41-40); Parisienne, 10 (43-30-30-30).

DESCENTE AUX ENFERS (Fr., v.a.)

Luminar, 9 (45-44-57-34); Grand Paris, 15 (45-54-46-85).

DESORDRE (Fr.)

Luminar, 9 (46-46-49-07).

DEUX PLACES A CHICAGO (A, v.a.)

UGC Biarritz, 9 (45-42-30-40).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.)

Cinéma, 6 (46-33-10-82); République, 11 (48-05-31-31); UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A, v.a.)

La Gédé, 15 (42-06-04-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.)

Forum Opéra-Express, 1^{er} (43-33-42-20); Marignan, 9 (43-39-29-46); 14-Juillet Beaulieu, 11 (43-37-50-81); Beauvilliers Montparnasse, 13 (45-44-42-02); 14-Juillet Beaulieu, 13 (45-75-79-79).

AMERICAN WARREN II (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN III (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN IV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN V (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN VIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN IX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN X (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XV (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XVIII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XIX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XX (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXI (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXII (A, v.a.)

Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXIII (A, v.a.)


Le Triomphe, 9 (45-45-76-76).

AMERICAN WARREN XXIV (A, v.a.)

Le

Blanc 87 MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris



Imagina 87 à Monte-Carlo

Le royaume des nouvelles images

Le sixième Forum de l'image de synthèse, organisé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Festival international de télévision, se tiendra du 4 au 6 février à Monte-Carlo. Les téléspectateurs ont pris l'habitude de reconnaître, dans les publicités ou les génériques, les cabriolets paradoxaux de ces images en trois dimensions.

Mais ce n'est là que l'écume spectaculaire d'une véritable révolution. Révolution scientifique puisque l'image calculée par ordinateur permet de visualiser les fonctions du cerveau comme la valse des climats. Révolution technique puisque la synthèse numérique simule aussi bien l'atterrissage sur un aéroport que la conception d'une nouvelle

voiture. Révolution esthétique car, des effets spéciaux cinématographiques aux dessins animés des palettes graphiques, les nouvelles images s'imposent peu à peu dans la production.

Comme chaque année, le Forum de Monte-Carlo permettra de faire le point des nouvelles recherches mais les trois jours de colloques, d'expositions et de projections sont surtout l'occasion d'une rencontre entre créateurs. Au royaume des nouvelles images, une communauté internationale de graphistes et de réalisateurs prend aujourd'hui le relais des pionniers et des ingénieurs.

Bilan en forme d'inventaire

Un réseau mondial pour la création

LES investissements réalisés dans le domaine de l'infographie au niveau mondial ont atteint 7 milliards de dollars en 1986, toutes applications confondues. Avec un taux de progression annuel de 35 %, l'infographie représentera en 1990 un marché de 20 milliards de dollars US, ce qui correspond à 6 % du marché mondial de l'Informatique. La conception assistée par ordinateur (CAO) et la fabrication assistée par ordinateur (FAO) constituent la majeure partie des investissements en infographie, évaluée à 75 % du marché des matériels et logiciels graphiques.

Les nouvelles applications se développent rapidement. Le marché du graphique d'affaires se développe à un rythme annuel de 50 %, par suite de l'utilisation généralisée de l'ordinateur personnel. Cette application représente déjà cette année 20 % du marché de l'infographie, ce qui équivaut à un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars. Les États-Unis, qui occupent la première place au niveau mondial, représentent 65 % du marché (soit 4,7 milliards de dollars). L'Europe vient en seconde position avec 25 % du marché (USD : 1,8 milliard). Le Japon a conquis en cinq ans 10 % du marché (USD : 0,6 milliard). La France est bien située dans la concurrence internationale. Les produits français pour les applications industrielles (Euclid, Catis, Strim par exemple) se vendent dans le monde entier. Le marché de l'image de synthèse pour la création audiovisuelle représente déjà 4 % à 5 % du marché de l'infographie.

DES PIONNIERS

L'image de synthèse pour la production audiovisuelle possède déjà une histoire de Nouveau Monde : en vingt-cinq ans, les pionniers comme William Fetter avec son film 30 percentile Man B3253691962 (réalisé en perenne sur les ordinateurs de la société Boeing), John Whitney Senior découvrant dès 1965 les calculateurs militaires du guidage de missiles M5 à des fins artistiques, Charles Curri, de l'université d'Ohio, réalisant ses premiers dessins animés assistés par ordinateur au début des années 60, ont été suivis par une nouvelle génération d'artistes, comme David Em, Copper Gilloth, Nancy Burson, Yoshitomo Kawanuchi, Rebecca Allen, Michel Bret, Hubert Hohn, Hervé Huitric et Monique Nahas, de l'université Paris-VIII, etc.

En vingt ans, les premières firmes ont disparu ou ont été rachetées (Triple I, Magi, Digital Productions) pour faire place à d'autres : le géant américain-canadien Omnibus, de J.C. Pemmie, la brillante PME

Pacific Data Image du jeune Carl Rosendahl, les concurrents français Sogitec et Thomson Digital Image, tous deux issus de la filière de la simulation de vol, l'inclassable Japan Computer Graphic Lab (JCGL), et les nombreux européens sous licence américaine (Steiner Film, de Munich, Computer Animation Lab, de Francfort, Electronic Arts, de Londres, etc.).

UNE NOUVELLE COMMUNAUTÉ

L'image de synthèse a créé une communauté constituée de personnalités étonnantes : les Cray Brothers, à savoir John Whitney et Gary Demos ont, jusqu'à une période récente, ne pouvaient concevoir le film d'animation que dans l'excellence artistique et le brio technique, sur leur supercalculateur Cray Xmp, le « vétérain » de trente ans James Blinn avec ses « blobby molecules », Robert Abel et sa création de rêve Sexy Robot, l'ingénieur philosophe Philippe Quéau de l'INA, le légendaire griot John Vinco, du Middlesex Polytechnic, Charles Curri, qui n'hésite pas à poser pour la télévision avec Betty Boop sur ses genoux, le très cosmopolite Mitsuru Kaneko, qui tente désespérément de réaliser l'hybridation idéale entre la chip made in Japan et l'ineffable french touch, Nelson Max et sa mystérieuse Ile de Corle, les deux discrets créateurs d'algorithmes mais aussi Paul Bézier et Henri Gouraud, dont Xavier Nicolas, de la Sogitec, et Jean-Charles Hourcade, de la société TDI, etc.

DES CRÉATIONS ORIGINALES

L'image de synthèse possède sa cinématique : les clips musicaux Hard Woman sur une chanson de Mick Jagger et Money for Nothing sur une chanson de Dire Straits réalisés respectivement par John Whitney et Steve Barron, le Sexy Robot de Bob Abel, le dérisoire et enthousiasmant Blowin' in the Wind de Bill Reeves, soit 45 secondes au chronomètre d'un champ d'herbe balayé par le vent, l'étonnante Hamlet the Mid Cigar et le dérivant Smarties got the Answer, tous deux conçus par Martin Lambie-Naird, les Bronzomures de PDI, le Flipper de la délinquance au look « tropical design » de Renato et Georges Lacroix, le mélodrame d'animation Tony de Petris de Pierre Lachapelle et Philippe Bergeron, les Works, le palimpseste de Nyit, Maison vole, l'essai réussi de Philippe Quéau et André Martin, le très classique Electric Now de Francis Grosjean, Lazo, les défilés de deux lampes de bureau, père et fils, et

d'une balle de tennis coupées par John Laster, la très surréaliste Picture Gallery de Moving Picture Company, le métal félin de Bioness conçu par Takashi Fukumoto de Toyolink, les insurpassables bandes des sociétés Crumpton-Curt et Digital Productions, la première œuvre collective de l'atelier de Paris-VIII intitulée Gossamer, les Matrics de Jacques Rouzel, Twiny et Little, la série de TF 1, et l'incontournable Trois de Walt Disney Studios.

DES OUTILS POUR LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE

L'image de synthèse se vend bien : au niveau de la vente de systèmes clés en main, Wavefront Technologies revendique à eux seuls soixante-dix unités vendues. Les calculateurs spécialisés prolifèrent : l'iris de Silicon Graphics, le Link 1 de Toyolink, le Fixar de Lucas Film, le « Domain » d'Apollo, le PSC de Caltech Scientific Systems, l'Edge Computer, l'IMI, le SPS 9 de Bull, le Cubi 7 de Teletat, le Getris de Getris Image, le PS 300 d'Evans et Sutherland, le Colorix de Thomson-Tin, etc. Dans le domaine du dessin animé assisté par ordinateur (DAAO), pas moins de six systèmes sont proposés : « Paintbox », de Quantel, « CAAS », de Computer Graphic Lab, « Grace », d'Unisys Animation, « Computer », de Photo, de Jo Research, « Psyché 3 », d'X-Com-INA, « Antics », de Grove Park Studio.

Dans ce contexte se développent des cabinets de création indépendants motivés par l'image de synthèse : English Merrell Pocket, Robinson Lambie-Naird, Fantôme - l'équipe qui déclare « savoir faire la différence entre Olivetti et Baudelaire », Images Pressées, Image Center et Ikone pour l'architecture par exemple. Les exigences des publicitaires sont très élevées selon les pays mais tous les directeurs de création désirent une image de synthèse idéale « belle comme un fleur de chat » (Man Ray).

D'autre part, le mélange d'images de synthèse avec des prises de vues réelles ouvre de nouveaux champs d'expression. Un progrès sensible a été réalisé en France avec le film d'entreprise Proxima commandé en 1986 par Peugeot aux sociétés Acme et Sogitec. La sortie en février 1987 du film de Pierre William Glenn Terminus dont les images de synthèse ont été réalisées par TDI est attendue avec impatience à cet égard.

Par ailleurs, l'utilisation généralisée de l'image de synthèse dans la conception d'émissions de télévision (un défilé du générique et du packaging) commence à apparaître. A

En Grande-Bretagne

La conception artistique prend le pas sur la technique

PLAIDER la cause de l'image de synthèse en Grande-Bretagne, c'est enfoncer des portes ouvertes. Au cours des quatre dernières années, l'image de synthèse et les palettes vidéo-graphiques se sont développées et diversifiées à un rythme étonnant. De nouvelles entreprises sont nées et se sont multipliées du jour au lendemain. Matériels et logiciels sont devenus de plus en plus perfectionnés. Le nombre de clients a augmenté en fonction de l'immense vogue que connaît l'image de synthèse. L'industrie a amélioré rentabilité et efficacité. Créateurs et techniciens ont trouvé le moyen de collaborer, voire de sympathiser.

Il y a quatre ans, la télévision britannique accueillait la naissance de Channel 4. Le design de cette quatrième chaîne a été confié à Robinson, Lambie-Naird, un groupe de créateurs londoniens bien établi. A cette époque, l'Angleterre ne disposait pas des moyens de production d'images de synthèse par ordinateur pour l'animation du logo. La commande fut finalement confiée à Bo Gehring Associates à Los Angeles, les U.S.A. prouvant une fois de plus leur indéfectible avance dans le domaine technologique.

Lambie-Naird s'est fait une réputation de tout premier plan parmi les créateurs indépendants de la Grande-Bretagne. Il a sur-

tout contribué à faire connaître les ressources qu'offrent à la création les nouvelles technologies. Il a réalisé plus d'un projet important, mais son travail pour la quatrième chaîne anglaise fait date dans le domaine de la conception artistique, ainsi que dans l'emploi de l'image de synthèse.

En même temps, cette animation engendra ce que le créateur lui-même appelle le flying symbol syndrome (le syndrome de l'objet volant). Ce procédé fut immédiatement réclamé par toutes les grandes entreprises commerciales et financières pour leurs spots publicitaires.

JOHN ASTON FSAID.
(Deputy Head of Graphic Design, BBC Television.)
(Lire la suite page 22.)



X

-CELLENT ! -TRAORDINAIRE ! -EMPLAIRE ! -COM !

Il y a X raisons de choisir les produits XCOM : aide à l'exposé : visuel ; composition vidéo texte : X Tel ; palette graphique : Graph 9+ ; dessin animé : Psyché.

X COM : LES OUTILS DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE
X COM : 98 boulevard du Montparnasse 75015 Paris. Téléphone 43 35.09.65.

IMAGE CENTER

Agence-conseil en image de synthèse

PRODUCTION - FORMATION SERVICES :

LA PASSION DE L'IMAGE

Tél. : 40-70-02-34

ANNIE MATIQUE ET LE C.F.T. Gobelins

ANIMATION COMPARETTE
126, rue Legendre - Paris 19°
Tél. : 42 29 23 67

... AU STAGE DE DESSIN ANIMÉ SUR LE SYSTÈME DAAO-2D D'ANIMATION COMPARETTE QUI AURA LIEU AU CENTRE DE FORMATION TECHNOLOGIQUE DES Gobelins

C'EST ORGANISÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CONTACTEZ DANIEL BOULLAY

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE DE FORMATION TECHNOLOGIQUE DES Gobelins - 73, BD SAINT MARCEL - PARIS 13° - Tél. : (1) 47 07 74 82

En Grande-Bretagne

La conception artistique prend le pas sur la technique

(Suite de la page 21.)

Il s'ensuivit une véritable épidémie de logos volants, de « briques » typographiques brillantes et clignotantes, zigzaguant au travers d'un espace tridimensionnel infini. L'usage gratuit de cette technologie a heureusement beaucoup diminué. Cet engouement, tout en se calmant, a pourtant laissé des traces auprès de l'industrie et des créateurs, qui continuent à poursuivre des formes stériles de « modélisation » en animation tridimensionnelle.

Les images de synthèse ressemblent à l'homme en fer-blanc du *Wizard of Oz* : scintillantes à l'extérieur, sans vie à l'intérieur.

Ainsi que les spécialistes de l'informatique s'efforcent sans relâche de créer des images de synthèse de plus en plus « réalistes », de nombreux créateurs cherchent maintenant à y rajouter la gamme des sentiments humains. La technique classique du dessin animé appartenait toujours au domaine de l'animateur, mais tant que l'équivalent électronique du procédé de tournage et montage image par image n'avait pas fait surface, il était évident que l'artiste ainsi que l'animateur évitaient le milieu hostile de l'électronique. Le développement de la mémoire d'images électroniques a finalement créé le « trait d'union ».

La société d'électronique Quantel, basée en Grande-

Bretagne et déjà un chef de file de cette industrie avec sa palette numérique Paintbox, a récemment ajouté à son impressionnante liste de produits un système de postproduction nommé Harry. Quatre prestataires de services londoniens ont déjà investi dans cette coûteuse machine qui, connectée à la palette numérique, offre aux illustrateurs, dessinateurs et animateurs des possibilités sans précédent pour effectuer des conjugaisons entre l'image de synthèse, le graphisme électronique et les prises de vue réelles.

Une évolution vers le direct

En ce moment même une adaptation de *La Petite Princesse*, une production de London Weekend Television, utilise la combinaison Paintbox/Harry pour mélanger des images tournées en direct sur vidéo aux belles aquarelles du peintre John Tribe, créant ainsi des scènes d'une beauté magique. Au moment des récentes fêtes de Noël, la BBC a enchanté son public avec l'adaptation des *Pirates*, de George MacDonald Fraser, en mélangeant le tournage en direct avec des dessins électroniques, des effets de chromakey, de postproduction ainsi que de l'animation. Ce spectacle est réalisé par Andrew Gossling avec la conception artistique très enlevée

de Graham McCallum, qui a également porté à l'écran le personnage de Jane, de la bande dessinée des années 40, dans l'émission récente « Jane dans le désert ».

Les compagnies de télévision britanniques s'orientent de plus en plus vers des systèmes consacrés à l'information, aux actualités et aux nouvelles sportives. L'accent se porte vers des émissions quotidiennes en direct, où les échéances sont courtes et où la nécessité de systèmes en temps réel est évidente. Les configurations de générateurs de caractères, de palettes, de mélangeurs d'images, de caméras-sources, de systèmes de traitement d'images et d'imprimantes « recopie-d'écran » deviennent de plus en plus courantes. Cependant les pressions créées par l'émission en direct ont malheureusement conduit vers une standardisation de la technologie et de son emploi par les réalisateurs. En dépit des investissements considérables en matériel, ce domaine de programmation manque souvent de l'éclat du show-biz et rebute les réalisateurs de grand talent. En fin de compte, c'est l'imagination et la recherche de l'idée originale qui font que les ordinateurs produisent des images qui nous stimulent.

JOHN ASTON FRIAD.

(Texte traduit par Mme Azizeh Anad.)

En Allemagne fédérale

Un éveil tardif aux images animées par ordinateur

PARADOXALEMENT, le fossé entre les lettres et la technique ne semble s'ouvrir nulle part plus qu'en Allemagne fédérale. La meilleure preuve en est la résistance opposée, dans le domaine de l'art, à l'introduction de nouveaux outils techniques, principalement l'ordinateur. Ainsi, dans le pays de Frieder Nake et de Georg Nees, ces deux pionniers de l'« art assisté par ordinateur », alors que la RFA a atteint un niveau mondial pour tout ce qui est la conception assistée par ordinateur, l'utilisation de l'infographie par l'industrie du film, la télévision ou la publicité reste désespérément à la traîne.

Depuis deux ans, cependant, un changement semble s'amorcer. Des grandes villes comme Hambourg, Francfort et Munich ont vu se créer des firmes spécialisées dans l'animation par ordinateur, qui ont dû importer leur savoir-faire principalement des États-Unis. Ainsi, CAL (Computer Animation Laboratory), à Francfort, s'appuie sur l'expérience du New York Institute of Technology. Grâce à la télévision, les effets des images animées par ordinateur ont touché un plus vaste public, surtout à travers les génériques américains retransmis lors des Jeux olympiques de Los Angeles.

Peu après, la première chaîne de télévision allemande, l'ARD, mettait en place un nouveau logo en images de synthèse, acheté près de 1 million de marks à la société Crastan Curi Productions de l'Ohio.

A cette occasion, on diffusa en soirée une émission de quarante-cinq minutes avec les meilleurs films du dernier Siggraph (rencontre internationale de l'infographie), émission qui suscita un intérêt inhabituel. Le secteur du cinéma connaît une ouverture semblable. Pour la première fois, à l'occasion du film de science-fiction *Enemy Mine*, qu'on vit en Allemagne par la Twentieth Century Fox, des studios allemands réalisèrent des scènes d'animation. Pour cela, les Ateliers de la Bavaria à Munich montèrent un studio de synthèse d'image qui, outre des matériels à tracage vidéo digital comme l'ADO, réunit la collaboration des sociétés Cuy et Evans et Sutherland. Ce studio travaille désormais principalement pour des émissions de variétés et réalise des vidéoclips.

D'autre part, l'introduction des ordinateurs personnels dans les bureaux favorise le développement du graphisme d'affaires, ainsi que, d'ailleurs, l'installation des firmes Diocomed et Isoco sur le marché allemand, par l'intermédiaire de filiales. Ce type de représentation existait cependant déjà depuis plusieurs années, sans que le public l'ait vraiment remarqué, dans les travaux de l'INFAS, institut de sondage qui ne se contente pas de dépouiller et d'interpréter des élections pour l'ARD, mais les visualise aussi grâce à l'ordinateur. Le responsable en est Vladimir Bonacic, informaticien et artiste sur ordinateur de la première génération. L'ensemble de son système de calcul a été récemment transféré sur les nouveaux ordinateurs Compaq.

Bien entendu, tout cela ne contribue pas à élever l'infographie au rang d'activité artistique. Il est à noter que ce sont les mêmes personnes qui, en leur temps, nient la portée artistique de l'infographie qui aujourd'hui mettent en avant les « camemberts » de graphique d'affaires, et les petits dessins réalisés à l'aide des logiciels Macintosh pour preuve de la limitation de l'ordinateur en matière de création.

Aucune possibilité de formation

Il n'existe à ce jour, contrairement aux États-Unis ou à la France, aucune possibilité de formation à l'infographie pour les élèves artistes ou graphistes. Les jeunes gens qui s'y intéressent doivent être envoyés en Amérique. Il a fallu attendre les mois derniers pour percevoir les signaux d'un intérêt naissant des écoles concernées par l'infographie. La conjonction des aspects techniques et artistiques n'a bien réussi que dans quelques établissements scientifiques. A l'institut de physique-chimie de Darmstadt, on ne contrôle pas que des représentations en trois dimensions de molécules, mais aussi des figures infographiques libres.

Mais c'est le groupe de recherche en dynamique complexe à l'université de Brême qui a fait le plus de bruit avec ses représentations merveilleusement colorées de fractales de Mandelbrot, qui ont fait le tour

du monde grâce à une exposition du Goethe Institut.

Néanmoins, les artistes allemands en synthèse d'image ont, dans l'ensemble, du mal à présenter leurs œuvres. Quelques entreprises sponsorisent cependant des expositions. Pourtant, la manifestation la plus importante est due à une initiative privée du photographe et artiste infographique Alex Kempkens : la galerie du Künstler, à Munich, a ouvert ses portes durant l'automne 1986 sur son exposition « Images-Digital ». On pouvait y admirer des travaux de Wolfgang Blobel, Jürgen Brickmann, Jürgen Lit Fischer, Manfred Mohr, Georg Nees.

Le fait déterminant pour l'avenir reste cependant la nouvelle génération qui monte en Allemagne comme ailleurs et qui ne connaît pas de réticences face à l'ordinateur. Parmi ses activités favorites, on trouve l'infographie.

HERBERT W. FRANK.

(Texte traduit par Bertrand Crill.)

Fantôme

BRANCHE DE CRÉATION ET DE RÉALISATION SPÉCIALISÉE DANS LES IMAGES DE SYNTHÈSE EN 2 ET 3 DIMENSIONS. PALETTE GRAPHIQUES ET VIDEOGRAMMES.

33 RUE DE FE ST ANTOINE 75011 PARIS 43 45 45 43

L'ESPRIT DE SYNTHÈSE

Imaginez une image inimaginable

Elle est à Monte-Carlo.
4, 5, 6 février 1987.

IMAGINA, l'iris créatif du plasticien croise la rigueur mathématique de l'informaticien : la racine carrée de l'œil. IMAGINA, à Monte-Carlo, 31ème édition : l'image de synthèse enfin reine. Connue il y a quelques années seulement d'un cercle étroit de spécialistes, elle investit aujourd'hui l'audiovisuel et notre quotidien, en reculant sans cesse les limites de l'imaginable. Concevoir en 2, 3 dimensions, disposer d'une palette de 16 millions de couleurs, c'est une réalité pour un nombre grandissant de professions : stylistes, architectes, publicitaires, modé-

cinéastes, éditeurs, biologistes... IMAGINA, à Monte-Carlo, le point de rencontre obligé du créateur et du publicateur. Un événement européen. Trois jours d'un prodigieux voyage au bout de l'image. Inscrivez-vous. Vite.

IMAGINA est organisée par l'Institut National de l'Audiovisuel et le Festival International de Télévision de Monte-Carlo, avec la collaboration de la Commission des Communautés Européennes, le concours du Groupe Bull et la participation de Siggraph Association.

I M A G I N A

5^e FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

Pour recevoir le programme détaillé et le bulletin d'inscription, renvoyer ce coupon à :
IMAGINA - 2a, boulevard des Moulins, Monte-Carlo, 96030 Monaco Cedex. Tél.: 93.30.87.01. Téléc.: 469 760 MC.

Nom : _____
Profession : _____
Société : _____
Adresse : _____

BULL,
DESSINE-MOI
UN ARBRE.

Il vient un moment où les mots ne suffisent plus. Un moment où il faut aussi des images... pour voir plus clair, pour voir plus loin. Désormais, BULL vous offre un large choix de logiciels CFAO/IAO.

Pour s'adapter à vos besoins, BULL vous propose également une gamme de matériels aussi large que possible,

allant des micro-ordinateurs compatibles BULL Micro 30 et 60, aux mini-ordinateurs BULL SPS 7 et 9, et aux gros systèmes serveurs de données (gamme BULL DPS).

Et, pour tout prévoir, BULL a adopté une politique d'ouverture : l'utilisation des standards du marché (UNIX*, GKS, PHIGS, ISO...); la participation active aux communications par réseau (Ethernet**, MAP***); la garantie de services compétents auprès des clients.

BULL avec ses partenaires peut fournir une solution à chaque entreprise, quel que soit son problème de CFAO/IAO (mécanique ou électronique).

Entreprises : dessinez-vous un avenir avec BULL.

*marque déposée AT&T / Bell Laboratories.
**marque déposée par Xerox Corp.
***marque déposée par General Motors.
Images réalisées sur BULL SPS.



EXPOSITION 1987

Remous monétaire

Le cours du mark à Paris a atteint, mercredi 7 janvier, son cours plafond de 3,303 F contre 3,312 F mardi matin, après la décision prise par la Banque de France de le laisser « filer » dans les limites du système monétaire européen.

L'institut d'émission a dû défendre ce cours plafond, mais ses inter-

ventions étaient modérées : les opérateurs, qui tablent toujours sur un réajustement, hésitent sur le nouveau cours plancher du mark, qui pouvait varier entre 3,31 F et un peu plus de 3,34 F.

La Banque fédérale d'Allemagne est intervenue pour stopper la baisse du dollar.

La Banque de France laisse monter le mark jusqu'à son cours plafond

Mardi 6 janvier, à 15 heures, la Banque de France a fait connaître qu'elle n'intervenait plus sur les marchés des changes pour défendre le franc, en fait, qu'elle ne vendait plus de marks au cours de 3,312 F, record historique. Il faut dire que cette défense lui avait coûté, depuis le début de la journée, de 3 à 5 milliards de francs (10 à 16,8 milliards de marks), la ruée sur la monnaie allemande devenant irrésistible en raison d'achats spéculatifs fondés sur la rumeur d'un réajustement du système monétaire européen, et d'une réévaluation du mark. Pour ne pas assister, impuissante, au drainage de ses réserves de devises, la Banque de France et le gouvernement ont décidé de laisser « filer » le mark jusqu'à son cours plafond au sein du SME, 3,303 F. Rappelons qu'aux termes des accords communautaires, deux monnaies peuvent varier de 4,50 %. A Paris, le cours du mark peut donc évoluer entre un cours plancher de 3,187 F et un cours plafond de 3,303 F, en vigueur depuis le 6 avril dernier.

La Banque de France et le gouvernement ont bien pris soin de préciser que la France ne laissait pas flotter librement sa monnaie et entendait bien demeurer au sein du SME, ce qui implique le maintien et la défense du cours plafond de 3,303 F. En fait, les autorités monétaires entendent « utiliser pleinement le mécanisme de fluctuation communautaire », c'est-à-dire qu'elles contraignent, maintenant, la Banque fédérale d'Allemagne à intervenir et qu'elles peuvent tirer sur les facilités de financement à très court terme auprès du Fonds com-

munaire de coopération monétaire (voir encadré).

A leurs yeux, cette démarche a trois avantages. Le premier, évidemment, est de mettre fin au drainage des devises des pays, bien que le recours au FECOM constitue un emprunt. La seconde est d'obliger la Banque fédérale d'Allemagne à vendre des marks pour empêcher sa devise de crever son plafond, ce qui va gonfler la masse des marks en circulation, donc la masse monétaire. Or la Bundesbank s'efforce, précisément, de freiner la croissance de cette masse, jugée trop rapide, et on peut penser que l'obligation d'intervenir et de prêter des marks ne lui sera pas très agréable.

Enfin, en laissant monter le mark à 3,303 F, la Banque de France entend laisser les spéculateurs prendre leurs risques, qui ne sont pas nuls. En effet, si le mark était réévalué, par exemple de 4 %, pourcentage volontiers cité,

son nouveau cours central serait bien majoré de 4 % par rapport au cours central actuel de 3,256 F, mais il est extrêmement probable que, dans l'immédiat, il tomberait à son nouveau cours plancher, inférieur de 2,25 % à son cours central : c'est ce qui se produit après tous les réajustements. Or ce nouveau cours plancher serait de 3,319 F, cours pratiqué lundi matin. En revanche, si le mark était réévalué de 5 %, ce cours plancher serait de 3,437 F.

En tout état de cause, la France a renvoyé la balle dans le camp de l'Allemagne, qu'elle accuse de « ne pas jouer le jeu communautaire », et qu'elle presse, en fait, de baisser ses taux d'intérêt, au lieu de les augmenter légèrement, comme elle vient de le faire, ou de faire son devoir au sein du SME, c'est-à-dire réévaluer unilatéralement le mark. A Bonn et à Francfort, on se contente d'affirmer qu'il n'est nullement question de réévaluer le mark et qu'aucune réunion du

comité monétaire de la CEE n'est prévue dans l'immédiat.

En fait, le chancelier Kohl, bien qu'il ait toutes chances de remporter les élections du 25 janvier et d'être reconduit dans ses fonctions, ne tient pas à réévaluer le mark avant les élections. Une telle décision est de nature à mécontenter les industriels, dont les exportations seraient rendues moins faciles, et le cas échéant, les paysans, qui s'estimeraient lésés. Le tout est de savoir, maintenant, combien de temps la nouvelle situation pourra durer et dans quelle mesure le gouvernement allemand pourra résister aux pressions de la France, qui, politiquement, ne peut pas se permettre de dévaluer à nouveau, huit mois après le remaniement du 6 avril 1986, et dont la position, pour une fois, se justifie : rien n'oblige notre pays à dévaluer sa monnaie, étant donné que les coûts de production montent actuellement plus vite en Allemagne qu'en France.

FRANÇOIS RENARD.

« Les autorités allemandes ne jouent pas le jeu » déclare M. Chirac

« Il appartient aux autorités allemandes de tirer les conséquences de la situation des changes actuelle en réévaluant leur monnaie ou en baissant leurs taux », a affirmé le premier ministre au cours de l'émission « Découvertes » d'Europe 1 mardi soir.

Celles-ci n'ont « pas joué le jeu des accords européens et du système monétaire européen, et je ne peux que le regretter », a-t-il ajouté. Estimant qu'elles avaient eu un comportement « un peu égoïste » et qu'elles n'avaient « pas fait ce qu'elles devaient faire ».

« Je ne les critique pas, nos relations avec l'Allemagne sont suffisamment fraternelles pour qu'on ne se formalise pas d'un coup de canif porté au contrat, mais ce n'est pas très raisonnable ».

M. Chirac s'est déclaré « contrarié » mais « pas inquiet » de la situation, car il n'y a pas, a-t-il affirmé, de « crise du franc, mais une crise du mark ».

Évoquant les raisons qui ont poussé les autorités monétaires françaises à laisser filer le franc jusqu'à son cours plancher au sein du SME,

M. Chirac a indiqué qu'il n'était « pas raisonnable de dépenser nos réserves de changes pour soutenir artificiellement le franc ».

Le premier ministre a justifié l'attitude française par le fait que « le franc ne s'est pas affaibli, mais renforcé, depuis quatre mois, face à toutes les monnaies du monde, sauf le deutschemark », sur lequel s'exerce une « forte spéculation ».

Mercredi matin, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, a renouvelé son appel à l'Allemagne fédérale pour qu'elle intervienne d'urgence afin d'apaiser les tensions au sein du SME.

« Ce n'est pas le franc qui va mal, c'est le mark qui va trop bien », a-t-il déclaré sur RTL. « La meilleure façon de laisser tout naturellement le jeu du marché se faire et le franc rejoindre son plancher », a-t-il ajouté. Cette politique « est une position confortable, une position d'attente... qui nous permettra de voir venir les choses et d'espérer que les autorités allemandes prendront les décisions qui s'imposent ».

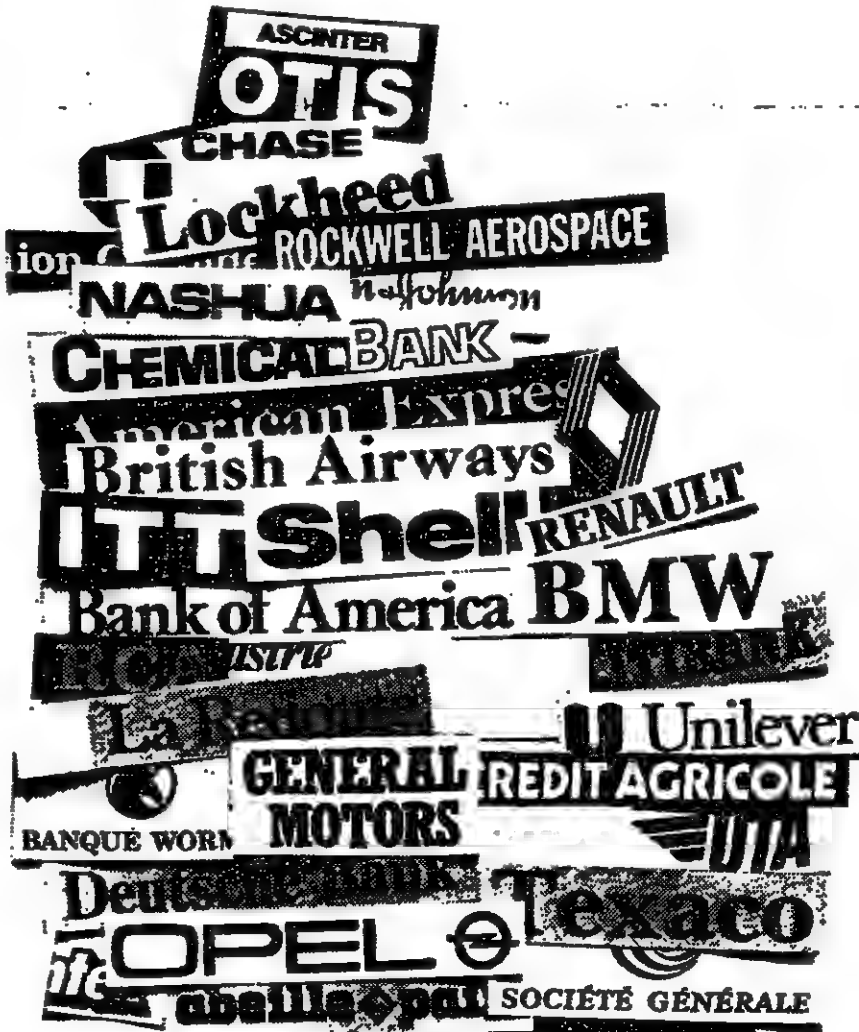
Les droits de tirage sur le FECOM

Lorsque deux monnaies appartenant au système monétaire européen (SME) sont en opposition, c'est-à-dire que l'une d'entre elles atteint son cours plancher, l'autre son cours plafond, le tout dans la fourchette de variation autorisée (2,25 %) de part et d'autre d'un cours central appelé cours pivot, deux dispositifs se déclenchent automatiquement. Tout d'abord, les deux banques centrales intéressées ont l'obligation d'intervenir, en vendant sur les marchés la monnaie qui atteint son cours plancher et en rachetant celle qui tombe à son cours plafond, le tout en quantités limitées.

Ensuite, ces banques, si elles ne disposent pas de réserves de change suffisantes (lorsqu'il ne s'agit pas de leur propre monnaie), ont le droit de recourir au Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). Ce recours s'effectue par une procédure de change et de financement à très court terme, le FCTC. Géré par le FECOM, le FCTC consiste en une ligne de crédit de montant illimité que s'ouvrent réciproquement les monnaies, les banques centrales du SME. Les tirages effectifs sont libellés en ECU, comptabilisés auprès du FECOM, et portent intérêt.

Les remboursements doivent être effectués quarante-cinq jours après la fin du mois d'intervention, avec une faculté de prolongation automatique pour trois mois, un nouveau délai de trois mois pouvant être obtenu avec l'accord des banques créancières. La masse affectée à ce mécanisme est actuellement de 14 milliards d'ECU (1 ECU = 6,57 F), 11 autres milliards étant affectés à une autre procédure, le « soutien monétaire à court terme », crédit mutuel entre les banques centrales du SME, d'une durée de trois mois pouvant être portée à neuf mois. Rappelons que le FECOM recueille 20 % des avoirs du SME, qui reçoivent, en échange, des ECU (European Currency Unit).

WANG



Avec Wang ça marche !

Tous ces grands avaient déjà de l'informatique. En prenant Wang ils ont protégé leur investissement d'origine et ont pu continuer à se développer avec ces quatre mots simples.

Avec Wang ça marche.



Apprenez le 48.07.06.08 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyn Maynard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 78/80, av. Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

WANG

AVEC

MARCHE

Bull

Social

Les mouvements de grève

Les grèves ont inégalement touché les usagers dans la journée du mardi 6 janvier : davantage par les rouages de courant et la persistance du mouvement à la SNCF qu'à la RATP ou dans les PTT.

• A LA SNCF, on a constaté peu de changement par rapport à la journée de lundi, avec 40 % du trafic pour les rapides des grandes lignes, un nombre normal de TGV, sauf après Lyon, et toutefois une certaine progression des trains de marchandises, des dessertes régionales, qui avaient réapparu, et de celles de la banlieue par-

sienne (deux trains sur trois, sauf à la gare du Nord, avec un sur cinq).

La proportion des grévistes ne diminue que lentement : la direction l'évalue à 25 % pour l'ensemble des salariés, mais à 60 % chez les conducteurs (qui représentent 10 % du personnel), avec une répartition inégale : reprise en Alsace, avec le vote du député de Strasbourg-ville ; mais le mouvement reste très dur sur le Sud-Est et le Sud-Ouest et s'est durci à Rennes, où la police a fait évacuer mardi le dépôt occupé depuis dimanche. Les forces de l'ordre sont aussi intervenues pour faire évacuer des postes d'aiguillage à

Toulouse-Matabiau et à Lyon-Vénissieux, à la gare d'Angoulême et à l'entrepôt du SERNAM (service routier de la SNCF) à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours.

• DANS LES PTT, où la fédération CGT et le syndicat des postiers CFDT de Paris avaient appelé à la grève, selon la direction, moins de cinq mille personnes ont fait grève mardi, surtout dans les postes, dont la moitié seulement pour la journée. La CGT fait état de deux cents arrêts de travail de durée variable dont quarante-sept en région parisienne.

Une tentative d'extension des conflits avec des résultats inégaux

M. Jacques Chirac a été clair : il ne recherche pas une « victoire » sur les grévistes de la SNCF. Il ne changera pas de politique salariale. Il accuse la CGT et le PC d'avoir politisé le conflit des cheminots et d'engager une action « tendant à attaquer directement la politique du gouvernement ». M. Henri Krasucki ne pouvait rêver pareil bonhomme et s'offrait le luxe de répondre ce mercredi 7 janvier sur Europe 1 que « la CGT joue son rôle de syndicat ». C'est Chirac qui parle de politique. Au moment où on peut encore s'interroger sur la réalité de l'extension du mouvement à l'ensemble du secteur public, on se retrouve en fait en plein jeu de dupes.

M. Chirac a examiné le conflit de la SNCF sur un terrain où il n'était pas maître : où la CGT aurait bien voulu qu'il soit. Si les cheminots se sont lancés dans une grève dure, longue, incontrôlée par les syndicats, ce n'est ni sur la défense du pouvoir d'achat, ni sur la non-intégration du

« glissement vieillissement technique » (GVT) dans la masse salariale, ni sur une contestation des grands équilibres économiques. Ils sont partis en grève pour obtenir le retrait d'un projet de nouvelle grille salariale « au mérite » et, également, des améliorations de leurs conditions de travail.

S'ils ont poursuivi leur grève, entrée aujourd'hui dans son vingt et unième jour, au-delà des négociations de la Saint-Sylvestre, c'est qu'ils n'ont été convaincus ni de la réalité du « retrait » de la grille — puisque le mot n'a pas été prononcé, M. Chirac parlant mardi seulement de suspension, et que la nouvelle philosophie de l'avancement au choix a été maintenue, — ni de l'importance des « avancées » sur les conditions de travail.

On peut, comme M. Chirac, considérer que les cheminots « ne font pas partie des défavorisés ». On peut aussi penser qu'il y a, parmi

les chômeurs et même d'autres salariés, plus malheureux qu'eux. On peut regretter leur jusqu'au-boutisme ou leur incapacité apparente à accepter des compromis. Mais le fait est là : ils continuent à valoir que valait, coûte que coûte, leur grève. Non sur les salaires, mais sur les conditions de travail et le retrait de la grille.

Il serait donc regrettable que, dans ce contexte, l'intransigeance salariale soit la seule réponse, alors que c'est sur le terrain des conditions de travail qu'il faut que le dialogue — prévu pour le 8 janvier — aboutisse.

Critiquant les propos de M. Chirac, la commission exécutive de la CFDT affirmait que « 200 millions suffiraient pour donner satisfaction aux revendications des cheminots sur les conditions de travail. Cela ne représente qu'une faible partie des gains de productivité réalisés chaque année à la SNCF. Le gouvernement s'y refuse,

lui qui, en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes, a donné 5 milliards aux détenteurs des grandes fortunes ». Deux poids et deux mesures qui font plus de mal que le GVT.

M. Chirac a donné la part belle à la CGT et au PC, qui, s'ils jouent un rôle dans le conflit des cheminots, sont loin d'en assurer la conduite ou même d'en avoir la maîtrise. Sur tout, il répond « chiche ! » à la volonté de globalisation de la CGT, en ramenant les conflits actuels principalement sur les salaires, comme le souhaite la CGT, qui, depuis 1983, conteste la politique salariale des différents gouvernements qui se sont succédés. Avec une véhémence croissante mais sans efficacité réelle.

Tout se passe, en somme, comme si M. Chirac n'était pas mécontent de voir la CGT tenter d'étendre les grèves à l'ensemble du secteur public, apparemment sûr qu'elle ne

réussira pas son pari ou, du moins, qu'elle s'y cassera les dents. Au bout du bout. Pour l'heure, la tentative de M. Krasucki n'est pas en effet assurée de succès. Au soir du 6 janvier, la centrale ne parlait plus de « mouvement d'une puissance exceptionnelle ». Le bureau confédéral parlait seulement d'une « participation importante des salariés », et M. Krasucki évoquait modestement un mouvement « d'une qualité nouvelle ».

Il est vrai que la CGT ne peut, aujourd'hui, se permettre aucun triomphalisme. Sa manifestation parisienne n'a pas réuni les grandes foules. A BGF, si les coupures ont été plutôt importantes, le nombre de grévistes (27,7 %) n'était que légèrement supérieur à celui du 17 décembre (25 %), mais inférieur à ceux du 11 décembre (31 %) et du 21 octobre (60 %). Dans les ar-

meaux, la première journée de grève n'a été que très moyennement suivie. Dans les PTT, les actions lancées par la CGT n'ont actuellement qu'un très faible impact. M. Chirac peut aussi miser sur le refus des autres confédérations de se laisser emporter dans un mouvement global par la CGT. FO a adressé dès le 6 janvier une circulaire très nette à ses fédérations et à ses unions départementales pour leur demander de rester soigneusement à l'écart.

M. Marchelli, qui rejoint le premier ministre sur la rigueur salariale mais non sur sa façon de conduire la politique sociale, a dénoncé « la tentative de prise en main et de dévoiement du mécontentement des salariés au bénéfice du Parti communiste ».

Quant à la CFDT, elle refuse toute stratégie d'affrontement avec le pouvoir mais craint de ne pas pouvoir rester sur le bord de la route si le gouvernement demeure inflexible. C'est ce qui a conduit la fédération des cheminots CFDT à souhaiter que « la voix de la raison l'emporte du côté de la direction et du gouvernement. Si ce dernier persiste dans son blocage politique, il risque de favoriser un élargissement de l'action à d'autres secteurs ».

La situation est très fragile, très mouvante et, très tendue. A BGF, les syndicats CGT et CFDT sont prêts, avec des motivations différentes, à mener une grève longue et dure si telle est la volonté des agents, consultés ce mercredi. Même FO soutiendra les décisions d'action qui y seront prises. Un nouveau foyer de tension apparaît. Mais là les syndicats prennent la tête du mouvement. Et le débat porte bien sur les salaires.

M. N.

M. Yves Leray, conducteur de métro à La Villette

Yves Leray est conducteur de métro sur la ligne 8. Sa base : Porte de La Villette. Membre du bureau du syndicat autonome réaction, il a été mis en grève illimitée.

« Notre carrière commence par une sélection préalable à la qualification. Des tests médicaux, sept épreuves éliminatoires, et nous voilà conducteur intérimaire. Il nous faut parfois attendre plus d'un an pour être nommé conducteur.

» Ensuite, nous sommes nommés à un endroit qui ne colle presque jamais avec notre domicile. Avec leurs salaires, les conducteurs habitent rarement dans le XVI^e arrondissement où, pourtant, ils doivent aussi prendre leur service dans les dépôts de l'Ouest. Moi, en 1986, j'habitais à Courcouronnes, près de La Villette, et j'ai été nommé à Auteuil. Je prenais mon vélo pour me rendre au travail parce que, à 4 heures du matin, il n'y a pas de transports en commun. Aujourd'hui, c'est pareil, sauf que les lignes circulent avec des voitures 2 CV.

» Lorsque je suis « de jour », je commence à 6 h 5. Ma journée s'achève à 12 heures. Si je suis en « mixte », je fais 12 heures-19 heures. Le service « de nuit » va de 19 heures à 1 h 35. Pendant dix

jours, nous effectuons le même horaire et ensuite nous changeons. Ça nous fait une vie très décalée. Quand on commence à 5 heures, il vaut mieux ne pas avoir fait la java toute la nuit ! Nous n'avons pas souvent le jour de Noël : la ligne 7 sera prolongée cette année, ce qui va bouleverser les rotations ; celui qui n'a pas eu Noël en 1986 risque de ne pas l'avoir non plus en 1987.

» Donc, à 5 h 15, j'effectue tous les essais, les freins, le moteur, etc. Si tout est en ordre, je signe la prise en charge. Je dégage et je rentre à quel point prendre les voyageurs. Autrefois, nous étions deux par train. Le conducteur s'occupait de la machine et le chef de train des voyageurs. A partir de 1983, nous nous sommes retrouvés seuls pour les problèmes techniques comme pour les voyageurs. Il n'y a rien de plus indiscipliné que l'être humain. Aux heures de pointe, bruit de fermeture des portes ou pas, les usagers entrent et sortent du train sans arrêt. Il faut avoir l'œil.

» Les temps ont bien changé. Le matériel est moins bien entretenu qu'autrefois. La direction essaie de nous faire rouler avec des systèmes de liaison radio hors service parce qu'elle manque de

pièces de rechange. Et si on était obligé de réaliser une évacuation dans un tunnel comme Sully-Morland-Jussieu ? Nous n'aurions personne à alerter. Sur les trains MF77, quand une des trois motrices tombe en panne, on nous demande de continuer à assurer le service avec. Quand l'une des cinq voitures n'a plus de frein, il faut continuer à rouler. Autrefois, toutes ces avaries donnaient lieu à un bulletin de réforme. Maintenant, c'est un bulletin de réforme différée. On passe sur pas mal de choses...

Pas égoïstes

» La grille des salaires de 1983, nous ne l'avons jamais acceptée. Elle nous a enlevé six points. Nous l'avons dit, mais la direction ne nous a pas écoutés. Le 17 juin 1983, une action nous a permis de récupérer quelques points, mais seulement sur le papier, parce que nous ne les avons toujours pas touchés. La grille nous a déçus. Tout le monde la reconnaît, mais on nous répond qu'il faudrait refaire la grille et que ce n'est pas possible. Si nous laissons courir, nous risquons de tomber encore plus bas.

» Une certaine presse s'acharne à nous critiquer parce que nous

défendons notre classification. C'est beaucoup plus que 500 F que nous avons perdus si l'on ajoute que le surcoût de travail dû à la suppression du chef de train ne nous a pas été compensé. Non seulement la direction a empêché cette productivité, mais elle nous a déclassés !

» Pour nous faire, la direction a publié nos salaires mensuels. On a parlé de 10 023 F en moyenne, je crois, avec un minimum de 7 500 F et un maximum de 11 000 F. Elle a oublié de dire que c'était des salaires bruts. Nous ne sommes pas des égoïstes : nous avons accepté de payer 0,7 % de cotisations sociales en plus qui ont été reversés au régime général de retraite, sans que nos retraites en soient affectées.

» Nous ne disons pas que nous sommes malheureux, mais nous avons des conditions de travail spéciales : nous subissons une formation plus poussée que d'autres catégories. Pécuniairement parlant, on a du mal à le reconnaître dans les hautes sphères.

» Voilà pourquoi, nous, conducteurs du RER et du métro, nous sommes dans l'action. »

ALAIN FAUJAS.

Remous au sein de l'encadrement de la SNCF (suite)

Certains membres de l'encadrement de la direction commerciale voyageurs continuent à déployer un activisme remarqué pour pousser à la reprise du travail et du trafic. Après l'achat d'un encart publicitaire dans certains quotidiens, leur action a maintenant pour but de « créer des comités interfonctions dans chaque région pour convaincre chaque cheminot qu'il est vital que le travail reprenne immédiatement ». Sous la houlette de SOS SNCF (10, place de Budapest, 75009 Paris), siège de la direction commerciale, une pétition circule. Elle a été rédigée en ces termes : « Depuis le 18 décembre, la SNCF est bloquée. Des millions de personnes ont dû renoncer à leur voyage. Des millions de tonnes de marchandises ont été remises à des concurrents. L'activité industrielle est gravement perturbée ; certains clients nous retirent leur confiance. Arrêtons la cause. Il est encore

temps. Réveillons-nous : sortons du couchage ! Tout train supprimé, c'est un peu de confiance en moins aujourd'hui, c'est des emplois en moins demain. »

D'autres cadres — minoritaires, selon leurs propres dires — s'opposent à cette démarche illi-mite : « Certains cadres de la SNCF, ouvertement appuyés par la direction de l'entreprise, prennent aujourd'hui l'initiative peu glorieuse de monter les cheminots les uns contre les autres. Qu'ils sachent bien qu'ils ont leur part de responsabilité, comme nous tous, dans l'accumulation de mécontentements ayant conduit à l'explosion sociale du mois de décembre. Et qu'ils sachent aussi qu'un redressement de l'entreprise SNCF ne se fera pas contre le personnel gréviste, mais avec lui nécessairement. »

AL. F.

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DU COMMERCE

ENAPAL

AVIS D'APPEL

A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

N° 02/87

L'Entreprise nationale d'approvisionnement en produits alimentaires (ENAPAL) lance un avis à la concurrence internationale pour la fourniture de :

- 5000 tonnes, et plus, de beurre frais pasteurisé non salé.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 200 DA (deux cents dinars algériens) auprès de l'ENAPAL, 29, rue Larbi-Ben-M'hidi, ALGER.

Les soumissions en double exemplaire accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant exclusivement la mention suivante :

« Appel à la concurrence internationale n° 02/87 - A ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres est fixée au 30 janvier 1987.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours à compter de la date de clôture du présent appel qui s'adresse aux seuls producteurs et organismes spécialisés dans la commercialisation conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

enep/alger

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DU COMMERCE

ENAPAL

AVIS D'APPEL

A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

N° 03/87

L'Entreprise nationale d'approvisionnement en produits alimentaires (ENAPAL) lance un avis d'appel à la concurrence internationale pour la fourniture de :

- 1000000 de cartons, et plus, de vingt-quatre unités de 500 grammes de lait instantané en poudre « LAHDA ».

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 200 DA (deux cents dinars algériens) auprès de l'ENAPAL, 29, rue Larbi-Ben-M'hidi, ALGER.

Les soumissions en double exemplaire accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant exclusivement la mention suivante :

« Appel à la concurrence internationale n° 03/87 - A ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres est fixée au 30 janvier 1987.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours à compter de la date de clôture du présent appel qui s'adresse aux seuls producteurs et organismes spécialisés dans la commercialisation conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

enep/alger

Social

dans le secteur public

● A EDF, où seule la CGT avait appelé à la grève, la direction évalua à 27,7 % le pourcentage des grévistes, mais la baisse de la production a été de 29 000 mégawatts au maximum en milieu de journée, ce qui a entraîné de nombreuses coupures de courant, parfois « sauvages » dans plusieurs régions, notamment en Normandie.

● A LA RATP, les consignes de grève ont été moins suivies que ne le laissait craindre la représentativité des syndicats qui avaient déposé un préavis (CGT, CFDT, autonomes) : un métro sur deux a

circulé, en moyenne, plus de deux autobus sur trois et une rame sur six sur la ligne A du RER.

● DES MANIFESTATIONS d'ampleur inégale ont eu lieu dans plusieurs villes, à l'appel de la CGT. A Paris, moins de dix mille personnes, surtout des cheminots, des salariés d'EDF-GDF et du personnel communal de la banlieue parisienne, avec des délégations de fonctionnaires de différentes administrations, ont défilé de Montparnasse à la Bastille, conduits par le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki. Des manifestations ont eu lieu aussi à Toulouse et à Nantes.

L'exaspération d'un conducteur de Paris-Nord

« La bête humaine, c'est fini »

Il a le regard posé, une élocution calme et claire. Son exaspération est presque tranquille. José Perez, un grand brun de trente-huit ans, agent de conduite à Sotteville-lès-Rouen, n'a rien d'un « ourag » ou d'un « jusqu'au-boutiste ». Pourtant, le mercredi 7 janvier, à l'antenne de Paris-Nord, où il représente son dépôt au sein de la Coordination nationale des agents de conduite, il a entamé son vingt et unième jour de grève. Avec détermination.

Pour José Perez, T3 depuis douze ans maintenant, rien de significatif n'a été obtenu qui puisse permettre de reprendre le travail. « Ils n'ont pas annoncé, dit-il, l'abrogation définitive de la grille au mérite. Alors, il continue. Et il s'explique. Ce qu'il veut, notamment, c'est que tous les agents de conduite puissent accéder au bout de douze ans d'ancienneté au grade de T3, « créé en 1976 pour introduire une division supplémentaire entre les conducteurs ». Actuellement, raconte-t-il, on devient T3 selon le bon vouloir de la direction. Quand on est comme moi un militant engagé dans les luttes, on trouve toujours un prétexte pour ne pas nous faire avancer. » Or José Perez est aussi syndiqué à la CGT.

A Sotteville, José Perez ne travaille pas « en roulement » — avec une programmation clairement établie pour le mois de ses conduites — mais généralement en « banal » ou « en réserve » : « Vous commencez la semaine en étant disponible à 6 heures du matin et vous attendez chez vous la commande. Vous pou-

vez alors commencer à travailler à toute heure du jour ou de la nuit. Quand la commande arrive, on peut partir pour six heures de travail, pour huit heures ou pour trois jours. On peut aller, par exemple, à Achères et, là, attendre une nouvelle commande pour repartir. » A Sotteville, affirme-t-il, les « roulements » ne sont accordés sur les trains de marchandises que pour des agents « ayant une certaine ancienneté dans le grade ».

« Avant on était à deux »

Avec une femme infirmière, qui travaille parfois la nuit, et deux enfants, José Perez supporte mal de passer régulièrement plusieurs nuits par semaine en dehors de chez lui. Surtout avec des « foyers » d'accueil qui ne risquent pas, à l'entendre, d'être cotés au Guide Michelin. « Au foyer de Valentin, près d'Orly, raconte-t-il, quand on cherche une casserole pour manger, on n'est pas sûr d'en trouver une propre. Il n'y a aux alentours ni magasins ni café. Il y a même des rats à proximité. Il y a bien une télé, mais on ne peut pas l'entendre à cause des trains. Au foyer de Bobigny, les chambres sont sales. On amène son drap-sac et on n'a plus qu'à se glisser dedans. Ce n'est pas du misérabilisme. C'est la réalité. » Et, ajoute J. Perez, la SNCF retient 50 F par nuit passée dans un foyer.

José Perez se plaint aussi de « la solitude sur les machines » : « Avant, on était à deux. On avait

un minimum d'échanges. Depuis trois ans, on conduit seul. On peut partir un soir à 23 heures avec sa machine et revenir dans la journée du lendemain sans avoir vu personne. On a dit que nous étions des privilégiés, des nanas. C'est vrai qu'à l'époque de la vapeur le travail était plus pénible physiquement. Mais sur le plan de la tension nerveuse et de la fatigue, cela s'est aggravé. Du temps de la vapeur, le mécanicien avait une femme qui, en général, ne travaillait pas. La « bête humaine », c'est fini. Ce n'est plus notre problème. Il y a des choses qu'on ne peut plus supporter. C'est comme un couvercle qui est resté trop longtemps sur nous. Aujourd'hui, il pète. Ce qui est étonnant, c'est que cette grève n'arrive qu'aujourd'hui. »

« La question des salaires, ajoute J. Perez, qui, à aucun moment, ne parvient au nom de son syndicat, ce n'est pas le problème le plus important, car on compense des conditions de travail déplorables par des primes. Ce que nous voulons d'abord, c'est que la direction ouvre des négociations sur l'égalité dans le déroulement des carrières et les conditions de travail. A cet égard, les deux jours de repos supplémentaires par an et les quinze dimanches au lieu de quatorze accordés par la direction lors de la négociation de la Saint-Sylvestre semblent bien loin des revendications des cheminots de Paris-Nord.

Pour José Perez, il s'agit d'obtenir une application réelle des treize heures — avec cent vingt-deux repos annuels au lieu de cent dix.

actuellement, — et, entre autres demandes, la construction de nouveaux foyers. « A Valentin, la peinture des chambres est passée de l'orange vif au bleu-gris. Est-ce cela la modernisation ? »

J. Perez a des idées politiques que « tout le monde connaît ». Mais il ne veut pas les dévoiler. « La politisation, dit-il, ce n'est pas notre fait. On a toujours les mêmes revendications et on en reste là. Comme le mouvement des étudiants, notre mouvement est antipolitique. » Au sein de la « coordination », il veille à ce que « le mouvement ne s'effrite pas ». Pourtant, comme syndiqué à la CGT, il a fait pas mal de grèves. Mais, remarque-t-il, « c'étaient des grèves de vingt-quatre heures symboliques. Quand c'est un seul syndicat qui fait une grève de vingt-quatre heures sans unité et sans lendemain, souvent cela n'apporte pas grand-chose, même si cela traduit un mécontentement ».

Jean-Louis Lopez, un des porte-parole de la coordination de Paris-Nord, non syndiqué et « non engagé politiquement », est encore plus net : « On ne cherche pas à faire la révolution. Ce que l'on veut, c'est l'ouverture de réelles négociations. » En laissant les syndicats négocier. Par une fenêtre du local de l'antenne, on aperçoit quelques CRS, stationnant tranquillement près d'un train à l'arrêt ou peut-être au départ. Sur la voie 36, il n'y a rien à signaler.

MICHEL NOBLECOURT.

AVIS AU PUBLIC

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

CRÉATION D'UN ÉCHANGEUR AVEC L'AUTOROUTE A 1 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PLAILLY (OISE)

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Oise, a, par arrêté en date du 11 décembre 1986, prescrit du 7 JANVIER 1987 AU 7 FÉVRIER 1987 les enquêtes publique et d'utilité publique relatives au projet de création d'un échangeur avec l'autoroute A 1 sur le territoire de la commune de Plailly (Oise) afin de permettre :

- préalablement à la réalisation dudit ouvrage, une complète information du public conformément aux dispositions de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et notamment du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application (projet de voirie routière supérieure à 12 millions de francs) ;
 - la déclaration d'utilité publique de l'opération conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- La maîtrise d'ouvrage est confiée à la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF), concessionnaire de l'Etat.
- Les pièces du dossier sont tenues à la disposition du public pendant un mois du 7 JANVIER 1987 AU 7 FÉVRIER 1987 inclus à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau —, à la sous-préfecture de Senlis aux jours et heures habituels d'ouverture, et à la mairie de Plailly, notamment les :
- lundis, mardis, jeudis, de 10 h 30 à 11 h 30 et de 16 h 30 à 19 heures ;
 - mercredis et samedis, de 9 h 30 à 11 h 30 ;
 - vendredis, de 16 heures à 18 heures.

afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance et constater éventuellement ses observations sur les registres qui y sont ouverts à cet effet, ou les adresser directement au commissaire-enquêteur, à la mairie ou au maire de PLAILLY, pour être annexés au dossier.

Ont été désignés par décision du président du tribunal administratif d'Amiens, en date du 25 novembre 1986, en qualité de :

- commissaire-enquêteur, M. Roger Friedmann, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur ;
- et en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, M. René Bourry, ancien délégué régional de l'environnement.

En cas d'empêchement de M. Roger Friedmann, M. René Bourry assurera l'instruction de l'affaire jusqu'à la fin des enquêtes.

Le commissaire-enquêteur siègera à la mairie de Plailly les :

- lundi 5 février 1987 de 16 h 30 à 19 heures ;
- vendredi 6 février 1987 de 16 heures à 18 heures ;
- samedi 7 février 1987 de 9 h 30 à 11 h 30,

afin de permettre au public de prendre connaissance du dossier, et notamment de lui faire part de ses observations.

A l'issue des enquêtes, copies du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie de Plailly et à la mairie des communes limitrophes citées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1986, ainsi qu'à la sous-préfecture de Senlis et à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau — pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes.

Les demandes de communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur devront être adressées à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau.

Pour le préfet,
commissaire de la République,
le secrétaire général,
Marie-Françoise Hays-Guillaud.

fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 40 ans

boutiques, bureaux, locaux commerciaux

« Les Annonces »
En vente partout, 4 F et 26, r. Méth. 75011 PARIS. Tél. (1) 49-06-30-30

AT&T et Philips Télécommunications

AT&T et Philips Télécommunications est le consortium européen constitué à égalité par Philips et par AT&T. C'est la réponse la plus performante aux besoins d'équipements des administrations de télécommunications publiques.

Les produits qu'il développe sont issus de la fantastique capacité de recherche que représentent les Laboratoires Bell et les Laboratoires Philips. Ils ont été les créateurs des plus grandes innovations technologiques en télécommunications, à partir desquelles les 1 200 chercheurs européens d'AT&T et Philips Télécommunications ont développé le système de commutation

EN 1984, UN LEADER SURDOUÉ CRÉE UNE NOUVELLE GÉNÉRATION.

numérique
5 ESS-PRX.

Cette nouvelle génération de centraux temporels préfigure les Réseaux Numériques à Intégration de Services (RNIS). Elle permet aux exploitants de télécommunications d'offrir les services de demain, tant auprès des entreprises que des



particuliers :
numéro vert
- téléconférence -
communication entre
les ordinateurs, les
systèmes de traitement
de texte et les commu-
tateurs privés - vidéotex
interactif - paiement
électronique - télésur-
veillance - télémesure...

Aujourd'hui, 15 millions de lignes ont déjà été livrées. Ce succès témoigne qu'AT&T et Philips Télécommunications, société européenne, dispose bien du meilleur matériel du monde, la nouvelle génération en commutation.

AT&T et Philips
Télécommunications
France S.A. -
38, rue de Lisbonne -
75008 PARIS.

AT&T ET PHILIPS TÉLÉCOMMUNICATIONS. LA NOUVELLE GÉNÉRATION



PHILIPS



Social

Mouvements de grève dans le secteur public

La CGT, la CFDT et FO rejettent les propositions salariales d'EGF

Les négociations salariales 1987 à l'EGF se sont achevées dans la soirée du mardi 6 janvier sur une rupture entre la direction et les fédérations CGT, CFDT et FO. La direction avait pourtant fait des ouvertures par rapport à ses premières propositions du 11 décembre (*Le Monde* du 16 décembre). Ainsi le « glissement viellissement-technicité » (GVT), qui mesure les promotions et l'ancienneté, devait représenter 2,5 % dans l'augmentation de 3 % de la masse salariale.

Or cette hausse du GVT a été ramenée le 6 janvier à 2,1 %. Une réduction de 0,4 point qui a été expliquée par la direction — sans que le terme GVT soit prononcé, selon les syndicats — par un affinement des calculs (en raison, par exemple, d'un moindre mouvement des promotions dans le nucléaire...).

La direction d'EGF, qui avait proposé le 11 décembre de distribuer ses 0,5 % en masse par deux augmentations en niveau de 0,7 % au

1^{er} juillet et de 1 % au 1^{er} décembre, a modifié le 6 janvier son schéma en proposant une augmentation globale de 1,7 % au 1^{er} juillet.

Par ailleurs, pour 1986, la direction a proposé, compte tenu des « excellents résultats », une prime exceptionnelle de 0,4 % de la masse salariale : hiérarchisée, elle devait représenter 250 F pour les salariés les plus bas et de 1 000 F à 1 100 F pour les plus hauts.

Quant aux retraités, ils auront les mêmes augmentations pour 1987, toucheront pour 1986 0,8 % en masse donc une prime de 0,4 % au titre du quarantième anniversaire d'EDF et bénéficieront d'un relèvement du minimum de pension de trois points de coefficient (soit environ 60 F par mois).

Pour marquer leur mécontentement, la CGT et la CFDT ont indiqué qu'elles allaient proposer dès mercredi aux assemblées générales du personnel des grèves de vingt-

quatre heures reconductibles commençant immédiatement. La CGT avait organisé mardi une grève de vingt-quatre heures qui a entraîné une baisse de production relativement importante — avec des coupures de courant et un taux de grévistes de 27,7 %, selon la direction.

Pour M. Chapin (CFDT), « ce n'est pas parce que la CGT tente de récupérer, globaliser et politiser le mouvement que les revendications ont disparu ». La CFDT, a-t-il ajouté, « s'efforcera de contenir d'éventuels débordements ». M. Gaudy (FO) a jugé aussi « inacceptables » les propositions de la direction et « soutiendra » la position des assemblées générales. En revanche, l'UNCM-CGT et la CFTC conseillent au personnel sur les résultats de la négociation. M. Daurès, directeur du personnel d'EGF, a également fait des propositions sur l'intéressement, la participation et le temps de travail.

Pendant la grève du métro, vous voulez vous dérouter. Le Monde sur métro vous propose de jouer avec Zazie. Si vous gagnez, vous recevrez le livre de Raymond Queneau *Zazie dans le métro*. Faites le 36-15, tapez LE MONDE, puis ZAZ.

REPÈRES

Révision des loyers libres

+ 2,38 %

La hausse annuelle du loyer des logements prenant pour référence l'indice du coût de la construction du troisième trimestre est de 2,38 %. Cette hausse s'applique également aux contrats venant à renouvellement (mesures transitoires de la loi Mélinier). En effet, l'indice trimestriel du coût de la construction calculé par l'INSEE s'établit pour le troisième trimestre 1986 à 861, contre 841 au troisième trimestre 1985, soit une progression de 2,38 %. Il est publié au *Journal officiel* du 6 janvier. C'est cet indice (861), le dernier connu, qui doit figurer dans les nouveaux contrats de location signés à partir de ce jour.

Electroménager

Reprise des ventes... et surtout des importations

Après trois années de baisse, le marché français de l'électroménager a crû en 1986 de 12 % en volume pour atteindre 18 milliards de francs. Certains produits ont enregistré des ventes record : lave-linge (1,7 million

d'appareils), lave-vaisselle (570 000), fours à micro-ondes (810 000), fars à repasser (3 000 000). La production des entreprises installées en France a crû de 6 %, pour atteindre 14,7 milliards de francs. L'exportation a gagné 8 % (6,6 milliards de francs). La profession se félicite, ayant gagné en productivité et en rentabilité.

Toutefois, l'emploi (40 000 personnes) a chuté de 6 %, tandis que les importations gagnaient... 21 % (9,9 milliards de francs), pour représenter 55 % du marché. La profession dénonce « des concurrences anormales » : hier, des pays de l'Est, aujourd'hui, du Sud-Est asiatique.

Collectif budgétaire 1986

2 milliards pour Renault
6 milliards pour la sidérurgie

La ventilation des dotations en capital inscrites dans le collectif budgétaire d'avril 1986 s'est finalement faite comme prévu (*Le Monde* du 16 avril 1986) : 2 milliards de francs pour Renault et 6 milliards à la sidérurgie.

Les 6 milliards destinés à la sidérurgie serviront à reconstituer le capital des groupes Usinor et Sacilor, tel

qu'ils l'ont décidé les conseils d'administration de novembre 1986. En raison d'un montage financier complexe, cela ne se traduit pas par une entrée de nouveaux capitaux chez les deux sidérurgistes, mais par un apport d'argent au Fonds d'intervention sidérurgiques (FIS), qui assure leur financement.

Les 2 milliards accordés à Renault pourront, quant à eux, être consacrés à la recapitalisation de Renault Véhicules Industriels (RVI), filiale poids lourds de la Régie. Cette recapitalisation, qui fera intervenir aussi un apport de titres et une réévaluation d'actifs, a été retardée par la disparition de M. Besse, et devrait être décidée lors du prochain conseil d'administration de la Régie, le 27 janvier.

Reste que les 2 milliards attribués à Renault ne constituent pas, pour l'heure, un effort supplémentaire de la part de l'Etat actionnaire, mais une simple anticipation (pour moitié) sur l'enveloppe prévue pour 1987.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PARIBAS ET METROLOGIE INTERNATIONAL PRENNENT UNE PARTICIPATION DE 35 % DANS PNB.

Le groupe Paribas, par l'intermédiaire de sa filiale Avenir électronique, et Metrologie International ont souscrit à une augmentation de capital de la société PNB, et acquiescent respectivement 8,7 % et 26,3 % des parts de cette société.

Créée en juillet 1985 par Isabelle Pasquie-Niklitz et Nicolas Boquet, cette société, à très forte valeur ajoutée, est constituée uniquement d'ingénieurs et s'est spécialisée dans la conception et la réalisation des modèles pour PC. Son premier produit homologué par l'administration des PTT fut commercialisé en septembre 1985.

Le premier exercice se terminant le 31 décembre 1986 se soldera par un chiffre d'affaires de 3,5 millions de francs, avec un résultat d'exploitation excédant d'impôts de l'ordre de 1,5 million de francs.

Les contrats signés en 1986 avec d'importantes entreprises de micro-ordinateurs pour la fourniture de produits spécifiques et les contrats de distribution devraient assurer à cette société un chiffre d'affaires en 1987 de l'ordre de 10 à 12 millions de francs.

La prise de participation dans PNB constitue le premier pas de la diversification de Metrologie International dans le domaine des télécommunications d'entreprises.

FONSICAV

SICAV court terme régulière gérée par la Caisse des dépôts

Pour vous permettre de mieux gérer vos disponibilités à court terme l'action de FONSICAV devient plus accessible.

Le 31 décembre 1986, chaque action ancienne a été échangée contre dix actions nouvelles, la valeur liquidative étant simultanément divisée par dix.

Les souscriptions sont reçues aux guichets du TRÉSOR PUBLIC et à la CAISSE DES DÉPÔTS.

Rappelons que la valeur liquidative de FONSICAV s'élevait à 102.848,25 F le 24 décembre 1986.

société d'investissement à capital variable

Marchés financiers

PARIS, 6 janvier ↑

Tout feu, tout flamme
+ 2,7 %

La Bourse de Paris a connu le 6 janvier une époustouffante séance de hausse, dans un marché « tout feu, tout flamme », où l'indice de tendances progressait de 2,73 % à la clôture. Ce net raffermissement, déjà perceptible la veille, est apparu comme la conséquence logique de plusieurs phénomènes quasi simultanés. Les boursiers ont d'abord anticipé — avec de bonnes raisons pour cela — une très prochaine réévaluation du mark au sein du SME. Cette mesure, tenue pour imminente, devrait être suivie d'une détente immédiate sur les taux d'intérêt. C'est, en bonne logique, l'espoir de la place.

Fort d'une telle conviction, le marché a sauté comme il se doit le jour historique, qui s'était déroulé la veille à Wall Street, où l'on enregistrait au plus fort une hausse de tous les temps en une seule séance (+ 44,01 points). New York a favorablement impressionné les professionnels, d'autant que l'ensemble des bourses étrangères reprennent en ce moment du poil de bête.

Autre élément jugé positif : le refus du gouvernement de céder — pour le moment — sur le terrain des salaires dans le conflit qui l'oppose aux cheminots à quelques semaines du marché. Dès lors, la hausse s'imposait. Elle fut générale, toutes les valeurs ayant eu la « mauvaise goût de bœuf » très modérément et se voyant l'indice de 2,73 %, Cofinerg et Radiotechnique perdant moins de 2 %. Alors que CFAO et St-Louis étaient réservés à la hausse, on notait la forte bouillonnante de Générale des Eaux (+ 8,5 %), l'envolée de Navigation maritime, de Bosphore, Nord-Est, Charente et Boregare. Quelques rachats de couverture soutenaient l'activité.

Le marché obligataire, ramené en selle par les perspectives de hausse des taux, reprenait 1 %, dans une agitation extrême. L'enthousiasme était à son comble au MATIF, où le contrat à échéance septembre 1987 s'élevait à 105,50 (+ 1,39 %).

Lingot : 82.900 F (+ 650).

Napoleon : 593 F (- 1 F).

NEW-YORK, 6 janvier ↑

Un nouveau sommet

Troisième séance de hausse mardi à Wall Street. La progression des cours s'est, toutefois, ralentie à l'approche de la clôture, et l'indice Dow Jones des industriels, après avoir eu un instant culminé à 1 933,81, s'est finalement établi à 1 924,53, soit à 3,52 points au-dessus de son niveau précédent. Un nouveau sommet n'est pas moins en vue.

Le bilan de la journée, comme il se doit, fut plus contrasté. Sur 1 987 valeurs traitées, 954 ont monté, 680 ont baissé et 345 n'ont pas varié. La très belle affaire de marché obligataire a encouragé les investisseurs à pousser de nouvelles positions. Mais des ventes bénéficiaires ont commencé à se produire sur ce marché, entraînant l'apparition d'un phénomène identique sur les actions. Les professionnels ne s'en sont pas surpris. Après la course folle menée par la Bourse ces derniers jours, le facteur technique finit inéluctablement par intervenir. « Le marché ne peut ignorer la loi de la pesanteur », disait l'un d'entre eux, ajoutant qu'en raison de la pauvreté de l'actualité il était plus vraisemblable aux yeux de bédouins. D'autre part, la faiblesse du dollar a soulevé le doute sur une prochaine détente monétaire. Reste qu'autour du Big Board, le sentiment finit excellent, beaucoup estimant que le Dow avait toutes les chances de franchir bientôt la barre des 2 000 points, voire celle des 2 200 points en février. Une forte activité a continué de régner, et 189,30 millions de titres ont été échangés, contre 181,85 millions la veille.

VALEURS	Cours de 5 jan.	Cours de 6 jan.
Alcatel	35 3/8	36 1/8
A.T.T.	25 1/2	25 1/2
Bouygues	53 1/4	50 7/8
Chem. de France	27 1/4	27 3/8
Comp. de Paris	86 1/4	86 7/8
Eastern Kodak	71 1/4	70 3/4
Elf	23 1/2	23 1/2
Ford	58 7/8	60 5/8
Général Electric	80 1/4	80 3/4
General Motors	68 1/8	68 1/4
Goodrich	42 7/8	43 1/8
I.B.M.	123 1/2	122 7/8
L.T.I.	54 3/4	55 1/4
Michelin	41	40 3/4
Pirelli	63 3/8	64 7/8
Schneider	25	25
Toshiba	27 1/8	27 3/8
U.A.L. Inc.	54	55
Union Carbide	23 1/2	23 1/2
U.S.X.	22 1/4	22 1/2
Westinghouse	59 1/2	59 3/8
Worm Corp.	61 5/8	62

CHANGES

Dollar : à 6,39 F ↑

Stabilisé à 1,92 DM par les interventions de la Bundesbank, le dollar s'est un peu raffermi à Paris, en raison de la montée du deutschemark, à son cours plafond de 3,3003 F, cours auquel les banques centrales de France et d'Allemagne sont intervenues.

FRANCFORT 6 jan. 7 jan.

Dollar (en DM) .. 1,92 1,92

TOKYO 6 jan. 7 jan.

Dollar (en yen) .. 159,20 159,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 jan.) .. 9 %

New-York (6 jan.) .. 6 3/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

5 jan. 6 jan.

Valeurs françaises .. 99,5 101,9

Valeurs étrangères .. 100,6 102,2

C° des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 395,3 404,5

NEW-YORK (indice Dow Jones)

5 jan. 6 jan.

Industrielles ... 1 971,31 1 974,83

LONDRES (indice Financial Times)

5 jan. 6 jan.

Industrielles ... 1 322,8 1 334,3

Mixtes d'or ... 302,9 315,6

Fonds d'Etat ... 84,66 84,49

TOKYO

6 jan. 7 jan.

Nikkei ... 8 926,76 8 942,74

Indice général ... 1 583,63 1 587,74

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 janvier

Nombre de contrats : 25 000 (provisoire)

ÉCHEANCES

COURS

— Janv. 87

— Mars 87

— Juin 87

— Sept. 87

Dernier .. 105,45 105,40 105,40

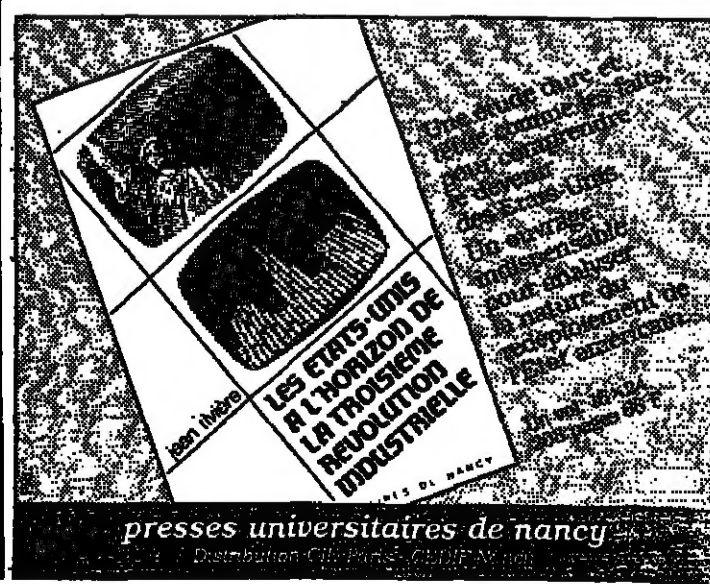
Précédent .. 104,15 104,05 104,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PARIBAS : LANCEMENT DE LA PRIVATISATION LE 19 JANVIER ? — D'après des informations en provenance du groupe bancaire, le coup d'envoi de la privatisation pourrait être donné le 19 janvier. Au préalable, afin de toucher une plus large couche de la clientèle particulière, la valeur nominale des actions (17,49 millions au total) serait divisée par deux. L'offre publique de vente (OPV) se ferait, dans ces conditions, probablement entre 420 F et 430 F. S'agissant des modalités de la répartition de cette OPV, 50 % des titres seraient

réservés au public, 20 % à des entreprises, 20 % à l'étranger et 10 % aux salariés du groupe.

DE BEERS : 1986, UNE ANNÉE POUR LES DIAMANTS. — Le marché du diamant a pour ainsi dire disparu, l'an dernier, son redressement. Organisme de négoce du groupe De Beers, le Central Selling Organization (CSO) du commerce mondial a enregistré une augmentation de ses ventes de 40,2 % en valeur (2,55 milliards de dollars, contre 1,82 milliard).



150

6 JANVIER Cours relevés à 17 h 49

Comptant (selection)	Second marché (selection)
----------------------	---------------------------

QRT 12.76 % 83	9880		Dalseno S.A.	1130	1180	P.L.M.	308	201 80	Consumables	1018	1170
OAT 10 % 2000	108 70	@ 184	Dalmon-Viel, Finl.	1181	1180	Porcher	386 20	380	Dart and Knoll	308 80	
OAT 9.80 % 1987	105 80	@ 87%	Dider-Sachs	800	823	Previdencia S.A.	1500	1500	De Beers (part.)	47 80	
			Saxel	1500	1500				Dev Chemical	385	380

[illegible][illegible]

[illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Affrontements sur l'« Irangate » à l'ouverture du Congrès américain.	6 Les déclarations de M. Chirac sur Europe 1.	10 Le départ de M. Verbrugghe, directeur de la police.	13 Note Daring, de Spike Lee.	23 Remous monétaires.	Radio-télévision 18
4 Les Philippines en butte à la peur.	7 La fin des cérémonies de vœux à l'Élysée.	11 Avant la première réunion de la commission consultative des droits de l'homme.	15 Le chantier du Grand Louvre.	24 à 26 Les mouvements de grève dans le secteur public.	Annunces classées 20
5 Les intentions de la France après le bombardement libyen sur le Tchad.	8 Un sondage sur la cohabitation.	12 Le sous-développement des universités françaises.	9 Un entretien avec M. Lang.	26-27 Marchés financiers.	Carnet 19
	— La préparation du congrès du PS.		IMAGINA 87	DÉBATS	Météorologie 19
			21-22 Le royaume des nouvelles images.	2 Chômage.	Mots croisés 19
					Spectacles 16 à 18

La tension sino-vietnamienne

Les appels de Moscou pour une normalisation entre Hanoï et Pékin sont restés lettre morte

Quelle que soit l'ampleur des combats annoncés le mercredi 6 janvier par Hanoï, le regain de tension sur la frontière sino-vietnamienne souligne à quel point les relations demeurent mauvaises entre Pékin et Hanoï. A l'automne dernier, les Vietnamiens ont affirmé souhaiter une détente avec la Chine. En décembre, le sixième congrès du PC vietnamien a entériné les efforts de Moscou en vue d'une normalisation de ses relations avec Pékin. Mais, sur le fond, rien n'a changé : alors que Pékin pose comme préalable à tout rapprochement un règlement politique au Cambodge comprenant un retrait militaire vietnamien, le sixième congrès n'a pas laissé prévoir un changement de la politique de Hanoï sur ce sujet.

En tout cas, les appels soviétiques à une normalisation sino-vietnamienne demeurent, pour l'instant, lettre morte. En dépit des pres-

sions ouvertes de Moscou - dont M. Ligatchev, numéro deux soviétique, s'était fait le porte-parole pendant le sixième congrès du PC vietnamien - Hanoï ne donne pas l'impression de vouloir pousser les événements, sur le plan intérieur comme dans le domaine de la politique étrangère.

Tout en quittant le bureau politique, les trois « chefs historiques » du PC vietnamien demeurent associés à la gestion du pays. En effet, le gouvernement vietnamien ne sera remanié qu'en avril, à la suite de l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale. En outre, MM. Truong Chinh, Pham Van Dong et le Duc Tho, nommés officiellement, ce mercredi, « conseillers » du comité central du PC, pourront, à ce titre, « obtenir une procuration du bureau politique pour résoudre certains problèmes concrets ».

Sur le plan diplomatique, le Vietnam s'en tient à son engagement de retirer toutes ses troupes du Cambodge en 1990, estimant qu'à cette date, ses protégés de Phnom-Penh seront capables d'assurer, seuls, la sécurité de leur pays. La tension frontalière sino-vietnamienne vient donc rappeler, à 70 % du trafic, que la partie de bras de fer entre les deux voisins ennemis est loin d'être terminée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les grèves dans le secteur public

Poursuite du mouvement à la SNCF et dans les transports parisiens

À LA SNCF, le mercredi 7 janvier, le trafic a dans l'ensemble progressé, conformément aux prévisions de la direction : en début de matinée, la moitié environ des rapides et express étaient assurés au départ et à l'arrivée à Paris, les départs ont été presque normaux pour les TGV à destination de la Bourgogne, de la Suisse, de Lyon et de la Savoie ; trois TGV aller-retour sur Marseille, deux sur Montpellier, un sur Rouen-Lyon sont aussi prévus. Sur la banlieue parisienne, il y avait quatre trains sur cinq gare de l'Est, deux sur trois à Saint-Lazare, Montparnasse et gare de Lyon, deux sur cinq à la gare du Nord, un sur deux sur la ligne C du RER. La direction espère schématiser sept cents trains de marchandises dans la journée.

Le dernier dépôt en grève dans la région de Reims a repris.

En revanche, la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur a dû supprimer toutes les liaisons à la suite des entraves à la circulation multipliées, mardi, par les chemins grévistes, bien qu'elle ait obtenu du tribunal un référé autorisant l'évacuation par la police de la gare de marchandises Saint-Roch, à Nice. Des trains ont été bloqués aussi ce mercredi matin à Lille, à Amiens, et dans plusieurs gares de la région parisienne, à Houllies,

Mantes et Argenteuil, ainsi qu'à Saint-Denis, où les CRS ont fait dégager les voies.

D'autre part, la direction de la SNCF faisait état d'actes de sabotage, dans la nuit de mardi à mercredi, à Lille et surtout à Brétigny-Dourdan, où cent motrices auraient été rendues inutilisables par détérioration d'instruments de conduite ; des signaux ont été dérangés et des téléphones arrachés.

La « coordination » des agents de conduite avait prévu un « rassemblement national », ce mercredi à 14 heures, à la gare du Nord ; les fédérations transport-équipement et cheminots CFTD devaient poursuivre par un défilé jusqu'à la gare Saint-Lazare.

À EDF, où la CGT et la CFTD appellent à la grève ce mercredi, FO se contentant de soutenir les décisions des assemblées générales, la baisse de production, limitée à 7 500 mégawatts jusqu'à 9 heures du matin, était ensuite descendue à 21 000 MW. Toutefois, en milieu de matinée, il n'y avait pas encore eu de délestages.

À LA RATP, le trafic du métro continuait d'osciller, le 7 janvier, entre 50 % et 70 % du trafic ordinaire, ce qui représente un point de satisfaction pour la direction de la RATP. Le RER reste très perturbé (34 % des trains assurés), surtout sur la ligne A, qui n'a pas plus du dixième de sa capacité habituelle. En revanche, dans les bus, le blocage des dépôts de Charlebourg, de la Croix-Nivert et de Lagny par les grévistes a totalement paralysé les lignes, commençant par la 80, ainsi que les 26, 29, 39, 46, 49, 56, 62 et 73. Selon la direction, 70 % des machines sont présentes au travail, mais, compte tenu de ces piquets de grève, 59 % des bus seulement circulent. La négociation entre la direction et les syndicats doit reprendre à 14 h 30, le 7 janvier. On prête à M. Michel Rousselot, directeur général, l'intention de concéder quelques fractions d'augmentations salariales supplémentaires dans le but d'obtenir l'accord des syndicats CFTC, FO, CGC et indépendants.

« TV-France-Soir » fusionne avec « France-Soir Magazine »

TV-France-Soir, le magazine de programmes de télévision lancé le 15 novembre 1986 par le quotidien du même nom, va fusionner, samedi 10 janvier, avec France-Soir Magazine. Cette fusion est due « à des raisons économiques et à la volonté d'améliorer le magazine », explique-t-on au quotidien dirigé par M. Jacques Hersant, le fils de M. Robert Hersant. L'existence d'un magazine de programmes de télévision renforcé est également liée à la candidature du patron du Figaro à la reprise de TF 1. Et à sa volonté de concurrencer les autres magazines spécialisés, dont le fleuron, *Télé 7 jours*, appartient au groupe Hachette.

Sous son titre, *France-Soir Magazine TV*, le premier numéro de ce hebdomadaire devrait être tiré à 600 000 exemplaires alors que *France-Soir Magazine* tirait en semaine d'environ 470 000 exemplaires, pour une diffusion de 397 933 exemplaires selon l'OJD 1985.

Le Figaro devrait adjoindre aussi un « TV-Figaro » à sa livraison du samedi, au cours du premier trimestre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRESLe Monde
sur minitel
MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

3615 TAPEZ LEMONDE

Sur le vif

Lui et lui

Comment vous réagiriez, vous, si votre fille vous annonçait qu'elle allait se mettre en ménage avec un garçon ? Ça vient d'arriver à une de mes amies. Hier, elle m'appelle, complètement tournée-bouille, hors d'elle :

— Non, mais tu te rends compte ! Si je m'attendais ! Jamais je me serais doutée !

— T'es pas fut-fut, je vais te dire, parce que franchement, Lucien...

— Quoi, tu trouves qu'il a l'air d'une folle ?

— Pas du tout, mais il va sur ses vingt-sept ans et il n'a jamais ramené une fille à la maison. Toi-même, tu t'ennuies. Maintenant t'es complot.

— Non, justement, je comprends pas. Qu'il ait une aventure, bon, ça m'enraille. Mais pourquoi démissionner, s'installer avec ce type, officiellement. Il pourrait être un peu plus discret.

— Tu sais, à notre époque ! Tiens, justement, j'ai vu un sondage IPSOS : 73 % des Français acceptent les couples gays.

— Ouais, Lucien me l'a montré. Les Français peut-être, mais pas ceux qui ça concerne. Deux fois sur trois les familles le prennent très mal. Regarde, moi.

— Écoute, là, t'es tort, me tourne. Question SIDA, tu seras plus tranquille et puis dis-toi bien

que s'il était parti avec une nana, elle l'aurait collé à ses parents et ton Lulu tu l'aurais pratiquement plus jamais vu.

— Tu sais, son copain, il adore sa mère. Déjà, le réveil de Noël, c'était pour elle, et les mères, elle a proposé de s'en occuper pendant leurs heures de bureau, alors moi...

— Quoi les mères ? Comment des mères ? Non, mais ça va pas !

— Ils veulent en adopter.

— Ben précisément, ils disent que c'est pas normal. Ils exigent un certificat de concubinage, des tarifs réduits dans les transports en commun, la pension de réversion, les...

— Ils sont drôlement à cheval sur les conventions, hein ?

— Et attends, je t'ai pas tout dit : ils vont donner une réception pour leurs fiançailles. Et ils ont déposé une liste au Printemps-Opéra.

— Alors, où est la différence ?

— Sur les bols du petit déjeuner, tu sais, le tête-à-tête. C'est des coups entrecroisés et lui de Elle et Lui, c'est marqué Lui et Lui.

CLAUDE SARRAUTE.

Au conseil des ministres

M. Chabroud nommé préfet de l'Essonne

M. Paul Chabroud, préfet de l'Aisne, a été nommé par le conseil des ministres du 7 janvier préfet de l'Essonne, en remplacement de M. Max Lavigne admis en congé spécial.

(Né le 11 avril 1927 à Guéret, M. Paul Chabroud, docteur en droit et licencié de lettres, devient sous-préfet en 1958. La même année, il est nommé chef du cabinet de M. Sadroun, ministre de la construction, puis, en 1960, ministre de l'Éducation nationale. En 1963, il devient chef de bureau de la protection nationale au secrétariat général de la défense nationale. Secrétaire général de l'Ona (1973), il est nommé directeur, adjoint au directeur général de l'administration chargée des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur en 1977. Nommé préfet d'Essonne en 1981, préfet des Côtes-du-Nord en 1983 et, depuis mars 1985, préfet de l'Aisne.)

« Nouveau Combat » s'appellera finalement « le Chardon »

L'hebdomadaire que lance le 7 janvier Jean-Claude Goudeau, ancien directeur général de *Minute*, devait d'abord s'appeler *le Combat*, puis *Nouveau Combat*. Le tribunal de grande instance de Paris l'avait en effet incité à modifier son titre, afin qu'il n'y ait pas de confusion avec l'ancien journal *Combat*. Titre qui appartient d'ailleurs, depuis 1984, à M. Henry Frenay, ancien ministre et président de l'Amicale des anciens du réseau *Combat*, dont le quotidien était issu (*le Monde* du 4 janvier).

Mais, afin d'éviter une nouvelle action en justice de M. Frenay, Jean-Claude Goudeau a finalement décidé d'appeler son journal *le Chardon*. Cet hebdomadaire satirique de droite, rédigé notamment par des journalistes qui ont quitté *Minute*, devrait être tiré à 300 000 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 janvier

Retour au calme

Survoltée ces deux derniers jours, la Bourse de Paris a mis la pédale douce ce mercredi matin, au cours de la séance préliminaire. Quasi-stable à l'ouverture (+ 0,07 %), l'indice instantané s'effritait un peu en clôture (- 0,12 %).

Hausse de Compagnie bancaire, Skis Rossignol, Facom, Casino, Eurocom, UCB, Leroy-Somer, Recul de Moulins, Volvo, Printemps, J. Lefebvre, Chargeurs, Europe 1, Alstom, Générale des eaux.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Première cote	Dernière cote
Accor	467 80	468	468
Agip	2132	2146	2146
Air Lydon (L)	882	882	888
Banque (C)	1108	1108	1125
Bongris	2510	2530	2530
Bouygues	1285	1285	1285
S.S.A.	4450	4468	4440
Carrefour	3580	3590	3580
Chargers S.A.	1651	1645	1630
Cla Méditerranée	705	706	704
Credit National	1487	1500	1485
Elec (G)	1350	1358	1345
S.F. Aguilas	316 50	316	315
Endicor	3650	3650	3650
Lafarge-Capelle	1389	1389	1384
Michelin	2848	2858	2865
Mit (C)	1630	1618	1630
Mote-Hausman	2388	2370	2388
Navig. Méditerranée	1081	1081	1070
Oreal S.A.	3825	3820	3820
Pechelbron	1287	1287	1285
Permot-Ricard	1080	1088	1088
Printemps	1224	1225	1225
Scoril	784	787	787
Sources Pariet	813	810	808
Télécoms	3180	3250	3250
Thomson-C.S.F.	1080	1080	1080
Tosch-C.F.P.	2315	2310	2310
T.A.T.	2315	2310	2310
Valeo	534	520	522

AIR HAVAS
LES PRIX BAS
QUI VOUS DONNENT
DES AILES.

NEW YORK à partir de 2200F
MARRAKECH à partir de 1290F
LE CAIRE à partir de 2660F
MEXICO à partir de 4825F

Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1^{er} Octobre 86.
Conditions Générales dans le catalogue Air Havas.
En vente chez Havas Voyages : 66, rue d'Alsace, 75014 PARIS
Tél. : 45.42.21.25
et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES: FAITES LA DIFFERENCE.

Le numéro du « Monde »
daté 7 janvier 1987
a été tiré à 472 160 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
3615 + ISLM

PRIX SPECIAUX JANVIER

Des exemples:

COSTUME pure laine	1975F	1395F
VESTE pure laine	1480F	975F
PANTALON pure laine	580F	375F
PULLOVER laine d'agneau fabriqué en Ecosse	580F	295F
CHAUSSURE semelle cuir	625F	495F

MADÉLIOS
Place de la Madeleine, Paris

150 000 000